Parti Socialiste
Comité directeur
Samedi 26 janvier 1985

Sommaire

Le président (Claude Estier) 1
Lionel Jospin 2
Jean Poperen 2
Marcel Debarge 16
Christiane Mora 17
Françoise Seligmann 21
Robert Chapuis 25
Jean-Paul Bachy 30
Lionel Jospin 33
Le président (Claude Estier) 42
Marc Chesnot 42
Jean-Paul Planchou 45
Françoise Gaspard 49
Jean Nattiez 50
Christian Goux 53
Daniel Chollet 57
Henri Emmanuelli 61
Bernard Roman 64
Yves Durand 67
Geneviève Domenach-Chich 70
Gérard Le Gall 72
Jean Poperen 76
Bertrand Delanoë 76
Jean Poperen 77
Françoise Seligmann 78
Pierre Brana 79
Jean Nattiez 80
Jean Poperen 80
Daniel Vaillant 84

(Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Nous n'avons pas de micro, cela ne rend pas les choses faciles, de demande à Françoise Seligmann de faire l'appel.
(Il est procédé à l'appel)

Fondation Jean-Jaurès

Avant d'ouvrir nos travaux, je donne la parole à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Chers camarades, je ne voulais pas que Pierre Mauroy vienne au Comité directeur sans le saluer, non pas que cela soit exceptionnel, mais Pierre Mauroy est l'homme qui a été le Premier Ministre de François Mitterrand, pendant trois ans, qui a accompli dans cette fonction avec notre appui une tâche considérable. Bien sûr, lorsqu'il était Premier Ministre, il ne pouvait pas participer aux travaux du Comité directeur, mais nous ne considérions pas pour autant qu'il était loin de nous et je ne pense pas lui ait eu, de son côté, une impression différente, mais puisqu'il est là maintenant avec nous, je veux le saluer amicalement et lui dire notre amitié, notre sympathie et l'appréciation que nous portons sur tout ce qu'il a fait dans les tâches qui étaient les siennes.

Le président - Camarades, nous ouvrons maintenant véritablement nos travaux. Nous avons vu l'ordre du jour du Comité directeur ; il semble que nous puissions tenir cet ordre du jour en une journée sans avoir à revenir demain matin. Cela supposerait simplement que chacun de ceux qui vont intervenir le fasse dans des limites de temps relativement brèves et je crois que si nous avons toute la journée cette discipline minimale, nous pourrons arriver à terminer nos travaux en fin d'après-midi.
Si tout le monde en est d'accord, nous procédons ainsi et je donne la parole à Jean Poperen.

Jean Poperen

Chers camarades, comme d'ordinaire, je vais présenter le rapport d'activité de la direction du Parti. Bien que nous ayons tenu il y a assez peu de temps, si l'on tient compte de la période un peu creuse de fin d'année, une instance importante, la Convention nationale, vous constaterez, ce qui est un peu fâcheux pour l'horaire, et je prie le président et vous-mêmes de m'en excuser, que le bilan d'activité des divers secteurs que je suis chargé de vous présenter est déjà très important en quelques semaines.
Le Secrétariat national à la coordination et aux élections a, bien sûr, consacré l'essentiel de son activité à la préparation de la campagne des élections cantonales et pour le second de ces secrétariats, à la préparation de la réforme du mode de scrutin législatif.
Le secrétariat coordination a participé avec le secrétariat aux études et le secrétariat à la communication propagande à la rédaction de l'argumentaire "En direct avec vous", à la confection, en collaboration avec la FNESR et de nombreux secteurs du Parti, du dossier destiné à nos candidats aux élections cantonales.
Les fédérations vont recevoir des dossiers pour les candidats en nombre sensiblement supérieur à celui des cantons renouvelables afin que les responsables fédéraux non-candidats puissent en disposer. C'est au Premier

secrétaire fédéral de les transmettre aux candidats.
Ce dossier se compose :

- d'un guide de campagne,
- d'un argumentaire sur les programmes de la Droite,
- de 18 fiches techniques de la FNESR,
- du numéro spécial "Conseils généraux de France" consacré à la décentralisation.

Je me permets d'insister au nom du secteur élections auprès des membres du Comité directeur, souvent eux-mêmes candidats, sur la nécessité de cette analyse de la politique de la Droite dans les Conseils généraux. Ce travail a progressé mais demeure en retard.
En outre, faut-il rappeler aux fédérations qu'elles doivent faire parvenir la liste des cantons renouvelables dans leurs départements, avec le nom du candidat que nous présentons ou que nous soutenons. L'ensemble des cantons doit être couvert de cette manière...

Le président - S'il vous plaît ! Ce n'est pas parce que les micros sont revenus que vous devez reprendre les conversations particulières. Soyez gentils d'écouter le rapport d'activité.

Jean Poperen - ... aucun ne doit être abandonné, même s'il faut présenter pour cela un camarade originaire d'un autre canton. Nous avons réduit sensiblement le nombre des cantons sans candidat, il en reste un nombre pas considérable mais trop élevé.
Concernant la préparation de la réforme du mode de scrutin législatif, le Président de la République, comme il l'a rappelé dans sa récente intervention, s'était engagé à modifier les modes de scrutin de nos différentes élections, et c'est dans ce sens qu'il faut comprendre cette formule de proportionnelle. Cela a été fait pour les municipales et je vous rappelle que cela a provoqué, comme tout ce que nous faisons, une grande campagne de nos adversaires, mais qu'aujourd'hui en règle générale, me semble-t-il, on en reconnaît le bien fondé et même les conditions favorables de mise en œuvre...
Enfin nous avons, bien sûr, pas seulement une question d'engagement mais à réduire les scandaleuses inégalités démographiques entre les circonscriptions électorales. Dès lors nous travaillons à faire en sorte que la proportionnelle soit introduite dans les meilleures conditions possibles dans le mode de scrutin.
Le secteur élections a comme d'habitude assuré le suivi, l'analyse et le commentaire des élections partielles. Un groupe de travail représentatif de la direction du Parti fonctionne. Il va de soi que cette direction, c'est-à-dire le Comité directeur, sera tenu informé dès lors que nous aboutirons à des propositions précises, ce qui, il faut le dire ici, n'est pas encore le cas.
Depuis la Convention nationale "Modernisation et Progrès Social" des 15 et 16 décembre 1984, le Secrétariat national à la communication propagande a travaillé sur l'élaboration des supports de la campagne "En direct avec vous", réalisé les trois supports militants de la campagne : l'affiche "Se parler, le Parti

Fondation Jean-Jaurès

Socialiste en direct avec vous", l'argumentaire "En direct avec vous", enfin le film vidéo "En direct avec vous". De toutes façons la Secrétaire à la communication propagande fera une brève communication sur l'ensemble des initiatives en cours.
Il a également lancé une campagne de soutien originale d'action téléphonique couplée à un achat d'espace presse pour le moment assuré, mais vraisemblablement il y aura une relève, par Michel Piccoli.
Les résultats obtenus sont déjà importants et encourageants.
Enfin, a été conçue l'affiche militante, quadrichromie photo, qui sera diffusée pendant les cantonales.
Par ailleurs, a été réalisé avec le secrétariat à l'organisation un tract après l'émission télévisée de François Mitterrand. Je crois que c'est une méthode que nous avons à utiliser d'intervention rapide.
Bien entendu, une aide est apportée aux fédérations pour l'élaboration de leur matériel.
L'activité du secrétariat aux collectivités locales s'est développée principalement en direction de la préparation des élections cantonales, par l'exploitation d'une enquête en direction des fédérations et des élus, par l'élaboration d'un document destiné aux candidats aux élections cantonales faisant le point d'une part sur le processus de décentralisation d'autre part, sur les transferts de compétence aux départements.
Enfin, dans un autre domaine, l'élaboration d'un rapport présenté devant le Bureau le 16 janvier sur le point de développement à l'heure actuelle des travaux d'utilité collective et traçant des perspectives de plus grand développement de cette initiative dont il est clair, j'y reviendrai, que dès maintenant elle peut être considérée comme une réussite.
Enfin, pour ce secteur toujours, la réflexion sur les problèmes posés aux collectivités locales par les nouveaux moyens de communication, câble, télévision hertzienne.
De son côté, le Secrétariat national au secteur public a poursuivi activement la préparation du colloque l'Etat et la liberté (inutile de souligner la très grande actualité de ce thème, et en quoi il est pour nous une occasion de riposte contre tout ce que nous avons entendu ces deux derniers mois). Y participeront Pierre Joxe, Pierre Bérégovoy, Jean Le Garrec, Marcel Debarge, Jean Poperen et Lionel Jospin.
Simultanément le Secrétariat national au secteur public en relation avec la délégation nationale à l'Education nationale a engagé la préparation du colloque "La Société et son école" fixé au mois de juin prochain. La présentation à la presse du Comité de parrainage de ce colloque doit avoir lieu le mercredi 30 janvier.
Le Secrétariat national aux études a relancé ses réunions de Commissions et groupes de travail... Après la période pendant laquelle il s'est concentré sur la préparation de la Convention d'Evry.
Une journée d'étude de la Commission "affaires sanitaires et sociales" s'est tenue regroupant près de 200 camarades venus de toutes les régions.

Fondation Jean-Jaurès

Il a travaillé à la préparation des fiches argumentaires dans le cadre des élections cantonales sur les programmes de la Droite de même des fiches techniques concernant la lutté contre les illégalités et la lutte contre la pauvreté de crise. J'ajoute, mais je pense que c'est intervenu après la rédaction du rapport qui m'a été transmise, qu'il a mis au point le document sur le bilan à mi-septennat, qui a été présenté par nos camarades Fuchs et... à la presse.
Le Secrétariat national à l'agriculture a participé à l'élaboration du "dossier du candidat" pour les cantonales. D'autre part, il a fait parvenir aux fédéraux agricoles un complément d'information sur de nombreux dossiers.
Afin de populariser les acquis de la Gauche et ses perspectives, le secteur a élaboré un tract transmis aux fédérations, via "PS Info", afin qu'elles le rodent. Pendant 4 mois l'ensemble des militants agricoles et para-agricoles du Parti recevront gratuitement "Terre et Travail" dans sa nouvelle formule.
Toujours dans le cadre de la préparation des élections cantonales, le secrétariat national à l'information a animé, à la demande des fédérations, des stages de week-end, intitulés "Intervenir dans le débat politique". Ces stages, à l'intention des candidats et des animateurs de campagne, ont pour objectif de faciliter l'intervention de nos camarades lors de conférences de presse, de réunions publiques, de débats contradictoires, à partir de l'étude d'un sujet précis. Par ailleurs, à la demande des fédérations et des UDESR, communes et formation assure des stages de formation sur une journée ou un week-end. A l'heure actuelle cela concerne près d'une trentaine de fédérations…
C'est vrai, c'est en cours ou en préparation pour une trentaine de fédérations, en gros un tiers du Parti, c'est bien, même si on peut considérer que ce n'est pas assez.
Répondant au souhait exprimé par de nombreux Premiers secrétaires fédéraux lors du séminaire d'octobre 1984, le Secrétariat national à la formation organisera, du 31 mars au 6 avril, un stage sur les médias. Ce stage s'adresse prioritairement aux cadres fédéraux du Parti.
Le Secrétariat national aux entreprises a tout d'abord eu pour préoccupation d'impulser les réunions régionales, regroupant élus, secrétaires fédéraux d'entreprise, militants SE et GSE de l'ensemble des branches d'activité qui ont eu lieu du 10 novembre au 19 janvier, animés par les Secrétaires nationaux. J'en avais fait un premier point dans le rapport d'activité présenté à la Convention d'Evry ; depuis lors l'ensemble, pratiquement, des régions, me semble-t-il, a été couvert.
Cependant, la remarque que fait le Secrétariat national aux entreprises - je pense qu'il est bon que le Comité directeur en prenne bonne note pour la suite - c'est que trop peu d'élus ont assisté à ces réunions - me semble-t-il - je parle pour mon expérience personnelle.
Elles ont pourtant été très enrichissantes, sur la situation dans de nombreuses entreprises, sur la situation concrète à l'heure actuelle, de notre politique économique et sociale.
Il apparaît donc qu'il faut surmonter pour l'avenir cette situation, car vous savez bien - je pense que les membres du Comité directeur le savent - lorsqu'il sont

élus, ce qui est vrai, les maires, Conseillers généraux, députés, sénateurs, sont de plus en plus sollicités par des directeurs d'entreprise ou par des syndicats ou des représentants des comités d'entreprise, pour obtenir des aides financières et administratives nécessaires. A l'heure actuelle, depuis surtout que nous avons des responsabilités de gouvernement, c'est à coup sûr un des secteurs d'intervention les plus importants des élus. C'est peut-être un peu nouveau pour beaucoup, mais si nous sommes défaillants sur ce terrain, croyez-moi, je pense que nous le paierons très cher politiquement. Il y a là un sujet de réflexion.

Sans prétendre tirer des conclusions définitives de ces réunions, le bilan des interventions économiques des élus du Parti montre que si, comme nous le savons, des entreprises ont des difficultés sérieuses, d'autres, dont on parle peu, et de plus en plus nombreuses ont retrouvé une santé financière. Et d'ailleurs, toutes les enquêtes économiques à l'heure actuelle, tous les bilans économiques d'ensemble, se trouvent vérifiés sur le terrain. Et si on y regarde de près on est forcé de constater que ce rétablissement des marges - cette plus grande aisance de la trésorerie de nombreuses entreprises n'a pas pour le moment toujours - et la formule est sans doute modérée - les prolongements espérés au niveau des investissements. Là c'est évidemment un problème d'ensemble il faut bien le dire pour une part notable, un problème de gouvernement.

Le problème posé est en effet celui de la répartition des biens de productivité. Le secteur entreprises - je crois que c'est pour tout le Comité directeur une appréciation importante et sur un sujet essentiel - considère qu'il revient au Parti (section et GSE mais aussi élus lorsqu'ils sont sollicités) de proposer l'engagement des négociations entre direction et travailleurs pour que soient négocié des plans d'entreprises s fixant des objectifs industriels et commerciaux, tout en essayant de déterminer la part à consacrer aux investissements, à la recherche, à la formation, à la rémunération du capital et du travail, et à l'amélioration des conditions de travail, en fonction des gains de productivité. C'est donc toute la question de la répartition de l'effort et de la répartition des gains, et d'une juste répartition.

Il faut dire ici - je crois que c'est peu contestable que dans la majorité des cas, l'effort consenti par le monde du travail par les salariés n'a pas été équilibré par un effort correspondant en fonction même des gains de productivité obtenus de la plupart des chefs d'entreprises, c'est là un problème, vous le sentez bien, qui est non seulement économique et social, mais naturellement un problème éminemment politique dont le Comité directeur doit avoir pleinement conscience.

D'autre part, ces réunions organisées par le secteur entreprises ont permis de confronter des expériences quant aux actions engagées sur le terrain au niveau de l'emploi et de la formation des jeunes (TUC, stages emploi-formation et qualification).

Le Secrétariat national aux entreprises a suivi au plus près la négociation sur la flexibilité de l'emploi, et en a informé l'ensemble de la direction du Parti, ce qui avait amené, il faut le rappeler ici, ou le dire pour ceux à qui cela aurait échappé, - c'est un point fort important - le Bureau exécutif dans sa dernière séance de

l'année, quelques jours avant la fin de l'année, à marquer de façon je crois unanime, ses très graves inquiétudes devant l'accord qui paraissait à ce moment devoir être conclu entre les syndicats, La plupart des centrales syndicales et les dirigeants du patronat. Vous le savez, dans les jours qui ont suivi, les choses ont tourné autrement, et après la CGT, Force Ouvrière et la CFDT ont marqué le refus de s'engager dans cette voie. Il est important de savoir que le Parti et naturellement le Premier secrétaire avaient été chargés de faire connaître ce point de vue au gouvernement lui-même. Le Parti avait marqué très clairement en fait qu'il ne lui semblait pas que l'on puisse s'engager dans la voie préparée par l'accord tel qu'il apparaissait à ce moment.
Le secteur entreprises a par ailleurs élaboré un document portant appréciation sur chaque point du projet de protocole sur la flexibilité notamment en le comparant aux dispositions légales et réglementaires actuelles.
Enfin, dans le cadre de la campagne "en direct avec vous" le Secrétariat national aux entreprises s'efforce conformément aux décisions du Secrétariat national d'utiliser les dispositions des lois Auroux pour inciter les élus à débattre avec le maximum de travailleurs.
Un tract élaboré avec le secrétariat sur le secteur public et nationalisé a été édité à 300 000 exemplaires.
Plusieurs tracts ou journaux de GSE sont actuellement en cours de diffusion.
De plus le secteur entreprises et le GSE Caisse d'Epargne ont suivi de près les élections au Conseil consultatif et du Conseil d'orientation de surveillance. De nombreux camarades Socialistes là où on l'on présentait des listes ont été élus.
Les deux axes principaux de l'activité du Secrétariat national aux fédérations, à l'organisation et au contentieux ont été la mobilisation des fédérations pour la campagne "En direct avec vous" et la préparation des élections cantonales.
De nombreux déplacements du Premier secrétaire et d'autres dirigeants nationaux du Parti ont été organisés dans les fédérations afin d'animer des réunions de militants ou des réunions publiques.
Une réunion des Premiers secrétaires fédéraux est prévue le 9 février, afin de permettre un échange politique et mobilisations pour lesquelles il est évident que notre Comité directeur d'aujourd'hui sera une date clé.
Les contacts avec les fédérations ont été multipliés et les télé réunions ont redémarré.
A la suite de l'intervention télévisée de François Mitterrand, un modèle de tract rédigé avec le Secrétariat national à la communication a été diffusé. La Direction nationale ayant eu mandat par ailleurs de veiller spécifiquement à l'évolution de la situation dans la fédération du Gard, le secrétariat aux fédérations est resté en contact avec les dirigeants de cette fédération. Au demeurant certaines questions sur ce sujet seront soumises au Comité directeur de ce jour.
Le Secrétariat national aux droits de l'Homme tant sur le plan international que national a participé à plusieurs démarches en faveur des libertés.
Dans le cadre de la recherche et de l'approfondissement des droits de l'enfant des groupes de travail ont été constitués de représentants de nombreux organismes et associations qui se sont réunis pour faire part de leurs réflexions.

Plusieurs documents de travail ont été envoyés aux associations concernées. Un entretien avec la direction France d'Amnesty International a permis d'exposer la politique du Parti en ce domaine.
Le Secrétariat national a rencontré la présidente du Comité féminin de soutien aux juifs d'URSS et la présidente du Comité français de surveillance de l'application des accords d'Helsinki.
Outre de très nombreux contacts dont on trouve le détail dans le rapport écrit, le secrétariat est intervenu auprès des autorités de Hanoi afin que celles-ci ne mettent pas à exécution les sentences à la peine capitale prononcées à l'encontre de 5 accusés. Après avoir appris l'exécution de trois des cinq condamnés, vous le savez deux seulement ont échappé à l'application de la peine capitale, le secrétariat a fait part de sa vive émotion.
Il a par ailleurs condamné l'exécution publique de Mahmoud Mohamed Taha, chef du mouvement islamique anti-intégriste du Soudan.
Pour la dernière période, le Secrétariat national à la jeunesse et le Mouvement de la Jeunesse Socialiste ont tenu la réunion du Conseil national du MJS à Paris le 6 janvier dernier. Ce Conseil s'est réuni avec une forte participation y compris des représentants de la Réunion, de la Guadeloupe et de la Martinique, il a été l'occasion d'un large débat sur la situation économique social et politique du moment, et sur sa perception par les jeunes.
La résolution adoptée a arrêté les priorités de l'action du mouvement pour 1985 ainsi que les programmes des principales activités nationales.
Priorités de travail pour 1985 : poursuite des actions de lutte contre le racisme et des initiatives permettant de proposer de nouvelles mesures pour lutter contre le chômage des jeunes, d'améliorer les conditions de formation professionnelle et d'insertion sociale des jeunes et de populariser l'action du gouvernement en ce qui concerne la création de Travaux d'Utilité Collective.
Pour mener à bien ces objectifs, 6 réunions à caractère national sont dès à présente précisées dans le programme d'activité du premier semestre 1985.

- Une deuxième journée nationale des étudiants, le 9 février.
- Deux journées "jeunes élus et collectivités locales" sur l'action dans les municipalités et sur les élections cantonales avec la FNESR, les 23 et 24 février 1985.

Le Conseil national a également adopté le règlement intérieur du mouvement.
Il doit être ratifié par le Comité directeur ou par délégation par le Bureau exécutif.
Il a également décidé la mise en place d'une Commission FNESR, secrétariat à la jeunesse pour les jeunes élus.
Le MJS a tenu sa deuxième réunion nationale de la Commission armée, service national du MJS à Paris le 5 janvier 1985.
Du point de vue international, plusieurs contacts ont eu lieu avec les représentants d'autres mouvements de jeunesse Socialiste, membres du Comité international préparatoire du festival européen des jeunes Socialistes, qui aura lieu à Luxembourg du 24 au 27 mai prochains dans le cadre de l'année internationale de la jeunesse.

Le secrétariat à la presse, s'attache à poursuivre la coordination de l'expression du Parti à travers les médias.
Dans le cadre des expressions directes du PS, il a élaboré en collaboration avec le secrétariat aux études une cassette vidéo "Modernisation et progrès social" diffusée à TF1.
La campagne "en direct avec vous" mobilise activement le secteur qui coordonne les nombreuses interventions des Secrétaires nationaux devant la presse. Ainsi le secrétariat à la communication propagande a pu présenter l'ensemble du matériel de campagne à l'occasion d'un petit-déjeuner de presse.
Dans le cadre des rencontres avec la presse, le porte-parole a réuni la presse d'Aquitaine. Vous le savez, une série d'autres initiatives de même nature doivent se tenir progressivement dans les diverses réunions, permettant ainsi un contact plus direct avec les dirigeants de la presse régionale sur le terrain, dans le cadre des régions elles-mêmes.
Donc, dans le cadre des rencontres avec la presse régionale, le porte-parole a réuni la presse d'Aquitaine hier, le 25 janvier. Le porte-parole poursuit l'élaboration de la transformation du Parti Socialiste Aujourd'hui écrit, en PS Aujourd'hui télématique. C'est donc une modification technique de grande conséquence et qui doit sûrement faciliter le développement de notre communication, y compris de notre communication interne.
A cet égard, et bien que naturellement Françoise Seligmann n'éprouve pas le besoin, chaque fois, de dire combien son secteur suit, et vous le vérifiez vous même, chaque semaine l'activité générale du Parti, faut-il rappeler le rôle notamment du PS Info, dans la circulation de nos informations, et c'est là une préoccupation constante.
Depuis la Convention nationale des 15 et 16 décembre 1984, le Secrétariat national aux relations extérieures a notamment rencontré le Mouvement des Radicaux de Gauche, l'Action Catholique Ouvrière, mais tout à l'heure Marcel Debarge présentera les éléments d'un rapport qu'il présentera au Bureau exécutif, éléments d'appréciation puisque, vous le savez, nous avons reçu une invitation au prochain Congrès du PCF. Il nous expliquera comment et dans quelles conditions nous allons répondre à cette invitation au très prochain Congrès du PCF.
Le secrétariat aux relations internationales a naturellement, dans la dernière période, été, entre autres, préoccupé par les conditions de la visite de Shimon Peres à Paris. Cette visite a marqué une nouvelle étape dans les relations franco-israéliennes. A cette occasion, le Premier Ministre israélien a réitéré son invitation à effectuer un voyage officiel en Israël.
D'autre part, ce secteur a assuré la visite d'une importante délégation en URSS. Ce voyage, prévu de longue date, avait notamment pour objectif de reprendre les relations entre le PS et le PC d'Union soviétique, interrompues depuis sept ans, et de relancer la Commission économique qui existait alors. Des discussions ont eu lieu tant au Comité central du PC de l'URSS qu'à l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales. Là, est apparue la volonté des Soviétiques de relancer une telle coopération qui, dans un premier temps,

pourrait prendre la forme d'un Colloque organisé par l'ISER et l'IMEMO.
Un colloque sur la sécurité pourrait également être organisé par les deux partis.
Des échanges de vues informels à l'occasion du passage de représentants du PS à Moscou ou du PCUS sont également envisagés. A plus long terme, une visite officielle du PS à Moscou est envisageable.
Le secteur prépare aussi la visite d'une délégation de la Ligue des Communistes de Yougoslavie qui serait conduite par son président.
En Asie, le secrétariat international, nous l'avons vu, en liaison avec celui des droits de l'Homme, a été préoccupé par l'évolution des choses dans la péninsule indochinoise, pas seulement à propos des exécutions, des condamnations. Il a, par ailleurs, suivi l'évolution de la situation politique en Chine et en Inde, le bouillonnement politique aux Philippines, en Corée, la guerre civile au Sri Lanka, la résistance en Afghanistan, l'oppression au Timor, tout cela a fait l'objet de contacts d'information et de réflexions.
D'une manière générale, dans toute cette région du monde, un aspect qui parait aujourd'hui d'une certaine importance est le durcissement du régime vietnamien, qui a tout à la fois accentué la répression en s'attaquant à des institutions culturelles et religieuses, et donné une publicité inhabituelle à de grands procès politiques, en reprenant avec une vigueur sans précédent, son offensive au Cambodge.
Le Secrétariat national à l'urbanisme et au cadre de vie, a organisé une journée le 5 janvier 1985 à Nanterre, sur le rôle des associations dans la communication et l'économie sociale, en présence des secrétaires d'Etat. Il élabore actuellement sur ces questions un rapport de synthèse.
Le secrétariat aux lutte des femmes prépare le colloque "Femmes, quel emploi pour demain?" qui se tiendra les 2 et 3 mars prochains à l'Assemblée Nationale. Il a constitué un dossier "Femmes" qui pourra être utilisé pour les campagnes en cours.
Outre la réunion de la Commission nationale et de ses Secrétaires fédérales, le secteur a rencontré de nombreuses personnalités ou associations, tant sur le plan national qu'international.
La délégation nationale à l'Education nationale qui participe aujourd'hui, en compagnie du Premier secrétaire, au colloque de la FCPE, a poursuivi la préparation du colloque des 8 et 9 juin sur la Société française et son école. Je pense que nous aurons des éléments de communication sur le colloque d'aujourd'hui, de la part de cette délégation.
Enfin, il me parait bon de mentionner l'activité grandissante des camarades de solidarités internationales dont le programme 1985 est joint, je crois, dans votre dossier.
Pendant cette période, donc, toutes ces activités vous le voyez, ne se sont pas ralenties, c'est le moins qu'on puisse dire.
Sur le plan politique, nous avons eu le sentiment, et cela a notamment été la constatation de nos premières séances du Bureau exécutif de la nouvelle année, que les choses avaient un peu bougé, et plutôt bougé dans le bon sens
Les caractéristiques de ce début d'année 1985, c'est une série de signes

concordants qui témoignent d'une certaine amélioration du climat. Nous avons eu une série d'enquêtes favorables, de sondages dont il faut dire pourtant que les deux derniers, dont nous avons connaissance - celui de BVA Paris-Match et un autre, rendu public aujourd'hui, de la SOFRES - atténuent cette impression favorable. Il faut donc en tenir compte. Cependant, la dominante du début d'année coïncidant avec des résultats nettement plus positifs d'une série de consultations électorales partielles, va donc dans le sens de l'analyse que j'évoquais tout à l'heure.

J'y ajoute l'appréciation que portent la plupart des camarades, le secteur fédérations, le secteur communication, là-dessus ont une série d'éléments concrets précis - sur le sentiment qu'ils retirent des multiples et très nombreuses réunions de quartiers, d'immeubles, de voisins, qui se tiennent dans le cadre de la campagne "En direct avec vous", et qui permettent des observations tout en harmonie avec cette constatation d'une certaine amélioration de climat.

Dans les cercles proches et même plus éloignés du Parti, on enregistre un affermissement de confiance, une claire conscience des résultats aujourd'hui obtenus par le gouvernement de gauche, et surtout une incontestable combativité.

Bref, par rapport à un automne, à une rentrée qui a été exceptionnellement difficile politiquement pour nous, nous constatons un certain mieux. Disons tout de suite qu'il serait imprudent de parler, à l'heure actuelle de renversement de tendance politique, mais il convient de tenir compte de ce mieux qui amorce une modification des données politiques, à notre avis.

On peut penser que la première raison de cette évolution est la nette consolidation des résultats économiques obtenus par l'effort d'assainissement entrepris dès 1982, accentués par les mesures du printemps 1983. Successivement, à l'issue de cet effort, donc, maintenant de plus de deux ans, nous avons appris depuis ce début d'année, que l'inflation avait été ramenée à 6,7%, que l'amélioration de la balance commerciale s'était accélérée, ce qui contribue à une estimation - j'indique au passage qu'elle est pour le moment provisoire - de quasi-équilibre de la balance des paiements. Parallèlement, le franc a continué de s'affermir par rapport au mark, y compris dans cette dernière période. Les réserves de changes se sont significativement accrues au cours de l'année 1984. Dès lors, on peut dire que sur beaucoup des indicateurs économiques, nous sommes plutôt au-delà des objectifs qui avaient été fixés au cours de l'année, vers le milieu de l'année 1984 et que dans ce climat, on doit constater que la montée de la bourse tout au long de l'année et encore la vive poussée de ces derniers jours, illustrent une tendance à une réanimation de l'activité économique. Celle-ci, d'ailleurs, s'inscrit en clair dans le chiffre de la croissance pour 1984 - cela a été une autre annonce du début de l'année : + 1,8%, ce qui veut dire qu'à la surprise de la plupart des observateurs, il apparaît que nous aurons franchi l'année considérée par nous comme la plus tendue de l'effort anti-inflationniste, sans chute récessionniste. A la différence des autres grands pays industriels, nous aurons affronté la crise sans, sur aucun exercice annuel, avoir connu un taux d'activité économique négatif.

Collection Jean Daniel

Sans emphase, il est permis de dire dès maintenant que nous sommes sur la voie d'une véritable réussite du redressement économique entrepris par la Gauche, ce qui a amené le Président de la République à dire, à Grenoble, mercredi dernier : "Unissons-nous pour que, en résultat de toutes ces victoires commencées, nous soyons en mesure de donner l'élan économique qui permettra à l'emploi de reprendre."

A l'évidence, cette formule n'est pas insignifiante. Il me semble qu'on peut la comprendre de la façon suivante : le palier, désormais atteint, de rétablissement de la santé économique du pays - et même si, comme il a été rappelé, notamment récemment par le Premier Ministre lui-même, cet effort doit être poursuivi avec les mêmes exigences - doit permettre de mener plus directement l'action pour l'emploi, d'amorcer une phase où se développera, au-delà du nécessaire traitement social du chômage, le traitement économique de celui-ci.

Les mesures annoncées par le dernier Conseil des ministres en faveur du bâtiment et des travaux publics sont un premier pas dans cette direction, modeste à coup sûr mais un premier pas. Elles peuvent contribuer à la réanimation d'un secteur dont la vitalité a des incidences économiques mais aussi psychologiques certaines sur l'ensemble.

Au demeurant, et c'est une autre confirmation d'une évolution positive, le rythme même d'augmentation du chômage s'est sensiblement ralenti au cours du second semestre 1984. Naturellement, l'augmentation a continué, mais le rythme a fléchi au moment où nous enregistrons les résultats, tous les résultats que j'évoquais tout à l'heure dans le sens de l'assainissement économique.

Le gouvernement, vous le savez, concentre tous ses efforts pour le court et le plus long terme, à surmonter le mal du chômage.

L'effort particulier en faveur des chômeurs jeunes s'est exprimé par le rapide démarrage des TUC. Depuis début novembre 1984, 11 000 conventions signées ou déposées, 6000 en préparation, l'ensemble représentant 81 000 TUC. Donc, l'objectif de 100 000, très au-delà des modestes 50 000 estimations, sera dès maintenant à l'évidence atteint.

Les Socialistes élus et responsables d'associations ont joué ici un rôle essentiel. A partir d'un rapport présenté par Georges Sarre, le Bureau exécutif a décidé de donner une impulsion plus vigoureuse à cette campagne en faveur des TUC. Mais il est significatif qu'un nombre appréciable d'élus de droite, et aussi certains élus Communistes - également des responsables d'associations qui ne sont pas toujours de gauche - aient pris des initiatives en faveur des TUC, ce qui n'est que le reflet d'une aspiration d'une partie de la population elle-même qui a posé cette exigence et donc obligé les élus à prendre les initiatives sur un terrain où, au départ, ils étaient réticents devant les propositions du gouvernement.

Cet exemple, à mon avis, montre que nous sommes arrivés à un moment où l'avancement des résultats de notre politique commence à donner à celle-ci une force d'entraînement, modeste encore, n'exagérons rien, mais incontestable. Le phénomène que je viens d'évoquer le montre.

Pour le plus long terme, l'entreprise considérable de développement de la formation, notamment de la formation informatique, va placer la France au tout

premier rang. Hier même, le plan annoncé par le Premier Ministre, Laurent Fabius, est une véritable mobilisation pour l'avenir.
Il nous semble que les travailleurs sont maintenant plus nombreux à apprécier ces résultats. Mais ils sont par là même d'autant plus attachés à veiller à une juste répartition de l'effort, et, je l'ai déjà évoqué tout à l'heure, les dirigeants du CNPF ont donc pu mesurer à propos de la négociation sur la flexibilité et de ses suites, les effets de cette vigilance des travailleurs eux mêmes.
Les exigences formulées par les dirigeants du patronat à l'occasion de cette négociation ont provoqué, en fait, un sursaut, peut-être pas de la base, mais en tout cas des cadres syndicaux sur le terrain, qui a amené la direction confédérale, celle qui s'était engagée le plus avant, à marquer un temps de retrait.
Le CNPF, comme il n'a cessé de le faire durant ces quatre années, souhaite obtenir des concessions sur l'organisation du travail, la répartition du temps de travail, sans rien concéder lui-même ni prendre de véritables engagements. Mieux encore, si l'on peut dire, à peine la négociation terminée et entre le moment où se terminait cette négociation et le moment où finalement les centrales syndicales ont dit qu'elles ne pouvaient pas souscrire, mais à un moment où l'on pensait que la plupart d'entre elles allaient souscrire, Gattaz lui-même a commencé à mettre en cause le SMIC, comme un obstacle à l'activité économique et aux initiatives des entreprises. En somme, une fois de plus, ayant empoché un certain nombre de concessions, il accroissait ses exigences ce qui, en effet, a provoqué ce qu'il faut bien appeler une rupture.
A notre avis, les dirigeants du CNPF seraient bien inspirés de tenir compte de cet avertissement.
Il est souhaitable que la négociation reprenne. Nous sommes, nous, Socialistes, pour la politique contractuelle, et pas de façon épisodique et accidentelle, pour le dialogue, pour la recherche du compromis, mais à l'évidence, le compromis ce n'est pas que l'un des partenaires prétende imposer ses conditions à l'autre, c'est une répartition équilibrée des concessions.
Le gouvernement, nous semble-t-il est, à coup sûr, décidé à faciliter cette reprise de la négociation, mais au Parti Socialiste, et c'est d'ailleurs ce que nous lui avions fait valoir, ce que le Premier secrétaire notamment a fait valoir au gouvernement, nous nous félicitons que celui-ci ait refusé de se substituer aux représentants des diverses forces sociales en présence, car constatons qu'une fois de plus, les mêmes qui ne cessent de se plaindre du trop d'intervention de l'Etat et du gouvernement, se sont tournés dès que la négociation eut échoué vers l'Etat, vers le gouvernement, pour tenter de leur "refiler" les difficultés.
Donc, le comportement du gouvernement dans cette affaire nous parait tout à fait justifié et responsable, mais je répète que cela ne veut pas dire qu'il n'a pas à faire ce qui peut dépendre de lui pour faciliter la reprise de la négociation entre les interlocuteurs directement intéressés.
Alors, de toutes ces données économiques et sociales, le mieux économique, la remontée qui se confirme au début de l'année, l'épisode - à notre avis, le Bureau exécutif s'en est préoccupé, je pense que le Comité directeur aura lui-même à se prononcer là-dessus - très important de la négociation sur la flexibilité, de tout

cela, les dirigeants de la Droite sont conscients. Ils sont conscients qu'en profondeur un certain nombre de données plus favorables au gouvernement de gauche se consolident et nous semble-t-il, malgré l'assurance de succès qu'ils affichent sur les élections de l'an prochain, les principaux cadres de la Droite s'inquiètent des chances de réussite qui se confirment maintenant de notre côté. Du coup, ils se battent de moins en moins sur le terrain économique et ils répugnent, malgré des annonces tapageuses, à afficher leurs intentions programmatiques. Ils font quelques fioritures, quelques broderies sur le programme mais pas vraiment de propositions. Enfin, il apparaît qu'au-delà de certaines apparences, justement, ils sont de moins en moins unis dans leur combat.

Leur stratégie est plus que jamais - car ce n'est pas nouveau, depuis près de quatre ans, nous vivons cela - mais plus que jamais de guetter les occasions de provoquer une situation de déstabilisation et à ce propos, il apparaît que telle est bien leur préoccupation principale sur la question calédonienne. Les propositions qui ont été formulées au nom du gouvernement par son délégué général visent à réaliser la difficile mais nécessaire conciliation entre l'aspiration légitime à l'indépendance et le maintien de liens particuliers étroits avec la France, notamment dans l'ordre économique, stratégique, culturel et sur le plan de la sécurité. La voie est étroite à l'évidence, mais il n'y en a pas d'autre.

Tout être raisonnable sait que l'indépendance pour ce peuple comme pour tous les autres est inéluctable. En avançant dans cette direction, par les moyens de la négociation, la France obtiendra pour la population d'origine européenne en même temps que pour ses intérêts nationaux, les garanties dont elle a besoin et c'est en refusant une telle évolution, en refusant les moyens de la négociation qu'on risque de tout perdre. Nous devons rappeler - même si pour beaucoup dans ce pays, compte tenu de l'évolution de la pyramide des âges, l'évocation n'est pas toujours très directe - nous devons rappeler que notre pays a payé chèrement, dans les années 50 et dans les années 60, les entêtements conservateurs. Faut-il penser que certains n'ont décidément rien appris et que, notamment, l'obstination à ne rien concéder est le plus sûr moyen de tout compromettre ?

Le Président de la République, avec courage, détermination, s'est rendu sur place pour convaincre les représentants des diverses communautés de s'engager dans la recherche d'une solution négociée que consacrerait la consultation populaire.

Toutes les forces vives de notre pays doivent s'unir pour que triomphe cette solution conforme au droit et aux intérêts de la France.

Le débat sur la prolongation de l'état d'urgence à l'Assemblée Nationale a illustré - il y en a là quelques témoins directs - l'archaïsme, le conservatisme foncier d'une grande partie de la Droite qui ne s'est décidément pas sortie de ses vieilles ornières, de ses schémas colonialistes, qu'on croyait depuis longtemps remisés au musée de l'histoire. Elle est prête à recommencer comme voilà bientôt trente ans. Il est très grave, et plus qu'inquiétant, qu'on ait pu aller dans la presse jusqu'à des menaces de mort contre Tjibaou.

Cependant, ceux qui crient le plus fort sont eux-mêmes en pleine incohérence. Comment eux, qui exigent avec tant de véhémence le maintien de l'ordre peuvent-ils refuser au gouvernement de la République les moyens de l'ordre ? Ou faut-il penser que l'ordre ne les intéresserait que lorsqu'il est à leur service exclusif, que s'il est un moyen pour eux de faire plier les autres ?
Et comment mettre Tjibaou hors la loi quand, dans le même temps, Ukeiwe lui-même lui propose de négocier.
Le fait est - nous devons en tenir compte - qu'après le paroxysme d'agressivité à l'Assemblée Nationale, certains propos tenus au Sénat semblent témoigner d'une aspiration au dialogue. Le dialogue, encore une fois, c'est ce qu'avaient recommandé le Président de la République, le gouvernement. Tjibaou lui-même s'est présenté en homme de paix. Si le chemin du dialogue parait praticable, il appartient au délégué général du gouvernement de réunir les parties en présence. Le Parti Socialiste se réjouirait qu'une telle évolution se précise. De ce côté, sont la sagesse, la justice, l'intérêt national.
Dans ce climat, où certains continuent de guetter les occasions de désordre, les événements tout récents donnent toute son actualité au combat pour la liberté. Mes chers camarades, après ce qu'il faut bien appeler la grande imposture que fut au printemps et à l'été derniers, la tentative d'appropriation de la liberté par la Droite ultra, celle-ci continue de produire des illustrations de sa conception de la liberté.
Les interventions contre la libre expression des artistes se multiplient, depuis plusieurs mois. Il y a eu plusieurs exemples, je crois d'ailleurs que j'en avais évoqué certains dans mon rapport à Evry, mais les choses se précisent. Voici maintenant l'interdiction d'un film de Jean-Luc Godard par un maire de droite et que des associations saisissent des tribunaux pour obtenir la saisie du film.
Voilà où nous en sommes, en ce pays des droits de l'Homme. Le Comité directeur pourrait examiner quelles initiatives pourraient être prises pour faire échec à de si graves atteintes ou menaces à là liberté d'expression.
Le combat pour la liberté, le Parti Socialiste le poursuit dans un domaine, sur tous les terrains, bien entendu, mais dans un domaine notamment où, déjà, après des années de verrouillage, il a fait tellement : celui de l'audiovisuel. La possibilité de développement des télévisions privées, retenue par le Président de la République lui-même est traité dans un rapport approfondi de Jean-Jack Queyranne présenté au Bureau exécutif cette semaine, et qui examine les implications concrètes et souvent difficiles, il faut le dire, de la mise en œuvre d'une telle mesure.
Dans notre volonté constante de faire avancer les solutions de la Gauche, nous souhaitons, bien sur, unir toutes les forces vives de la nation et c'est dans cet esprit que nous sommes attentifs, mais je m'y arrêterai peu puisque Marcel Debarge va, sur cette question, intervenir dans un moment, aux décisions qui se préparent du côté du Parti Communiste français.
Constatons simplement pour aujourd'hui que la surenchère antigouvernementale à laquelle s'abandonne le Parti Communiste français le conduit de plus en plus souvent à mêler ses voix à celles de la Droite ; dans des instances locales, nous

avons eu quelques exemples, celui des Vosges a été le plus spectaculaire. A l'Assemblée Nationale, faut-il faire remarquer qu'en première lecture, alors que l'un des partis de droite s'abstenait, lui a voté contre avec le RPR ? C'est une situation qui rappelle d'autres temps que l'on croyait tout à fait révolus.
Donc, là, les choses sont en train de bouger, dans le bon sens. Vraisemblablement, dans nos débats - nous avons eu à ce sujet déjà quelques échos et appréciations - nous serons amenés à dire comment nous ressentons l'évolution encore une fois, sur le terrain, du Parti Communiste. La note dominante, au-delà de cette attitude ultra-sectaire et qui, d'ailleurs, s'explique en particulier par l'évolution que nous constatons, la note dominante à notre avis est plutôt celle d'une accélération de l'affaiblissement, de l'affaissement de ce parti, de sa capacité à être présent, avec les implications électorales qu'il faut bien prendre en compte, et celles, notamment, qui résulteraient de l'insuffisante mobilisation, pour ne pas dire dans quelques cas de l'absence de mobilisation, semble-t-il, du Parti Communiste pour les élections cantonales. En tout cas, nous répéterons très tranquillement notre règle : rien de constructif ne saurait être fait en dehors de l'union et c'est de ce point de vue d'abord que nous considérerons les conclusions des travaux du Congrès du Parti Communiste la semaine prochaine.
Pour nous, nous allons mener la campagne pour les élections cantonales comme une occasion très propice de faire passer nos explications politiques, tout ce que j'ai dit montre qu'au-delà du thème que nous avons retenu dès le mois d'octobre et qui garde toute sa valeur, l'élargissement notable de la démocratie réalisé par la décentralisation, le rôle nouveau des Conseils généraux, donc l'importance de leur orientation politique, au-delà de cela, nous avons un certain nombre de cartes en main pour mener la campagne, pour la poursuite et l'accélération de la réussite du redressement économique, pour une offensive vigoureuse en faveur de l'emploi, pour défendre et élargir les libertés et pour l'union.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Marcel Debarge.

Marcel Debarge

Il y aura un peu de suspense car il n'y aura pas de communication dans le sens décrit par Jean, nous avons eu une mauvaise communication entre nous...
(Sourires)
Premièrement, je reviens en arrière sur la délégation que nous enverrons au Congrès du Parti Communiste. Cette délégation sera composée de quelques camarades : Marcel Debarge, Luc Soubré, Pierre Brana, et comme il est de tradition le Premier secrétaire de la fédération Socialiste concernée, c'est-à-dire Jacques Dely, Premier secrétaire de la fédération de la Seine Saint Denis.
En ce qui concerne ce que vient d'évoquer Jean Poperen, il est prévu qu'un rapport sera présenté, analysant les textes du Comité central en direction du Congrès du Parti Communiste, et un certain nombre d'éléments d'appréciation de réalités politiques, dirons-nous, rapports Parti Socialiste Parti Communiste,

au Bureau exécutif de mercredi prochain. Le mandat en a été donné par le Premier secrétaire du Parti et par le Secrétariat national du Parti de ce point de vue. C'est donc mercredi prochain que cette communication, mon cher Jean, aura lieu.
Par la suite, bien sûr, le Bureau exécutif verra cette communication, ce qu'il peut ou ce qu'il doit en faire.
Néanmoins, pour préparer la partie pratique, en liaison avec le Secrétariat national aux fédérations, un groupe de travail va se réunir pendant la tenue de ce Comité directeur à 15 h précises. J'ai cette qualité, quand je dis 15 h précises, d'être là très précisément. Cette réunion aura lieu dans une salle voisine.
Ce groupe de réflexion, que nous avons voulu pour l'essentiel composé de membres du Comité directeur, mais également de Premiers secrétaires fédéraux, ce qui permettra d'arriver à bien saisir la situation, et nos camarades qui par leurs fonctions par ailleurs qu'ils exercent en toute souveraineté et en toute indépendance, sont bien au courant des rapports PS-PC, se réunira donc à 15 heures précises cet après-midi.
Ce sont nos camarades Jean-Louis Carel... (lecture de la liste)
Encore une fois il s'agit d'un groupe de réflexion. Il discutera un peu sur un premier document que j'ai établi en ce qui concerne l'analyse des textes présentés au Congrès du Parti Communiste français par la direction de ce Parti, et également sur une étude de terrain, avec un certain nombre de conséquences, tout au moins un certain nombre d'informations qui seront rapportées par mes soins au cours du Bureau exécutif de mercredi prochain.
Je vous remercie de votre attention.

Le président - Merci, Marcel Debarge. Je donne la parole à Christiane Mora pour les campagnes du Parti.

Christiane Mora

Merci, Claude.
Chers camarades, je ne vais pas vous rappeler ni les formes ni les supports utilisés pour la campagne "En direct", d'abord parce que nous sommes en plein dedans, ensuite parce que tout cela est écrit dans le rapport d'activités.
Je voudrais, parce que je pense que le Comité directeur doit être au courant, vous donner d'abord des indications sur les éléments d'analyse politique qui nous ont conduits à organiser la campagne "En direct" comme nous l'avons fait, et ensuite des indications sur son déroulement, pour que vous sachiez comment elle se passe, et enfin en conclusion vous dire deux ou trois petites choses à propos des cantonales.
Tout d'abord les bases politiques pour notre campagne "En direct".
Notre préoccupation générale - je ne prétends pas du tout à l'originalité en disant cela - c'est que dans la perspective de 1986, puis de 1988, le Parti Socialiste reste et soit de plus en plus un pôle de rassemblement des forces populaires, cela en raison du contexte du côté du Parti Communiste et en raison, il faut bien le dire, de la quasi-absence de formation de centre Gauche.

Fondation Jean Jaurès

Or que constatons-nous ? Nous l'avons souvent analysé ici, nous constatons d'une part - je mets cela entre guillemets - qu'il n'y a pas, c'est le moins qu'on puisse dire, de "mouvement de foule" vers les adhésions au Parti Socialiste depuis quelque temps, et nous constatons par ailleurs qu'au niveau électoral l'abstentionnisme de l'électorat Socialiste et de l'électorat de Gauche en général est extrêmement préoccupant.
C'est pourquoi nous avons fait à la fin de l'année dernière une enquête d'opinion approfondie dont je vous ai déjà parlé, que nous avons complétée le 27 décembre 1984 par une enquête plus restreinte et suivant les mêmes méthodes éprouvées.
Cela nous a permis de rassembler dix personnes choisies par un institut d'opinion, nous-mêmes bien sûr nous tenant complètement en dehors de l'affaire, dix personnes s'étant abstenues volontairement lors des dernières consultations électorales et ayant voté pour nous en avril 1981.
Troisièmement, comme base d'analyse politique, nous avons mené, là vraiment au sein du secteur communication propagande, et je dirai même peut-être plus moi-même, l'analyse des résultats de deux municipalités où les Socialistes étaient majoritaires avec les Communistes depuis au moins un mandat, c'est-à-dire au moins depuis 1977, et deux municipalités où les résultats du premier tour de mars 1983 étaient tels qu'on pouvait craindre que nous les perdions, et où de fait nous les avons conservées dans des conditions qui n'ont pas permis à nos adversaires de recourir ou du moins d'avoir satisfaction auprès des tribunaux et du Conseil d'Etat.
Vous voyez pourquoi nous avons fait cela : parce qu'évidemment il est intéressant de savoir comment, dans les causes qui paraissent pratiquement perdues sur le plan électoral, nous arrivons finalement à gagner.
Voilà quels sont les trois éléments, certains plus scientifiques que d'autres, sur lesquels nous nous sommes appuyés.
Quelles conclusions en avons-nous tirées ? Conclusions que nous avons bien sûr soumises au Bureau et au secrétariat du Parti qui a ensuite fait des choix.
Il est clair que les deux parties les plus fragiles de notre électorat - je parle de l'électorat Socialiste au sens d'avril 1981 - se composent d'une part de gens qui sont déçus de notre action, mais par rapport à ce que nous appelons notre projet, c'est-à-dire par rapport à une perspective de réalisation de nos valeurs les plus profondes. Ces gens là s'abstiennent souvent, pas toujours, ne votent jamais à Droite parce que pour eux la Droite constitue le repoussoir ultime. Mais l'autre partie, la plus difficile, ce sont les gens qui n'ont voté pour nous en général que depuis 1979, parfois 1977, mais qui ne constituent pas du tout le noyau traditionnel de cet électorat de Gauche. Là nous avons affaire à des individualismes à 150% qui, eux, non seulement s'abstiennent régulièrement depuis janvier 1982, à quelques exceptions près pour les municipales, mais qui en outre parfois - il y a peu de cas, mais parfois - ont voté et déclarent qu'ils voteront à Droite.
Nous avons donc retenu des orientations de la campagne "En direct" et de celle des cantonales, à savoir que le Parti devait retrouver dans les réunions ou dans

les différents moyens de débat et d'action qu'il anime, son terrain propre qui est celui du débat politique et idéologique et du combat pour ses valeurs, et d'autre part une préférence absolue pour le contact direct avec les gens, ceux de nos électeurs qui ont été depuis des années des abstentionnistes, si j'ose dire, fidèles.
D'où les recommandations que nous avions faites pour cette campagne, et notamment l'organisation systématique de petites réunions de quartier et d'appartements. Je n'insiste pas plus, mais je vous dis simplement que si on pouvait le prévoir, cela se vérifie, c'est à mon avis avec les médias dont nous allons reparler le seul moyen efficace d'action.
C'est pourquoi j'irai jusqu'à dire que sans, bien sûr, tirer un trait sur les réunions publiques, les rencontres avec les Socialistes, la campagne "En direct" - ce sont de très bonnes choses à condition qu'elles permettent de répondre aux questions posées dans les petites réunions - la reconquête de notre électorat passe véritablement par l'organisation tout le temps, même en dehors des campagnes électorales et jusqu'en 1986, de ces petites réunions d'appartements et de quartiers. Je me permets d'y insister dès maintenant.
Je vous donne des indications sur le déroulement de la campagne.
La mobilisation militante d'abord. Le matériel : les affiches, comme nous disons, "partent" très bien. L'affiche "Se parler" qui est l'affiche symbole de la campagne "En direct", qui est donc sortie il y a quinze jours ou seize, est déjà tirée à 40 000 exemplaires et vendue aux fédérations déjà depuis la fin de la semaine dernière.
L'affiche "Inflation 6,7%, meilleur résultat depuis douze ans", sortie il y a moins de dix jours, est déjà tirée à 30 000 exemplaires et quasiment écoulés.
L'argumentaire "En direct", cette petite brochure que vous avez dans vos dossiers, qui n'avait été tiré qu'à 100 000 exemplaires, doit être déjà retiré à 100 000 exemplaires supplémentaires car les fédérations nous téléphonent en nous disant : nous voulons que chaque adhérent, que chaque sympathisant l'ait en main.
La cassette vidéo, que vous pourrez voir aujourd'hui dans le hall d'entrée, pour ceux qui le désirent, et qui dure vingt minutes, nous avons déjà dû la retirer cette semaine en 150 exemplaires supplémentaires.
La campagne d'appels téléphoniques avec Piccoli, c'est une opération que nous n'avions jamais menée, qui n'a d'ailleurs pas été menée sous cette forme en France par les partis politiques jusque là. Donc c'était une première, c'était un événement. C'est un succès incontestable. Je vous donne deux ou trois chiffres : elle a commencé le 19, c'est-à-dire samedi de la semaine dernière. Dès mercredi, et malgré le week-end, nous avions 35 000 appels. Jeudi à 14 heures, 42 000 et hier soir à 18 heures, plus de 47 000, 47 400 exactement.
Cela a été un événement pour la presse, vous l'avez vu, et aussi, si j'ose dire, pour la Droite puisque cela a déclenché aussi sec une relance exacerbée du côté de la Droite des attaques par des gens comme Le Luron, comme Lama, avec une violence qu'on n'avait jamais vue.
La conclusion que j'en tire, c'est que déjà, comme certains de nos camarades le font pour les cantonales, et spécialement en milieu urbain, les campagnes

d’appels téléphoniques auxquelles je sais que certains d’entre vous ne croient pas - mais je leur demande de réfléchir et de ne plus vivre sur les vieux clichés datant de 1981, car dans certains cas nous n’avions affaire qu’à des militants inexpérimentés pour les mener - les campagnes téléphoniques quand elles sont bien organisées, à plus forte raison quand on peut se payer le concours d’une société comme celle-ci, sont un moyen extraordinairement efficace de contact, et qu’il faut utiliser d’abord avec des gens assez proches.
Je prends deux exemples : les listes de sympathisants des sections, les dossiers des personnes individuelles dont tel député, tel maire, tel Conseiller général a le fichier. Quand on appelle déjà ces gens là par une opération au téléphone, cela en fait des acteurs, des gens qui se mobilisent, et la démultiplication moyenne est de l’ordre de quatre à cinq personnes que chacun d’entre eux ensuite joindra quasi spontanément.
Donc je vous recommande aussi d’y songer sérieusement pour les cantonales, et de commencer à y songer très sérieusement pour la suite.
Pour les cantonales, précisément, et ce sera ma conclusion, rassurez-vous, le "dossier du candidat", vous l’aurez cet après-midi. 200 exemplaires seront livrés dans l’après-midi par l’imprimeur. Ils seront sous des chemises, la seule chose qui manquera, c’est l’autocollant qui sera fixé ensuite dans l’envoi aux candidats. Vous verrez cela vous-mêmes cet après-midi.
Autre chose pour les cantonales, et correspondant toujours à cette orientation qu’a choisie le BE d’une approche locale et d’une campagne politique Droite contre Gauche, les fédérations nous réclament une cassette audio pour les radios privées. Comme vous le savez, le secteur propagande depuis la fin 1983, avec l’accord du Secrétariat national, s’est efforcé dans les circonstances qui le méritaient de produire des cassettes audio, c’est-à-dire pour les radios privées, avec un succès grandissant. Faute de pouvoir pour le moment avoir des résaux propres au Parti, nous travaillons avec des gens proches de nous, mais enfin qui ne sont pas notre propre réseau. Nous avons marqué là un succès croissant, et je dois vous dire que dans la semaine il y a eu autant de radios locales privées qui nous ont réclamé la production d’une cassette pour les cantonales qu’il n’y a eu d’appels des fédérations.
Enfin le secrétariat du Parti réfléchit à d’autres supports pour ces cantonales, notamment l’éventualité d’un captage ?... (inaudible) Il se prononcera dans le courant de la semaine prochaine.
J’en ai terminé. Excusez-moi, je sais que c’est très pénible d’entendre quelqu’un qui a une voix aussi affreuse !

Le président - Merci, Christiane, et merci particulièrement pour l’effort que cela représentait, compte tenu de ta voix.
Je prends maintenant les inscriptions pour la discussion générale. J’en ai déjà d’ailleurs un certain nombre...
La discussion est ouverte.
Je donne la parole à Françoise Seligmann.

Fondation Jean-Jaurès

Françoise Seligmann

Chers camarades, la sécurité sera l'un des thèmes de la campagne électorale qui s'ouvre. Dans ce domaine, jusqu'à présent, notre discours, surtout défensif, a consisté, pour répondre aux accusations de la Droite et aux réactions de l'opinion, à justifier avec plus ou moins de fermeté, selon nos convictions personnelles, ce qui a été fait depuis trois ans. Il me semble que nous devons aller plus loin. La montée de la petite délinquance, liée la crise et au chômage, est réelle. Elle sévit dans tous les pays et, même si la France est loin d'être l'un des pleins atteints, le sentiment d'insécurité se propage et dérange de plus en plus nos concitoyens dans leur vie quotidienne. C'est donc un problème que nous devons traiter à fond en tenant compte de tous les facteurs psycho-socio-économiques qui le provoquent.

Je ne prétends certes pas vous apporter la recette miracle qui nous délivrerait rapidement de ce mal, et même, étant donné ce qui se passe dans l'ensemble des pays de civilisation comparable à la nôtre, je ne pense pas qu'il en existe une. Je constate qu'aucun gouvernement des démocraties occidentales n'a réussi à enrayer les progression de la délinquance. Et la Droite, qui est si prompte à accuser le gouvernement, ferait bien de comparer les résultats obtenus en France à ceux de la redoutable Mme Thatcher, dans ce domaine.

L'opposition, d'ailleurs, aurait intérêt à réviser les arguments simplistes et irresponsables qui foisonnent dans ces paroles et dans ces écrits. Car tôt ou tard nous parviendrons à démontrer leur rôle néfaste : ils alimentent les peurs de la population en généralisant des faits spectaculaires de caractère exceptionnel, ou en amalgamant les violences physiques contre les personnes et les atteintes aux biens des particuliers, ils égarent l'opinion en faisant croire à des remèdes impraticables (peines incompressibles) ; ils sèment le doute en se bornant à juger des faits, sans tenir compte de l'action entreprise pour s'attaquer à leur cause, en particulier par le Conseil national de la Prévention.

Je prétends qu'on ne guérit pas une maladie avant d'en avoir observé tous les symptômes et décelé l'origine. L'art du médecin est dans le diagnostic. Les responsables que nous sommes doivent opposer au discours démagogique de la Droite une approche rationnelle du problème. Si nous savons, comme des médecins, faire la part du réel et de l'imaginaire, si nous savons établir le diagnostic de l'insécurité, nos propositions dans ce domaine seront plus solides et nous serons plus convaincants lorsque nous nous expliquerons devant l'opinion. Pour contribuer à cet effort, je vais tenter de répondre à quatre questions qui, à des titres divers, peuvent clarifier notre compréhension du problème.

Première question : l'impopularité de la justice, trop laxiste aux yeux de beaucoup de Français, est-elle imputable à la politique menée depuis trois ans ?

Réponse : Non. Car elle ne date pas d'hier. Déjà, en février 1977, selon un sondage SOFRES, 85% des Français estimaient que la justice était trop clémente, et 71% d'entre eux qu'elle fonctionnait mal ou très mal. Selon un sondage IFOP de mars 1977, 88% des Français estimaient que la justice fonctionnait mal ou très mal. Et permettez-moi de faire appel au témoignage

d’un orfèvre en la matière, Alain Peyrefitte, qui, Garde des Sceaux, depuis deux ans, rappelait ces sondages et les commentait ainsi, dans "Le Monde" du 9 janvier 1977:
"Il faudrait négliger les leçons de l’histoire, pour oublier que le peuples se sont souvent montrés mécontents de leur justice. Chez nous, cette insatisfaction est congénitale... Au milieu du siècle dernier, Tocqueville remarquait que les Français accordaient plus de crédit à leur justice... Il notait aussi que, un siècle plus tôt, sous l’ancien régime, elle suscitait exactement les mêmes critiques.
Trois révolutions, dont la grande, non plus qu’une bonne dizaine de régimes constitutionnels différents, n’avaient rien changé à cette donnée permanente de la société française".
Des réponses beaucoup plus récentes complètent notre information sur ce sujet : celle d’un sondage Figaro-SOFRES (que ce jour n’a pas publiée), selon laquelle 48% des sondés estiment qu’il n’y aurait pas de différence entre la Gauche, le RPR et l’UDF, pour lutter contre l’insécurité ; celle d’un sondage Paris-Match-BVA de décembre 1984, selon laquelle 55% des sondés estiment que, dans le domaine de la délinquance entre autres, l’opposition, si elle était au pouvoir, ferait sensiblement pareil que le gouvernement.
Il faut d’ailleurs en finir avec la légende d’une France transformée en coupe-gorge. A ceux qui la répandent en criant "Badinter assassin", nous pouvons répondre que la France est, avec la Suède, l’Allemagne et l’Angleterre, l’un des pays où le taux global de violence criminelle est le plus faible, où le risque d’être assassiné est de 20 à 40 fois moins élevé que dans le reste du monde. C’est encore trop, et, bien entendu, nous ne pouvons pas nous en satisfaire. Mais tout en étant relatif, c’est en tous cas la preuve que notre justice et notre police ne fonctionnement pas aussi mal qu’on voudrait le faire croire.
Deuxième question : "la véritable insécurité, celle des dangers physiques qui menacent les personnes, relève-t-elle de la violence criminelle ?"
Réponse : Non. A force de monter en épingle certains faits divers et d’en banaliser certains autres, les médias nous ont fait perdre de vue que la délinquance agressive blesse et tue, chez nous, beaucoup moins de personnes que l’automobile, l’imprudence, l’alcoolisme ou l’incendie.
Selon Jean-Claude Chesnais, auteur d’une "Histoire de la violence", le nombre de décès par homicide est inférieur au nombre de morts dans des incendies ; il est de cinq à dix fois plus faible que le nombre de morts dans des accidents domestiques (empoisonnements, électrocutions, fuites de gaz, chutes, etc.). Il est certes très inférieur aux trente morts par jour dans des accidents d’automobile. La disproportion est analogue entre les victimes de coups et blessures volontaires et les victimes de blessures dans des accidents divers, notamment les mille blessés quotidiens que provoque l’automobile.
En réalité, on exagère le rôle de la délinquance dans l’ensemble des dommages corporels qui menacent de nous frapper, parce qu’on amalgame à tort la violence physique contre les personnes et les atteintes aux biens des particuliers. Le métro en est l’exemple typique. Tout le monde parle de l’insécurité dans le métro. Une enquête de la RATP replace le phénomène dans ses limites

statistiques : en 1983, pour 1 milliard 300 000 voyageurs transportés, environ 1585 agressions se sont produites. Mais par contre, les vols à la tire, qui sont surtout le fait d'une bande d'enfants yougoslaves trop faibles pour être dangereux, ont donné lieu à environ 5000 plaintes, sans compter ceux qui n'ont pas été signalés. Il est frappant de constater que les deux formes de délinquance, l'une dangereuse mais limitée, l'autre plus répandue mais seulement insupportable, se confondent dans les consciences. Et, parce qu'elles sont comptabilisées ensemble, elles inspirent aux usagers du métro un sentiment d'insécurité amplifié à l'excès.

L'examen des statistiques officielles de la délinquance est tout aussi révélateur : dans l'ensemble des crimes et délits catalogués en 1983, on relève 0,17% de vols à main armée, 12,6% de vols avec violence, 0,08% d'homicides crapuleux. La grande masse des délits, hélas en progression sensible, celle qui exaspère la population parce qu'elle est omniprésente, est à proprement parler beaucoup plus dérangeante qu'effrayante.

Troisième question : y a-t-il deux France, l'une promise à la délinquance où l'on range pêle-mêle chômeurs, jeunes, habitants des quartiers pauvres, gitans, immigrés ; et l'autre destinée à la respectabilité où l'on retrouve les habitants des beaux quartiers, les possesseurs de fonds de commerce, de résidences secondaires, de voitures et d'objets d'art ?

Je réponds catégoriquement : non.

Et d'abord la délinquance, comme le commerce, obéit à la loi de l'offre et de la demande. Le voleur a besoin de clients. A quoi lui serviraient ses vols s'il ne pouvait écouler son butin ? S'il ne trouvait sur son chemin les réseaux organisés de receleurs ? Ne nous fions pas à l'image stéréotypée du brocanteur du marché aux puces où l'on est sûr de retrouver les objets volés. Beaucoup de receleurs ont pignon sur rue et excellente réputation. Les circuits commerciaux qui vivent de la délinquance se sont considérablement développés, car ils en tirent d'énormes profits. Pourquoi et comment ces profits ? Parce qu'ils trouvent, par milliers, d'honorables citoyens prêts à fermer les yeux sur la provenance du bijou, du tableau, du magnétoscope, de la montre en or, du whisky ou de la chaîne hi-fi qu'on leur propose au quart de leur valeur.

Un exemple récent lève le voile sur une répartition de la délinquance qu'en général on ne soupçonne pas : celui d'un célèbre coiffeur et restaurateur parisien, fort estimé dans le 16ème arrondissement jusqu'à son arrestation, qui est accusé d'avoir tranquillement exploité pendant plus de dix ans les petits cambrioleurs d'appartements inoccupés, allant jusqu'à parcourir dans sa Mercedes les camps de gitans de Romainville pour recruter ses agents.

Plus généralement, au regard de la loi, la respectabilité des beaux quartiers est une imposture. On pourrait sans peine dresser le catalogue des délits de tous ordres qu'ils abritent, depuis la fraude fiscale jusqu'à des infractions de moindre importance mais qui révèlent une morale élastique sous des apparences honorables.

Savez-vous qu'un tiers des accidents de voiture est provoqué par la conduite en état d'ivresse ? Les chauffards ivres, sans doute considérés comme des honnêtes

gens dans leur entourage, sont responsables chaque année en moyenne de 4000 morts et de 120 000 blessés. Il s'agit là d'actes de délinquance d'une indéniable gravité. Mais ceux-là sont banalisés, comme ceux qui portent la responsabilité des accidents du travail dus au non-respect des règles de sécurité. Qui recense leurs auteurs parmi les individus malfaisants qui menacent la sécurité des Français?

Quatrième question : parmi les moyens de lutte contre la délinquance, faut-il opter entre la répression et la prévention ?

Réponse : non, il faut utiliser l'une et l'autre, car elles sont complémentaires. Mais pas n'importe comment. Ceux qui nous accusent d'angélisme et qui font semblant de croire que nous prônons une politique laxiste à l'égard de la délinquance déforment ce que nous avons toujours affirmé. Il n'est pas question de demander l'impunité des coupables. Toute (je dis bien "toute") infraction à la loi doit être sanctionnée dans une juste mesure. Mais la sanction frappe le délinquant lorsqu'il a déjà perpétré son crime ou son délit. Elle arrive donc trop tard au regard de la sécurité publique. Elle n'a rien empêché. Si possible, mieux vaut prévenir que guérir. C'est ce qu'a fait le gouvernement en associant à l'arsenal judiciaire dont il dispose une série de mesures préventives. Et nous nous en félicitons.

Je ne m'étendrai pas sur la prévention. Gilbert Bonnemaison a tout dit et tout fait dans ce domaine. Et personne ne doute ici de l'efficacité de l'action qu'il a entreprise. Mais, avant de conclure, je voudrais donner mon sentiment sur la répression.

La répression aveugle et cruelle n'est pas une solution. Au moyen-age, nos rues et nos routes étaient de véritables coupe-gorge. Pourtant à l'époque, on torturait ou on pendait les voleurs. Mais la répression inconsidérée peut aussi être néfaste.

Ainsi, mes chers camarades, en septembre et octobre dernier, 178 000 jeunes en fin d'études se sont inscrits à l'ANPE. Combien, depuis, ont trouvé du travail ? Combien sont condamnés pour longtemps à l'oisiveté, aux privations et à l'angoisse qui sont le lot du chômeur ? Combien résisteront à la tentation de chaparder ou de voler ? Je ne sais. Mais, à ceux qui voudraient voir la justice jeter les voleurs de bicyclette dans nos prisons déjà pleines à craquer, il faut rappeler cette évidence qu'un détenu doit, un jour ou l'autre réintégrer la vie normale; que la promiscuité conduit à la perversion des petits délinquants occasionnels, ne serait-ce qu'en leur faisant connaître les circuits de receleurs ; que l'incarcération consiste à mettre hors d'état de nuire le délinquant pendant une durée déterminée; que si, à l'expiration de la peine, on rend à la vie normale un individu dont la dangerosité s'est accrue depuis son entrée en prison, la solution carcérale n'a pas rendu à la sécurité publique le service que l'opinion attend d'elle.

Permettez-moi, pour conclure, de vous livrer le témoignage d'un jeune apprenti qui devint voleur pour avoir été trop sévèrement puni à la suite d'un larcin sans importance.

"Bientôt, à force d'essuyer des mauvais traitements, j'y devins moins sensible ;

Fondation Jean Jaurès

ils me parurent enfin une sorte de compensation du vol, qui me mettait en droit de le continuer. Au lieu de retourner les yeux en arrière et de regarder la punition, je les portais en avant et je regardais la vengeance. Je jugeais que me battre comme fripon, c'était m'autoriser à l'être. Je trouvais que voler et être battu allaient ensemble et constituaient en quelque sorte un état, et qu'en remplissant la partie de cet état qui dépendait de moi, je pouvais laisser le soin de l'autre à mon maître. Sur cette idée, je me mis à voler plus tranquillement qu'auparavant. Je me disais : qu'en arrivera-t-il enfin ? Je serai battu. Soit : je suis fait pour l'être".
Ce récité est tiré des "Confessions" de Jean-Jacques Rousseau. Voilà, Chers camarades, quelques éléments de réflexion que je verse au dossier sécurité du Parti Socialiste.

Le président - La parole est à Robert Chapuis.

Robert Chapuis

Chers camarades, ce Comité directeur se tient donc entre le moment de la Convention où nous nous sommes réunis après un débat dans le Parti que je crois important, et avant des cantonales ou nous allons tous nous mobiliser sur le terrain et il est peut être bon de regarder un certain nombre de problèmes préoccupants et aussi de faire le point.
Jean Poperen, dans son rapport tout à l'heure a brossé un large panorama des problèmes et je crois que nous avons pris conscience que nous étions en effet dans une période où il y avait la possibilité de reprendre l'offensive, mais que nous sentions bien en même temps les risques d'un certain isolement, et je voudrais regarder simplement deux questions à travers le problème de la Nouvelle-Calédonie et sur la question des suites qu'il convient ou non de donner à la Convention de décembre.
En ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, je crois que nous sommes tous solidaires de l'action qui a été développée sur le terrain par Edgard Pisani et qui est développée sous la conduite du Président de la République qui engage nous-mêmes mais aussi notre pays.
Mais je crois qu'il nous faut, dans le cadre de ce Comité directeur, être conscients d'un certain nombre de difficultés.
La situation risque de se bloquer en Nouvelle-Calédonie et nous avons vu à l'occasion du débat à l'Assemblée, Jean Poperen le rappelait tout à l'heure, une certaine solitude des Socialistes, parce qu'ils étaient les seuls à prendre leurs responsabilités et qu'évidemment en même temps ils seront jugés responsables de tout ce qui peut arriver par rapport à la Nouvelle-Calédonie ; cette responsabilité pèse en même temps lourdement sur nous et je voudrais simplement faire trois remarques.
La première, c'est que je crois fondamental de ne pas accepter, de ne pas admettre la logique du maintien de l'ordre. Nous savons que l'état d'urgence n'a de sens que pour recréer le conditions du dialogue et qu'il est absolument nécessaire pour nous, en raison même d'ailleurs de la longueur du maintien de

Fondation Jean-Jaurès

l'état d'urgence, d'accompagner par des initiatives politiques significatives cette période qui peut aller jusqu'au 30 juin.
Une situation institutionnelle confuse est créée par l'état d'urgence, et il est fondamental pour nous que dans la mise en place du processus d'autodétermination, nous puissions, comme nous avons déjà commencé à le faire, mais il faut sans doute accentuer encore l'effort, développer les initiatives politiques en vue du dialogue, en vue de trouver une solution sur le terrain, mais aussi en vue de trouver un consensus suffisant au niveau des français.
La deuxième remarque, c'est que dans le cadre de ce débat et de ce dialogue, il faut être clair sur nos propres choix.
Ce choix pour nous, par rapport à la Nouvelle-Calédonie, par rapport à ceux qui y habitent, avec la durée nécessaire, bien sûr, pour qu'on puisse les considérer comme des néo-calédoniens, c'est d'affirmer pour tous le droit à l'indépendance, je dis bien pour tous, et, à cet égard, nous devons, et je crois que nous nous y sommes efforcés, éviter à tout prix de calquer la situation néo-calédonienne sur une situation de type algérien, voire même sur une situation de type africain.
Nous devons éviter à tout prix de donner le sentiment que la Nouvelle-Calédonie, c'est effectivement le problème de la bataille gauche droite, d'une communauté de gauche et d'une communauté de droite.
Nous savons précisément que la Droite essaie de créer cette situation et il me semble que le voyage du Président de la République avait pour sens précisément d'essayer d'éviter ce décalque.
Il nous faut dans ce domaine être très attentifs aux mots et très attentifs aux contacts. Nous avons à créer les conditions d'une citoyenneté nouvelle pour tous les habitants de Nouvelle-Calédonie. Il nous faut à cet égard donner toutes chances à un projet qui puisse créer les conditions de cette nouvelle citoyenneté, sans qu'il y ait contradiction avec le principe d'une légitimité historique du peuple kanak.
Le plan d'Edgard Pisani essayait de trouver une formule institutionnelle à cela. Nous avons, en tant que Parti, avec toute l'influence que nous pouvons avoir à notre périphérie, à essayer de prolonger cet effort fait sur le plan institutionnel, sur le plan politique, sur le plan, je dirai, de la reconnaissance des droits de l'Homme et des droits d'un peuple à disposer de lui-même à se constituer comme peuple.
C'est pourquoi, et ce sera ma troisième et dernière remarque, il me semble qu'outre les prises de positions que nous pouvons avoir au niveau du Comité directeur sur cette question, nous devons nous efforcer d'élargir le débat au-delà des partis. Il me parait important que dans les temps qui viennent, et ce n'est pas forcément une question de jours, cela peut être une question de mois, peut être effectivement le contact des cantonales est il perturbant par rapport à cela, mais nous avons un certain nombre d'initiatives à préparer qui permettent à un certain nombre de personnalités qui dans le monde associatif, dans le monde syndical, dans le monde des églises, dans le monde de tous ceux qui sont attentifs à ce qui se passe actuellement en Nouvelle-Calédonie de développer la situation par

Fondation Jean Jaurès

rapport à la conscience française pour faire apparaître que nous avons des responsabilités en tant que Français par rapport à cette question, et que nous n'avons pas le droit de dire un certain nombre de choses sur l'Afghanistan, sur la Pologne ou sur d'autres pays, si nous ne le disons pas dans la même logique en ce qui concerne notre devoir en tant que Français par rapport à la Nouvelle-Calédonie.
Nous avons là peut-être des appels, mais c'est moins le discours à cet égard qui comptent que les contacts qui peuvent permettre d'aider à un déblocage de la situation.
Je crois dans ce domaine que nous avons à rechercher ensemble la façon d'agir, la façon d'accompagner bien sûr l'action du gouvernement et du Président de la République, du délégué, mais nous avons peut être aussi des initiatives propres à prendre en tant que Socialistes, en tant qu'hommes de gauche, en tant qu'hommes qui voulons travailler au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
La deuxième série de remarques que je voudrais faire concerne la Convention. Il y a deux possibilités : ou bien, cette Convention a été une parenthèse, ou bien cette Convention est une étape dans le débat du Parti, ou bien le texte que nous avons adopté à l'unanimité ou presque est une conclusion ou bien c'est une ouverture, c'est un moment sur lequel nous pouvons prendre en compte un certain nombre d'éléments qui se si sont posés dans le débat des militants et qui se sont posés également dans le débat autour des Socialistes, et nous étions arrivés à dégager un certain nombre de points d'un débat qui nous dépassait nous mêmes en tant que Parti.
Est-ce une conclusion ou une ouverture ? A cet égard, il est vrai, c'est peut être un peu différent des autres thèmes abordés par Jean Poperen, le rapport d'activité ne pouvait peut-être pas prendre en compte l'ensemble du débat de la Convention et des suites qu'il convient de lui apporter, mais je crois qu'il nous faudrait, dans ce Comité directeur, réfléchir pour savoir interpréter ce débat, interpréter les messages également qui ont été émis à cette occasion.
Je voudrais dire que pour moi la Convention, c'est effectivement une étape, ce texte c'est une ouverture.
Un certain nombre de thèmes se sont dégagés, on, a vu quelles pouvaient être certaines bases communes, on a vu aussi des différences d'approches.
Je vois trois thèmes qu'on peut dégager de toute évidence et de toute manière, ce sont des thèmes constants de notre débat.

- Les problèmes de l'école.
- Les problèmes de l'emploi et de l'action économique.
- Les problèmes de protection sociale, mais plus largement d'action sociale.

Sur ces terrains, des propositions ont été faites, des controverses sont nées et je crois que nous pouvons peut être mettre en évidence pour ce débat deux exigences.
La première, et je crois que nous la vivons tous sur le terrain, c'est qu'il faut que la logique de notre action soit plus claire par référence à nos options, ce qui implique peut être de préciser notre identité par rapport aux réalités d'aujourd'hui et pas simplement par rapport à des valeurs universelles, et d'autre

part, cette logique d'action doit être plus claire également vis-à-vis du pays.
Logique par rapport à nous, sur nos options Socialistes, logique par rapport au pays sur les propositions politiques que nous pouvons faire pour la période qui s'ouvrira après 1986.
Nous avons à bien articuler ces deux données, à éviter tout double langage, ce qui implique que nous sachions unir dans les mois qui viennent la préparation d'un certain nombre de thèse de référence qui caractérisent notre identité par rapport à des problèmes essentiels d'aujourd'hui, et d'autre part, une plateforme de propositions qui permettent de donner un contenu à l'exigence de modernisation, à l'exigence de rassemblement.
Si ces deux mots ne sont pas simplement pour nous des éléments de discours, mais des éléments d'action, ils doivent se nourrir d'un certain nombre de propositions politiques qui doivent être faites à l'intérieur du pays, qui doivent être faites pour tous et qui doivent pas simplement être la constitution d'un programme uniquement fait pour les Socialistes.
La deuxième exigence, c'est d'éviter les faux procès et même disons d'une manière générale les procès.
Regardons le problème de l'école : chacun sent bien que par rapport à cette question, il ne s'agit pas simplement d'affirmer des principes, il faut en particulier prendre en compte le vécu social, le vécu culturel des jeunes d'aujourd'hui, le rôle de l'école, du système de formation n'est pas simplement de compenser ce vécu, c'est, en le prenant en compte, de savoir comment conduire des jeunes sous leur propre responsabilité, et il ne faudrait pas que s'ouvre une espèce de faux débat entre ce que représente l'écrit ou ce que représente l'image.
Nous savons que la question scolaire, c'est de faire en sorte que l'école n'apparaisse pas comme trop détachée d'un vécu social, martelé aujourd'hui en effet par les moyens audiovisuels et par des formes culturelles vécues sur le terrain qui sont différentes de ce qui existait au début du siècle.
Nous savons que le débat sur la laïcité aujourd'hui a aussi comme dimension de prendre en compte le vécu social et pas simplement les systèmes institutionnels qui peuvent être mis en place.
Dans la lutte contre l'inflation, dans l'effort de rigueur qui est nécessaire, nous savons que la question qui se pose est non pas de savoir seulement comment nous pouvons diminuer le taux d'inflation, mais comment nous pouvons créer les conditions d'une reprise économique qui automatiquement ne recrée pas l'inflation, et que les questions qui vont se poser dans les temps qui viennent, vont être de savoir si dans les moyens de lutte contre l'inflation il ne vaut pas mieux les articuler avec les moyens de la reprise économique.
Nous voyons d'ailleurs à propos du bâtiment, à propos d'autres questions, effectivement comme le disait Jean Poperen, ce débat s'ouvrir, mais il faut l'élargir, il faut en faire une véritable stratégie d'action sur le plan financier et sur le plan économique. Et dans ce domaine, il faut dire que la lutte contre l'inflation n'a pas vraiment commencé, si elle n'a pas pris en même temps en compte les moyens de la reprise économique, ce n'est pas trahir, c'est au

Fondation Jean-Jaurès

contraire faire en sorte que le problème concret auquel nous nous trouvons affronté depuis quelques années de pouvoir, depuis également l'affrontement que nous avons avec la crise de notre pays et la crise international, trouve une solution. Ce sont toutes ces questions qui se trouvent posées à travers cela.
Je crois que ce débat a été engagé, et il convient dans ce domaine de donner une certaine liberté au débat, et d'éviter tout acte d'accusation. Je dois dire très simplement que quelques uns d'entre nous n'avons pas toujours compris dans le discours final du Premier secrétaire la tonalité qui a été donnée, ce qui pouvait apparaître comme une mise en cause ou comme une sorte de procès. Je pense que dans une question qui est forcément difficile, qui est de savoir comment un parti au pouvoir - nous savons qu'effectivement il est bien seul au pouvoir - peut en même temps mener le débat. C'est un problème très difficile, mais nous aurons en 1986 à proposer un contrat au pays, et ce contrat devra être proposé dans des conditions différentes de celles de 1981, nous le savons bien.
Il faut que les termes de ce contrat fassent l'objet d'un débat très approfondi, ou bien il y aura une juste ligne et simplement quelques variations sur des thèmes connus, ou bien il y a une ligne Socialiste mais qui doit être prolongée, précisée, voire même révisée, s'il le faut. Il lui faudra une ouverture réciproque.
Je crois qu'il faut dans les mois qui viennent que les Socialistes retrouvent l'esprit de réforme, que nous ne donnions pas le sentiment qu'après avoir voulu en quelques sorte être révolutionnaires, parce que la révolution serait impossible, cela soit remis à plus tard, et que nous nous contenterions de gérer la situation telle qu'elle est.
Nous savons que la volonté de réformes qui est en nous, il faut lui redonner une forme contractuelle avec le pays qui est encore à inventer.
Ce contrat avec le pays, il implique bien évidemment en même temps un contrat entre nous. 1986 sera la sanction des conditions de ce débat, tout autant que du résultat de ce débat. Dans ce domaine, je crois qu'il sera important que notre prochain Comité directeur précise les conditions de ce débat, voit comment notre Congrès peut être effectivement le Congrès du Parti tout entier, tourné vers son avenir, mais tourné en raison même des responsabilités qui sont aujourd'hui les nôtres, vers l'avenir du pays.
Il y a un enjeu très important que nous avons senti naître à l'occasion de la Convention qui est de faire en sorte de mettre bien en accord notre action et notre langage, que l'effort de modernisation et de progrès social et l'effort de rassemblement ne soient pas simplement des thèmes de campagne, mais soient effectivement crédibles. C'est cette crédibilité qu'il nous faut atteindre, les conditions de préparation de la Convention ont montré que cela était possible, mais il faut aller plus loin, parce que ce problème a été peut-être jusqu'alors moins évoqué, c'est pourquoi j'ai voulu insister sur cet aspect mais évidemment avec confiance.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Jean-Paul Bachy...

Jean-Paul Bachy

Chers camarades, je commencerai par dire deux mots sur les problèmes posés par le débat sur la flexibilité. Je ne reviendrai pas sur le passé récent, tout le monde le connaît, je crois que si les discussions syndicats-patronat ont achoppées, c'est tout simplement parce qu'avec lucidité les organisations syndicales ont refusé ce qui était un marché de dupes, et qu'elles ont de ce point de vue reflété ce qui est le sentiment profond du monde du travail, sentiment que nous avons souvent, nous, exprimé au Parti Socialiste, qui est que l'on ne peut bâtir le progrès économique sur les décombres du droit social.

Nous avons effectivement au niveau du Parti Socialiste sur ce terrain voulu respecter en ne nous prononçant pas trop tôt, le libre jeu et l'autonomie des organisations syndicales, mais une fois qu'elles se sont prononcées ? Lionel Jospin d'abord dans la période des fêtes, puis le Bureau exécutif à qui nous avons soumis un dossier, ont été à même de se faire leur opinion et la déclaration de Lionel Jospin a été assez largement appréciée de nos militants et de notre électorat.

Faut-il aujourd'hui en rester là ? Non. Pourquoi ? Parce que l'on ne peut pas se satisfaire du blocage de la politique contractuelle, et deuxièmement c'est vrai que l'emploi reste le seul terrain où l'évolution des indices économiques est mauvaise, et le facteur d'inquiétude, de mécontentement le plus profond de l'opinion.

C'est pourquoi je crois que le Parti Socialiste fidèle à son rôle de propositions, ne doit pas hésiter aujourd'hui à avancer un certain nombre de suggestions concrètes.

Je voudrais pour ma part en soumettre 5 à votre réflexion.

Première suggestion, elle a déjà été reprise par le gouvernement, il s'agit de la généralisation des congés de conversion. Là où ils sont mis en œuvre dans la sidérurgie, l'automobile, les mines, il est encore certes trop tôt pour juger de leur portée, mais je pense que les premiers indices montrent que cela n'est pas une solution si mauvaise et en tout cas chaque fois que l'on vous dit que ces congés de conversion sont quelque chose de factice, répondez en disant "est-ce que les travailleurs français préféreraient être traités de la manière dont Mme Thatcher traite les mineurs britanniques qui voient supprimer en trois ans 120 000 emplois sans qu'il y ait le moindre soupçon de début d'amorce de politique de formation professionnelle ou de reclassement dans d'autres entreprises ?

Mais c'est vrai que ces congés conversion cela a posé problème, et nous avons nous-même dit "attention, cela risque de créer un marché du travail à deux vitesses". Après tout. L'ouvrier du bâtiment d'un département de province profonde a aussi, lorsqu'il est victime d'un licenciement économique le droit qu'un mineur d'être soutenu dans son effort de réinsertion professionnelle.

De ce point de vue, je crois donc bonne l'idée qu'a lancé ces jours ci le ministre du Travail, Michel Delebarre, cela correspond grosso modo à un volant de 300 à 350 000 licenciements que l'on pourrait éviter d'ici 1986, c'est quelque chose qui compte.

Deuxième idée, cette fois pas évoquée, d'une manière officielle par les pouvoirs

publics, encore aujourd'hui, la liaison systématique de la réduction du temps de travail et la mise en œuvre de plans de formation.
Je crois que le Parti devrait faire sienne l'idée que toute heure de travail en moins devrait correspondre à une heure de formation en plus.
L'industrie française gagne 5% de productivité chaque année, mathématiquement cela ne peut aboutir qu'à des licenciements, sauf si ce mouvement, ces gains de productivité s'accompagnent d'une réduction de temps de travail. Mais comment faire en sorte que cela débouche sur du temps utile ?
En faisant tout simplement en sorte que l'on fasse correspondre les heures gagnées à un temps dégagé pour de la formation professionnelle. Ce serait la meilleure manière d'assurer une mobilité de l'emploi au sens positif du terme, c'est-à-dire qui ne débouche pas sur une précarité accrue, mais une capacité plus grande des travailleurs de s'adapter aux progrès technologiques.
Troisième suggestion, elle concerne les chômeurs de longue durée en fin de droit, le Parti a déjà tiré la sonnette d'alarme sur ce point. On sait très bien que l'effort de solidarité est indispensable de ce côté.
Vous savez que l'une des ordonnances de 1982 prévoit une pénalisation financière certes légère, pour les entreprise qui embauche des salariés déjà titulaires d'une pension de retraite, qui font travailler des gens au-delà de l'âge légal de la retraite.
Moi, je suggère par rapport à ce premier texte dont les effets ont été relativement modestes, deux choses, premièrement que les sommes dégagées qui sont moins négligeables qu'on ne croit, cela correspond à plusieurs centaines de millions de francs lourds, puissent être affectées en priorité à la lutte contre le chômage de longue durée et à la réinsertion des chômeurs en fin de droit.
Deuxièmement, je suggère également parce que manifestement le texte de 1982 qui a marqué une première étape n'était pas dissuasif suffisamment, un relèvement des seuils de telle sorte que l'on puisse dissuader d'une manière plus forte les entreprises d'utiliser ce type de main d'œuvre et que l'on puisse au contraire les encourager fortement à embaucher des chômeurs.
Quatrième proposition, elle concerne les ASSEDIC vous connaissez tous cette réaction de beaucoup de chômeurs qui lorsqu'ils se voient proposer un emploi à un niveau de salaire inférieur à celui qu'ils touchaient auparavant refusent cette offre d'emploi. Ils le regrettent sans doute quelques mois plus tard, mais disons qu'au départ, il y a bien cette attitude, elle est finalement négative sur le plan économique.
Dans un certain nombre de secteurs, très limités, de régions trop limitées malheureusement, on a admis l'idée du versement par les ASSEDIC d'une indemnité différentielle dégressive qui permette pendant quelque temps de compenser l'écart entre les salaires.
On a constaté que là où ce système se mettait en œuvre, les embauches se faisaient, je pense que la généralisation d'un système de ce type serait un facteur important de réinsertion pour beaucoup de chômeurs. Tout le monde y gagnerait, les entreprises qui verraient leurs offres d'emploi plus facilement satisfaites, les chômeurs qui retrouveraient du travail dans de meilleures

conditions et l'ASSEDIC qui ferait, je crois, des économies de trésorerie.
Enfin, cinquième proposition, c'est la plus délicate, je crois qu'elle est quand même nécessaire, elle touche tout le problème des contrats à durée déterminée. Vous savez que là aussi en 1982 une ordonnance a réglementé d'une manière plus sévère les contrats à durée déterminée d'une part et les intérims d'autres part.
C'était indispensable, cette ordonnance a eu des effets sur le travail temporaire assez importants puisque pratiquement le nombre d'entreprises d'intérim, le chiffre d'affaires de la profession, le nombre de salariés en intérim a baissé d'un tiers en deux ans et demi.
Par contre cette ordonnance n'a pas eu les effets escomptés en matière de contrats à durée déterminée. C'est si vrai que la limitation à six mois de ces contrats n'a pas empêché un développement massif des contrats à durée déterminée dans les deux années écoulées. Cela n'a pas été le facteur décisif de réduction de la précarité.
Je crois donc que finalement pour le monde du travail l'idée d'un allongement ou d'un assouplissement de la durée des contrats à durée déterminée jusqu'à douze mois ne serait pas finalement quelque chose de scandaleux ou de choquant à une réserve près, je pense que c'est le moment de poser ce problème, c'est-à-dire que tous ces contrats soient gérés par le service public de l'emploi et que l'on puisse enfin définir d'une manière saine les relations entre l'ANPE et le secteur du travail temporaire.
Bien sûr chacun sait que la lutte contre l'emploi c'est d'abord un problème économique et que rien ne se fera sans le soutien à la croissance.
Ceci dit, sur le très court terme, et par rapport à une situation de blocage qui existe à l'heure actuelle, entre les partenaires sociaux, je tenais à soumettre ces quelques réflexions à votre appréciation, en souhaitant que le Comité directeur puisse faire siennes ses propositions, que nous puissions nous battre sur ces idées comme sur d'autres.
En conclusion, je voudrais dire ceci : tous les indices économiques se sont améliorés dans la dernière période, sauf l'emploi.
Je pense donc qu'aujourd'hui plus que jamais, il faut faire plus et mieux sur ce terrain, d'abord par une mobilisation sans faille pour le succès de tout ce que le gouvernement a entrepris, et notamment par un effort de popularisation d'initiatives sans précédent pour les Travaux d'Utilité Collective. Mais, il faut également que nous ayons, et que les pouvoirs publics exercent une fermeté sans faille vis-à-vis des entreprises. Trop souvent, et nos militants en témoignent tous les jours, on juge y compris dans certains cabinets ministériels où, pourtant, nos camarades travaillent dans le bon sens, on juge encore de l'efficacité et du sérieux des chefs d'entreprise à leur capacité non pas de créer des emplois, mais d'en supprimer !
A partir du moment où la capacité de suppression d'emplois, c'est le critère essentiel de la bonne gestion, eh bien, je crois que le monde du travail aura un doute quant à notre capacité de lutter efficacement contre ce fléau qu'est le chômage. On ne peut pas tenir deux langages à la fois, dire que la priorité des

priorités, c'est l'emploi et laisser faire une certaine logique qui tend à faire de la notion de sureffectif la panacée et le bâton que l'on agite par rapport au monde du travail pour qu'il se tienne tranquille ! Je pense qu'il faut que l'on sorte de cette situation.
Deuxièmement, il n'est pas normal non plus que des entreprises publiques dont la situation s'améliore de façon spectaculaire, et c'est tant mieux, continuent à supprimer systématiquement des emplois. Je ne citerai qu'un exemple qui a été publié et rendu d'autant plus important dans la dernière période que le problème du pétrole et de l'essence est à l'ordre du jour : ELF. Savez-vous que ELF a augmenté de près de 35% ses bénéfices sur une seule année, et pourtant, le groupe ELF-Aquitaine continue à supprimer des emplois. Est-ce qu'on ne pourrait pas, quand même, demander à ces entreprises qu'elles fassent un effort minimum pour relayer la politique active de l'emploi et de formation professionnelle que veut le gouvernement ?
(Applaudissements)
Enfin, je dirai qu'il ne serait pas normal, même si la situation de cette entreprise est grave, et lorsque le Président de la République intervient sur ce domaine directement et personnellement, je crois que cela doit bien nous montrer le sérieux de la situation, il ne serait pas normal non plus que dans le cas d'une entreprise comme la régie Renault, on considère que le seul, l'exclusif problème qui se pose, même si ce problème, effectivement, se pose, est celui d'un surcroît de main d'œuvre, alors que l'on sait bien que le déclin de cette entreprise, que les difficultés auxquelles elle se heurte aujourd'hui sont le résultat d'une incohérence de la politique commerciale, d'une insuffisante efficacité du réseau et d'erreurs de gammes et de politique industrielle qui se sont accumulées depuis de nombreuses années !
Je crois que tout cela doit être dit par les pouvoirs publics avec une certaine fermeté et que si, effectivement, le langage de l'effort est compris par le monde du travail et nécessaire pour améliorer notre compétitivité et nous permettre d'obtenir des résultats spectaculaires en matière de gains de productivité, eh bien oui, la solidarité doit jouer aussi vis-à-vis du monde du travail en ce qui concerne le partage de ces gains de productivité, en particulier grâce à la lutte pour l'emploi et à la création d'emplois nouveaux.
Aujourd'hui, la bourse est euphorique, c'est plutôt bon signe pour l'économie française et c'est un élément très important pour nous faire gagner les élections de 1986, à condition, parallèlement, de ne pas trop désespérer Billancourt, car je crois que cela aussi, c'est aussi décisif pour gagner les élections en 1986 !
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La parole est à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Chers camarades, il est rare que je m'exprime aussi tôt dans le débat au Comité directeur, mais j'y suis contraint par mes obligations de la journée, par ma

volonté de ne pas passer le Comité directeur sans prendre part à son débat. Je suis obligé, effectivement, en début d'après-midi, d'être au colloque qu'organise l'ISER sur "champions et citoyens" auquel je suis annoncé, puis, ensuite, au colloque organisé par la FCPE sur les problèmes de la laïcité, invitation à laquelle je ne peux me soustraire. Je ne vous rejoindrai donc qu'ensuite, en fin d'après midi et compte tenu de la façon dont nous organisons nos travaux, je ne voudrais pas que ce soit trop tard. C'est pourquoi je suis obligé d'intervenir ce matin et je le ferai donc sur quelques points, peut-être plus brièvement que j'en ai l'habitude.

Première chose sur laquelle je voudrais m'exprimer, c'est bien évidemment sur l'émotion et l'indignation qui ont été, j'imagine, celles de tous les responsables Socialistes en apprenant l'assassinat d'un haut responsable du ministère de la Défense, l'ingénieur général Audran, assassinat que tout à l'heure, pour les médias, il y a une heure environ, j'ai condamné.

Cet assassinat, revendiqué par le groupe Action Directe, témoigne peut-être d'une tentative d'évolution de ces éléments marginaux puisque ceux-ci, jusqu'ici, ne s'en étaient pas pris directement aux personnes, sauf rencontres, je dirai, fortuites, accidentelles, où ils avaient tiré et tué, ce qui veut dire que même si le mouvement terroriste européen, car les liaisons sont nombreuses et le terrorisme frappe ailleurs, parait affaibli par rapport à ce qu'il fut dans les années 70, il reste extrêmement dangereux et s'il amorce un tournant de ce type en France, il est évident que l'Etat, le gouvernement aura à tout faire pour protéger les citoyens de ses attaques.

Les individus qui s'engagent dans ces formes d'action s'engagent, je crois, profondément dans une impasse absolue car ceux-là même qui croient peut-être, en tout cas qui prétendent, qui proclament tirer ou lutter contre ces organismes militaires, des installations militaires, en réalité ne font que tuer des hommes, des individus, et tirent sur la démocratie.

Plus importantes sont, pour nous, je dirai d'un point de vue global, et pour les années qui viennent, les réflexions que nous devons faire sur la situation économique et sociale. C'est le deuxième point sur lequel je voudrais m'exprimer brièvement.

Je crois qu'il parait maintenant bien engagé que nous allons vers le rétablissement des grands équilibres économiques. Il faut se méfier d'un monde instable où la spéculation flambe, où le dollar pèse sur nous, mais je crois que ce mouvement est bien engagé, comme l'établissait le rapport d'activités, et, de ce point de vue, nous réalisons donc des performances sur la durée depuis 1981, très nettement supérieures à celles dont peut se prévaloir la Droite.

La difficulté, dans la situation qui nous conduit à 1986 mais, de toute façon - c'est que le chômage, en partie comme un résultat des progrès faits sur d'autres plans, pour des raisons aussi autonomes - a continué à progresser, même si c'est sur des rythmes un peu moins rapides que pendant les derniers mois précédents.

Alors, le chômage, non seulement représente pour la masse des gens, particulièrement pour les gens qui se reconnaissant dans la Gauche, une réalité dramatique, mais en plus ce qui se produira sur ce terrain risque de peser de

façon décisive sur le résultat de 1986.
Cela a pesé en 1981, cela risque de peser à nouveau en 1986, et la difficulté est sans doute, en outre, que les bons résultats que nous obtenons sur un certain nombre de plans, le sont dans des domaines auxquels les gens de gauche, à cause de leur situation, ne sont pas les plus sensibles, ce qui est, pour opérer notre démonstration et pour être suivis, accueillis, plus difficile encore.
Dans cette période, nous devons insister - le gouvernement en a conscience lui-même, Jean-Paul Bachy en parlait tout à l'heure - sur le fait que la lutte contre le chômage doit être, dans sa dimension sociale, dès que possible ou tant que c'est possible, dans sa dimension économique, poursuivie et même accentuée.
Le Parti a d'ailleurs pris sa part de la grande campagne pour la concrétisation, la réalisation des TUC et comme le disait Jean Poperen tout à l'heure, il a dans son Bureau exécutif et pour une nouvelle offensive dans cette direction, fait le bilan de ce qui a été réalisé par nos élus.
Il est important que, dans cette situation où nous avançons et où, en même temps, on ne peut pas dire que les choses soient rétablies complètement avec notre électorat en raison du poids du chômage et des contraintes de la politique salariale, il est important que nous mêmes, les responsables au pouvoir et le Parti à leur côté, ne confondent pas les contraintes économiques auxquelles il faut savoir payer un prix, et les principes sur lesquels nous fondons notre action, et ne déduisent pas les principes de ces contraintes.
C'est, je crois, ce qui a justifié, et on peut dire que le Parti a agi avec intuition de ce qu'était la réalité sociale et a bien anticipé, les positions qui ont été les siennes sur le problème de la flexibilité.
La difficulté pour nous, pour le gouvernement, pour le Président de la République, nous le savons tous, c'est que la perspective économique qui est nécessairement fondée sur une réflexion à moyen terme et sur des possibilités d'action à moyen terme, ne doit pas nous dérober le fait que l'échéance politique, elle, est maintenant quasiment à court terme et le gouvernement, dans son action, s'il veut pouvoir la poursuivre avec nous, doit tenir compte de ce décalage.
Rapidement encore, le troisième point dont je voudrais dire quelques mots est celui de la Nouvelle-Calédonie qui représente par rapport à tout ce que nous devrions consacrer d'énergie, de conviction en direction de l'opinion, à la bataille économique et sociale qui est frontale, centrale pour le pays, pour sa place dans la communauté internationale, pour sa place dans la bataille économique mondiale, la Nouvelle-Calédonie est un problème qui vient peser sur nos épaules, nous tirer, en quelque sorte, par rapport à un axe qui devrait être déterminant, nous tirer sur le côté et représenter une espèce d'énorme diversion, même si cette diversion est en même temps le résultat d'un problème réel, spécifique, important, et d'ailleurs difficile à résoudre.
La difficulté de ce problème n'est pas celui des principes, n'est pas celui de l'orientation sur laquelle nous devons engager le Parti Socialiste, parce que, de ce point de vue là, par rapport à notre rendez-vous avec le phénomène de la décolonisation des années 50, je crois que les choses sont claires dans nos têtes,

le temps a passé, l'évolution du Parti Socialiste s'est faite, la décolonisation aussi a avancé à pas de géants, et donc, sur ce qu'il serait souhaitable de faire, sur les principes, sur la façon d'aborder les problèmes, il n'y a pas de trouble dans l'esprit des Socialistes, ni des dirigeants, ni des militants, ni du gouvernement, et le gouvernement, à travers notamment les propositions d'Edgard Pisani, est orienté dans le bon sens, dans une direction à laquelle nous pouvons nous identifier. Donc le problème n'est pas là, le trouble n'est pas là. Il est plutôt dans l'extrême difficulté de traduire dans la pratique des principes qui sont justes, de leur donner un caractère opératoire, de les conduire à une conclusion politique.

Le problème n'est pas que nous ne savons pas où aller. Le problème, c'est qu'il est très difficile d'aller où il serait souhaitable d'aller, en raison du déséquilibre des forces en présence sur le territoire quand certains ont visiblement la tentation de la violence, en raison aussi du fait que, par un paradoxe de l'histoire, en partie d'ailleurs résultant de décisions prises il y a quinze ans, que j'évoquais à l'Assemblée Nationale dans ma première intervention sur ces questions, quand je parlais de la politique de Monsieur Messmer qui a consisté à faire "blanc" le peuple canaque, c'est-à-dire le peuple qui pose, pour le moment, la question de son auto-détermination, de son droit à disposer de lui-même, ce peuple est minoritaire sur sa propre terre, et la rencontre que j'ai eue avec Monsieur Tjibaou ne m'a pas, de ce point de vue, fait véritablement changer d'opinion sur la réalité des chiffres, même s'il croit possibles peut-être dans un terme qu'il est difficile de fixer, des évolutions dans la communauté caldoche ou française ou dans les autres communautés. Je ne pense pas qu'il est capable de les garantir pour la date normale qui est le rendez-vous du référendum.

Cette situation pratique, les contraintes juridiques dans lesquelles nous avons à régler les problèmes, la consultation nécessaire des populations, de toutes les populations ensemble, et les contraintes pratiques qui sont celles d'un rapport de force défavorable à ceux qui veulent l'évolution au moins pour le moment, pas simplement sur le terrain numérique, mais aussi sur le terrain économique, sur le terrain culturel, sur le terrain je dirai des confrontations physiques, même si ces confrontations physiques doivent être évitées, tout cela rend extrêmement difficile la solution et le problème qui, à certains égards, a un caractère un peu inextricable à court terme, en tout cas dans les termes où le problème est posé, ce problème risque de peser lourdement sur nos épaules, même si nous orientons les choses dans le bon sens.

L'attitude de la Droite - la Droite n'échappe pas elle-même à ces contradictions, après tout, un député RPR a démissionné de son groupe, justement sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, on voit bien que l'UDF, avec des hésitations, est un peu moins en flèche que d'autres et qu'un certain nombre de responsables, notamment ceux qui ont eu à traiter des problèmes des départements ou des territoires d'Outremer, sont plus modérés en ce domaine que d'autres - la Droite a donc ses contradictions à gérer. On les a senties à l'occasion du débat sur l'état d'urgence ou l'on voit les mêmes qui, à l'Assemblée, se prononcent contre l'état d'urgence, au Sénat, amender pour

proposer une durée différente, c'est-à-dire en réalité accepter la logique de l'état d'urgence, la discussion sur la durée étant une autre discussion d'opportunité, de praticabilité, mais n'étant pas une opposition de principe à l'état d'urgence.
Je veux souligner cette contradiction étonnante qui montre bien qu'en réalité, au milieu de ses contradictions - c'est ce qui fait aussi une autre difficulté - l'axe essentiel de la Droite n'est pas celui de ses opinions véritables sur la Nouvelle-Calédonie, n'est pas celui de ce qu'elle pense de ce qu'il adviendra à terme de ce territoire, car je ne pense pas qu'elle ait beaucoup plus d'illusions que nous sur ce point, mais de ce qu'elle entend essentiellement utiliser la Nouvelle-Calédonie contre nous. C'est ce calcul irresponsable, ce calcul à court terme, qui donne à ce problème calédonien un élément de difficulté supplémentaire. C'est pourquoi, même si c'est par l'action pratique, celle engagée par le délégué sur le territoire, celle que conduit le gouvernement, celle qu'inspire le Président de la République et qu'il a eu le courage et la volonté symbolique d'aller marquer sur place, c'est pourquoi, même si nous devons tenter de maîtriser la réalité pour la faire évoluer, il est extrêmement important par rapport aux échéances du court terme en Nouvelle-Calédonie, par rapport à l'échéance politique de 1986 en France, et par rapport un peu sans faire de grands mots à l'histoire, que nous restions bien sur le terrain de l'évolution et que nous montrions bien que nous sommes la force politique qui n'est pas de ce point de vue inspirée par les préoccupations à court terme d'intérêts de parti, mais la force politique qui cherche l'équilibre et qui, sur ces questions passionnelles, a un point de vue de modération.
Je crois qu'il est très important que le Parti et que l'action gouvernementale se coulent bien dans cette direction, parce qu'elle est juste.
Je parlais de la Droite, c'est le quatrième point que je voudrais évoquer rapidement. Sur tous les points, on constate bien qu'en réalité, sur la Nouvelle-Calédonie comme sur les autres, la Droite ne se cimente que contre nous. C'est simplement cette espérance qu'elle a parfois proclamée de façon imprudente de nous battre en 1986, qui, à l'évidence, tient ensemble des hommes, des courants, des partis, des générations, parfois que beaucoup de choses séparent, même s'ils vivent dans le fond commun des idées et des pratiques conservatrices. Si bien que la Droite oscille constamment -et cela ira sans doute jusqu'en 1986, il dépend un peu de la chance sans doute aussi de nous, que cela aille plus vers un pole que vers l'autre - elle oscille pour le moment entre deux proies, l'unité qu'elle sait nécessaire par tactique dans la perspective de 1986, et la division sur le fond et entre les hommes qu'elle vit déjà comme une réalité même si elle la masque.
De ce point de vue, peut-il y avoir quelque chose de plus symbolique de cette unité de façade et de cette division de fond, que le fait qu'une des axes politiques dont on parle à droite dans la vie politique française, soit celui d'un axe Giscard Chirac ? Le fait que ce soient ces deux hommes qui se retrouvent prioritairement contre un troisième, Barre, fédérés par un quatrième avec les autres, Hersant, le fait que ce soient ces deux hommes qui se sont affrontés si durement et dont tout démontre encore qu'ils ne se sont pas pardonnés l'un

l’autre, ce qu’ils se sont fait, qui se rassemblent est symbolique à la fois de cette conscience que la Droite a de l’importance de son unité, ce qui pour nous est un inconvénient, et en même temps de l’extrême difficulté qu’elle aura à la maintenir ? Pourra-t-elle le faire jusqu’en 1986 qu’elle ne le ferait pas après, quelles que soient les circonstances ?

Mais ce qui frappe aussi, si l’on examine la situation à droite, c’est que, quelles que soient leurs divisions, il y a du danger dans la division politique, dans les proclamations de ses leaders principaux, et peut-être plus encore dans ce qu’ils laissent dire et faire par leurs lieutenants. Je ne parle pas seulement de Le Pen, qui exprime l’extrémisme réactionnaire ou fascisant en France, mais je parle même de Giscard dont tout laisse à penser que c’est l’esprit de revanche avec lequel il tente d’avancer, lui aussi, vers le pouvoir. Je parle de Monsieur Barre, car je suis frappé de voir après son intervention à la télévision la façon dont il traitait les partis, la façon dont il traitait la vie politique, la façon dont il traitait les journalistes, la façon dont il semblait, si assuré de lui-même qu’il y a, dans cet économisme triomphant, qu’il y a dans ce mépris ouvert des partis, qu’il y a dans cet autoritarisme dont il se fait gloire pour tenter d’attirer le bon peuple, plusieurs des éléments qui avaient caractérisé un homme comme Monsieur Salazar à ses débuts, dans un autre pays et dans une autre époque.

Je n’ai pas oublié le dernier, lui, ce qui nous menace chez lui, c’est plutôt non pas l’excès de conviction dogmatique comme chez Barre, mais plutôt l’opportunisme. Je parlerai de lui ici plus longtemps à notre bénéfice, mais peut-être au bénéfice de ceux qui suivent nos travaux, dans la mesure où nous aurons l’occasion de l’entendre lundi à l’Heure de Vérité, Monsieur Chirac.

Je n’ai pu résister pour ce faire, aidé par quelques camarades, au plaisir suivant que je vous livre et que je livre aussi à la curiosité des journalistes qui voudraient bien l’interroger Lundi.

Un petit travail a été fait par un certain nombre de camarades du Parti, consistant à examiner ce que dit Monsieur Chirac selon les moments sur un certain nombre de sujets fondamentaux. Je vous le livre.

Sur le libéralisme, il déclare dans une interview au "Nouvel Economiste", le 19 mars 1979 - je ne donnerai plus les dates, elles sont dans le document - "Le libéralisme n’est pas une réponse aux problèmes d’une économie moderne".

Le 31 avril 1984, il dit : "Face à l’échec du Socialisme, le libéralisme ne s’impose pas comme un choix, mais comme une nécessité".

Sur Reagan, il affirme en 1984 : "Je n’ai en aucun cas le sentiment qu’on puisse appliquer les méthodes de Monsieur Reagan à la France".

Et puis, quelques jours après,"quand je vois les résultats qui sont obtenus aux Etats-Unis, eh bien, oui je serai tout à fait tenté de penser et de dire : vive Reagan".

Sur l’Etat et la politique industrielle, il affirme en 1979 : "l’Etat peut-il rester spectateur et parier sur la spontanéité des forces industrielles ? Nulle part au monde cette conception archéo-libérale n’a plus cours".

Mais en 1984, sur Europe 1, il affirme : "pour tout ce qui est secteur de la production, l’Etat doit être le plus possible absent".

Collection Jean Bruhat

Aborde-t-il l'équilibre budgétaire, il dit en 1979 : "Je ne fais pas de l'équilibre budgétaire un dogme intraitable" et en 1984, "il faut réduire et supprimer le déficit budgétaire car c'est quelque chose qui est pervers, qui est mauvais en soi".
S'agit-il de nationalisations, il affirme en 1981 "Je ne propose pas des dénationalisations, je propose, en revanche, qu'on ne nationalise rien d'autre".
Mais en 1983 il affirme : "on ne reviendra pas seulement sur les nationalisations décrétées par le pouvoir socialo-communiste, mais aussi sur celles voulues par le général de Gaulle, et même, avec la Manufacture de Sèvres, sur celles instituées par Colbert".
La durée du travail l'intéresse, et il affirme en 1980 : "il est indéniable que la réduction de la durée du travail répond à une aspiration des travailleurs et correspond à un mouvement irrésistible, du fait d'un nécessaire partage des biens de productivité résultant du progrès économique et technique".
Mais en 1984 il affirme : "la recherche qui se fonde sur la diminution du temps de travail est à mes yeux une mauvaise recherche".
Sur l'immigration, il affirme en 1977 : "lier le chômage à la présence des immigrants est une réaction primaire", mais en 1984 le voilà qui pense que "s'il y avait moins d'immigrés, il y aurait moins de chômage, moins de tensions dans certaines villes et certains quartiers, un moindre coût social".
Ne vous étonnez donc pas qu'il dise à propos de la social-démocratie, qui également l'intéresse, d'abord en 1977 "l'essentiel de la conception sociale de ce qui pourrait constituer une social-démocratie française se trouve en fait dans la vocation du RPR", pour affirmer, péremptoire, en 1984 à Tokyo : "la social-démocratie est la voie la plus pernicieuse."
On peut comprendre que dans l'émission "l'Enjeu" que je citais tout à l'heure du 13-09-1984 il ait sorti cette déclaration qu'il aurait pu s'appliquer à lui-même : "je n'ai pas confiance dans les gens qui changent d'opinion".
(Applaudissements)
Cinquième point sur lequel je voudrais dire quelques mots, le problème du Parti Communiste. Nous aurons l'occasion d'en reparler. Je crois pour autant qu'il est clair que celui-ci a arrêté désormais son attitude à notre égard, et que dans l'ensemble du champ de l'action politique et sociale il dirige sa pensée et son action contre nous.
Pour ce qui concerne les désistements dans les cantonales, je suggère à la direction du Parti... enfin la direction du Parti pense, et je suggère aux candidats de prendre la question de la discipline républicaine avec un extrême sang froid et avec un très grand sens de la patience. Mais s'il dirige ses coups contre nous, même s'il n'aime pas l'entendre, il est clair qu'il n'a plus de stratégie politique, et que diriger ses coups contre nous ne lui permet pas pour autant de régler ses problèmes à court terme, ainsi que le montre la montée dans ses rangs d'un courant de critique absolument sans précédent dans son histoire, et qui permet de franchir tous les filtres qui président pourtant à la désignation des délégués dans un Congrès.
Le Parti Communiste, sur le cours qui est le sien, est un problème pour la

Gauche, mais il est aussi devenu un problème pour lui-même.
Je voudrais maintenant parler de nos rapports avec l'opinion, de tout ce qui nous reste à faire d'ici 1986, et j'ai lu à cet égard qu'on mettait dans ma bouche comme dans celle d'autres responsables que nous pensions à un retournement de l'opinion.
Ce que je voudrais dire clairement ici, devant le Comité directeur, c'est que si je souhaite, si j'appelle de mes vœux ce retournement, si effectivement je le crois possible, je ne pense pas pour le moment qu'il se soit déjà opéré. Donc je voudrais que les choses soient claires de ce point de vue parce que cela représente véritablement ma pensée.
Nous devons naturellement y travailler. Nous devons y travailler par la présence, l'expression et l'action du Parti, et je voudrais, bien que j'aie l'impression que vous l'avez noté vous-mêmes, que vous mesuriez à quel point dans la dernière période le Parti, ses responsables, ses spécialistes, moi-même à ma place, nous nous sommes exprimés sur les plus grandes questions, souvent d'ailleurs avant que d'autres le fassent, pour faire connaître notre point de vue, ce qui voulait dire que notre pensée déjà avait été préparée par nos travaux internes.
Sur les problèmes de l'audiovisuel, des radios et de la télévision, sur les problèmes de la flexibilité, sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie, sur les problèmes du bilan économique à propos desquels on faisait une conférence de presse récente, sur les problèmes de la laïcité, sur les problèmes de la Droite, sur le problème du débat d'idées, avec ce remarquable colloque organisé sur l'actualité des idéaux de la République par l'ISER le week-end dernier, le Parti est présent, développe ses positions, et je crois, bien davantage dans la période actuelle que cela a pu être le cas, semble-t-il, il y a quelques mois.
Parmi ces interventions, je crois intéressant de saluer le travail accompli par Jean Poperen dans le petit livre, petit par sa taille, encore qu'il faut l'écrire ! Moi je n'ai pas le temps pour le moment. Je salue donc le travail de Jean Poperen, "Le nouveau contrat Socialiste", parce que je pense que dans ce débat que j'ai vu déjà un peu surgir, il apporte un certain nombre de réflexions, un ton, une pugnacité, notamment en direction de la Droite, et soulève à propos des problèmes de la Gauche toute une série de questions fondamentales.
Je pense qu'il faut que les uns et les autres nous saisissions l'effort considérable que cela représente d'écrire quand on a en même temps des tâches d'élu, de dirigeant national, et donc je voulais saluer ce travail, même si ma lecture presque complète maintenant n'a pas été encore suffisamment attentive pour que j'ose aborder les problèmes de fond sur lesquels bien évidemment nous débattrons.
Le Parti pense, agit, s'exprime, mais il est aussi présent sur le terrain : la campagne "En direct avec vous" dont parlait Christiane Mora, à propos de laquelle elle donnait les éléments matériels au secrétariat jeudi, qui sont extrêmement importants et supérieurs à ce que nous réalisons d'habitude en période hors élections; l'action menée par les responsables, par les militants, ce que je ressens, ce que nous ressentons - j'en parlais avec plusieurs militants du Parti, avec des secrétaires fédéraux, avec Jean Poperen - dans les meetings que

nous faisons, la préparation des élections cantonales pour laquelle je ferai personnellement une dizaine de réunions un peu partout en France, tout cela montre que nous sommes présents sur le terrain, que nos camarades, nos militants veulent se battre, peut-être plus nettement que dans la période disons des premiers mois après l'été, et que c'est effectivement par cette action sur le terrain que l'on peut espérer contribuer à changer l'opinion des gens.

Nous ne la changerons pas à l'évidence par la réforme du mode de scrutin, et malgré les attaques de la Droite, cela n'est dans la pensée de personne. Ce n'est pas avec un changement électoral qu'on change bien évidemment le mode de scrutin, mais simplement, qu'est-ce qui doit nous guider dans cette affaire ? Nous y travaillons tous... enfin certains peut-être plus que d'autres, ils ont leurs fonctions, mais tout le monde y réfléchit.

D'abord nos principes, qui sont ceux de la proportionnelle depuis le Congrès d'Epinay, et en même temps les habitudes prises par la population. Il faut faire attention à ces problèmes. L'analogie peut vous sembler bizarre, mais c'est celle qui me vient à l'esprit, je pense que sur les problèmes de la laïcité nous ne nous sommes peut-être pas tout à fait rendu compte des évolutions qui s'étaient faites dans l'opinion, et des habitudes nouvelles qu'avaient créées des institutions nouvelles ou un rapport de forces nouveau.

Je crois qu'il faut être capable d'évaluer aussi ce que l'opinion pense du mode de scrutin avec lequel elle vote depuis 1958.

Il faut tenir compte aussi, pour guider notre réflexion, de ce qui peut être accepté par l'opinion, accepté et compris. Il faut un système qui ne soit pas à l'excès compliqué. Il faut essayer de concilier la justice, qui s'exprime bien évidemment dans la proportionnelle, et l'efficacité qui consiste à tenir compte du terrain et de la volonté d'essayer de rassembler une majorité sûre pour la Gauche. Et puis peut-être faut-il choisir - Bertrand Delanoë, je le sais, y est particulièrement attentif, mais plusieurs secrétaires fédéraux m'en ont parlé aussi - un mode de scrutin qui ne soit pas un élément de trouble pour le Parti, pour la vie de ses fédérations où les compétitions sont parfois plus intenses qu'il conviendrait.

En tous cas, la méthode suivie est celle d'un travail collectif et précis, d'une mise à plat des différents systèmes possibles, des différentes hypothèses possibles. Ce travail a déjà commencé, il est mené en étroit contact avec les centres de réflexion et d'action qui s'intéressent à ces questions, et bien évidemment tout point de vue qui sera exprimé au Comité directeur là dessus sera pour nous utile.

Je termine, parce que je ne veux pas être trop long, et puis de toutes façons la matinée s'achève.

Je crois que nous redresserons la situation d'ici 1986 nous ferons que notre majorité reste une majorité. Nous ouvrirons des perspectives au-delà de 1986 en combinant l'action de l'Etat et du gouvernement. Je crois que l'orientation économique et sociale qui est la sienne sera maintenue et qu'il faudra qu'il sache procéder aux infléchissements, offrir les ouvertures et permettre l'identification avec notre électorat qui seront nécessaires.

Cela reposera aussi sur une action résolue du Parti, action sur le terrain,

Fondation Jean Jaurès

réflexion et débat. Il est bien évident que même si je ne centre pas mon intervention aujourd'hui sur ce point parce que cela me parait bien tôt, ce débat nous devrons l'avoir sans procès - où y aurait-il procès et qui l'aurait mené sur ce terrain ? Il ne faut pas être trop vague, de peur de tomber soi-même dans le risque de faire procès - et sans a priori.
C'est un peu comme cela personnellement que j'ai essayé de conduire les débats du Parti, c'est bien comme cela que j'entends présider au prochain débat qui aura lieu. Il ne sera pas simplement un débat d'idées, il sera un débat pour faire des propositions concrètes, des propositions pour le court terme, mais surtout des propositions pour l'après 1986. Nous aurons l'occasion d'y revenir.
Mais ce Comité directeur, sur les points qu'il doit déjà aborder, est une bonne occasion de clarification.
Je vous retrouverai en fin d'après-midi avec plaisir, tout à fait désolé et honteux de vous abandonner, ce qui m'arrive rarement.
(Applaudissements)

Le président - Nous interrompons maintenant nos travaux. Je souhaite que nous les reprenions à 15 heures très précises de manière à finir normalement en fin d'après-midi.
Merci.
(La séance est suspendue)

Parti Socialiste
Comité directeur
Samedi 26 janvier 1985

(Après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)
Nous reprenons la séance.
La parole est à Marc Chesnot.

Marc Chesnot
L'intérêt de la France et des travailleurs de France est que les Socialistes continuent à gouverner ce pays au-delà de 1986 et de 1988, mais aussi qu'ils changent en profondeur, et pas toujours comme ils ont commencé à le faire, qu'il s'agisse du fond ou de la forme.
Que les Socialistes changent, c'est probablement la condition principale pour qu'ils restent au pouvoir en 1986.
On n'a plus le temps, penserez-vous peut-être, et on a déjà beaucoup changé.
Changé ? Oui, mais trop sous certains aspects, pas assez sous d'autres, et trop souvent de façon oblique, confuse, hésitante, inavouée, voire niée, de sorte que

Fondation Jean-Jaurès

nous avons perdu sur les deux tableaux et des deux côtés.

- D'un côté que, pour simplifier, j'appelerai populiste.
- Et du côté qu'approximativement on peut appeler centriste.

On pouvait gagner et on pourrait regagner des deux côtés.

Pour mon propos, sans entrer dans les détails, il suffit de trois constats de base.

- L'essentiel de nos pertes est allé à l'abstention.
- Le domaine socio-économique est le principal des facteurs qui, depuis mai 81, ont commandé les mouvements de l'électorat.
- C'est dans ce domaine que nos changements ont été les plus hésitants, confus, ambivalents, et donc les moins compris, malgré une forte prise de conscience de la profondeur de la crise.

Il y a là un paradoxe qui appelle réflexion.

Je crois que nos changements ont été hypothéqués de deux façons.

- Une incertitude théorique, qui est bien loin d'être notre monopole, mais que nous sommes seuls à payer parce que c'est nous qui gouvernons.
- Un pilotage trop politicien des changements tant de discours que de pratique.

Sans doute l'incertitude théorique explique-t-elle et excuse-t-elle en partie le pilotage politicien. Examinons-le un instant.

Ecoutez cette phrase, qui n'est pas de moi :

"(...) La grande majorité des économistes, des sociologues, des administrateurs, à l'université ou dans les lieux de pouvoir, s'évertuent encore à espérer tirer quelque chose des vieilles carcasses théoriques ; elles seules fondent les instruments d'observation et d'action dont disposent les acteurs sociaux".

Cette phrase a été publiée au printemps 1984 ; elle est de Jacques Attali. Je la rapprocherai de celle prononcée publiquement par Michel Rocard en mars 1983 : "La séance économique est en crise".

Essayons de cerner la question de plus près.

Il existe une représentation schématique de l'économie qui fonde la "comptabilité économique" nationale et les modèles économétriques dits "de simulation". Cette représentation a statut de vérité officielle à l'université et dans toutes les instances de concertation et de décision socio-économique.

Elle a fonctionné à peu près correctement pendant vingt ans, puis de moins en moins bien.

La cause de tout cela pourrait bien être l'apparition et le développement, au sein même de la machine économique, de phénomènes non-quantifiables ou très difficilement, et qui, comme tels, n'ont pas place dans les modèles de simulation.

Dans le cadre de cette représentation officielle de l'économie il n'y a place que pour trois logiques, devenues des fausses logiques pour celles qui ne l'étaient pas déjà.

- La logique du Chevènement du programme commun et du "projet Socialiste" combinant Keynes et vulgate marxiste.
- La logique de Friedman-Thatcher, plus ou moins avancée, selon les opportunités tactiques, par une partie de la Droite française

Contribution Jean Jaurès

- La logique de Barre, et, d'une autre façon, de Reagan, combinant Keynes et Friedman, mais leur ajoutant une dose variable d'interventionnisme pragmatique.

Grosso modo, depuis 81 les Socialistes français donnent l'impression d'osciller diversement quelque part à l'intérieur d'un triangle dont les sommets seraient :

- la fausse logique du programme commun,
- la fausse logique de Barre,
- une conception idéaliste, debréiste de l'impérialisme américain, le terme "idéaliste" étant pris dans son sens marxiste.

Pierre Mauroy, Premier Ministre, tentait peut-être d'échapper à cela lorsqu'il affichait épisodiquement une conviction favorable à la réduction du temps de travail.

Alors, le Parti campait sur sa position d'attente de Bourg en Bresse. Or la bataille pour la réduction du temps de travail est d'abord une bataille d'opinion et de terrain. C'est le Parti qui doit être à la pointe de l'action.

Laurent Fabius, Premier Ministre, passe la réduction du temps de travail à la trappe en même temps que la fable de la parenthèse. Il y a là plus qu'un paradoxe, une contradiction implicite. Ne voilà-t-il pas qu'alors le Parti semble se réveiller et que la Convention modernisation marque un progrès notable sur la question du temps de travail, du moins dans les mots ?

Or Fabius ne bouge pas d'un poil, même à la tribune de la Convention, et le Président n'en souffle pas mot dans son intervention télévisée, pourtant largement consacrée aux questions socio-économiques.

La réduction du temps de travail offre pourtant un moyen d'assurer la solidarité sociale sans passer par les prélèvements obligatoires, mais par une voie contractuelle, décentralisée, souple. Le Parti peut-il passer à l'action sans un minimum de soutien du gouvernement ? Tant qu'à être seul contre tous, pourquoi sur cette question qui touche au problème clé du chômage ne pas passer d'une posture défensive à une posture offensive ?

A qui plait-on en enterrant la réduction du temps de travail ? Pas à la base du Parti ! Au sommet de l'un de ses courants ? A certains syndicats ? Au CNPF ? Ou à tous ceux là ?

Au moins dans un premier temps la modernisation accélérée découlant de la "contrainte extérieure", de la course internationale à la productivité, produira davantage de chômage si on ne fait rien sur la réduction du temps de travail. Le secteur tertiaire piétine encore au seuil de l'informatisation, mais devra bientôt y passer.

Il nous faut réfléchir à cette course internationale à la productivité.

Bien plus que les phénomènes protectionnistes, elle est la forme essentielle, avec ses incidences sociales, de ce que certains appellent la "guerre économique", voire la "3ème guerre mondiale".

L'absence de dimension géopolitique est une des grandes faiblesses de notre texte sur la modernisation. Elle aurait mérité l'abstention de certains.

A son propos, je voudrais suggérer une sorte de matrice de raisonnement et d'évaluation stratégique à trois étages.

1°) Ce qui départage les nations dans la "guerre économique", ce n'est pas essentiellement l'application plus ou moins mâtinée de théories de régulation conjoncturelle macroéconomique. C'est principalement trois choses.

- D'abord les richesses naturelles rapportées à la population et leur degré d'accessibilité économique.
- Ensuite le potentiel créé dans le passé : stock d'équipements, dimension du marché intérieur, qualification culturo-professionnelle de la population, ces deux facteurs déterminant des réserves de puissance, des puissances de frappe différentes, notamment sur les plans financier, monétaire et militaire.
- Enfin la mise en œuvre de ces réserves de puissance dans des stratégies plus ou moins adéquates, selon le génie culturo-politique propre à chaque peuple et à ses groupes dirigeants.

2°) Par stratégie, j'entends combinaison d'un type de développement interne et de réponses à des contraintes et à des opportunités extérieures lourdes. Les opportunités peuvent être des complémentarités de potentialités économiques, de données géopolitiques, d'héritages historiques.
3°) La notion de type de développement est fondamentale. Elle s'oppose dialectiquement à l'habituelle notion de modèle de croissance parce qu'elle articule l'économique et le sociétal, concernant le modèle de consommation entendu au sens le plus large comme mode de reproduction de la force de travail, c'est-à-dire qu'elle touche à la fois au cadre de vie et au mode de vie.
On retrouve là des idées sur lesquelles je crois me rencontrer avec Jacques Attali et que j'avais évoquées à notre session de novembre.
Je me suis laissé dire que si la France possédait des missiles tactiques portant jusqu'en Ukraine, les Allemands iraient plus vite vers l'intégration européenne. On pourrait alors acheter du pétrole arabe en écus et faire plus efficacement pression sur la politique financière et monétaire américaine, c'est-à-dire nous ingérer dans leurs affaires "intérieures"... Beau sujet de méditation et de réflexion pour le Parti.
Camarades, soyons attentifs à ce qui vient de l'Elysée mais n'en attendons pas tout et ne prenons pas tout.
Existons donc par nous-mêmes, sans unanimisme factice, mais sans rester bloqués les uns ou les autres sur des idées toutes faites ou des calculs politiciens. Viendra le jour où nous devrons être par nous-mêmes ou ne pas être.

Le président - La parole est à Planchou.

Jean-Paul Planchou

Chers camarades, après les indices que nous pouvons enregistrer, je ne veux pas parler de l'amélioration sensible et réelle de certains grands équilibres, sur le plan des prix, sur le plan des comptes extérieurs, car je ne crois pas malheureusement que la réduction de l'inflation, que la diminution du déséquilibre commerciale, pour très importantes et très utiles, très nécessaires qu'elles soient, aient beaucoup de portée aux yeux de salariés qui ont vu, au

Collection Jean Daniel

cours de l'année 1984, peu ou prou leurs revenus disponibles stagner, sinon baisser, ou qui ont vu autour d'eux le chômage s'aggraver.
Je veux dire que ce ne sont pas de mon point de vue les évolutions des grandeurs économiques en tant que telles, et a fortiori les commentaires que l'on peut faire à leur propos, qui sont vécues, ce sont les effets sociaux de la politique économique, d'une politique économique qui emporte ou qui n'emporte pas l'adhésion.
Je veux donc parler des indices qui sont relatifs à l'état de l'opinion et qui témoignent, comme Jean Poperen l'a fait valoir ce matin, et qui témoignent d'une stabilisation intéressante, positive, de la situation.
S'il y a stabilisation, s'il y a frémissements positifs de l'opinion, ce n'est pas à mes yeux essentiellement en raison de réalités socio-économique tangibles, qui, comme on vient de la préciser n'ont guère évolué depuis quelques mois.
Mais s'il y a cette stabilisation, c'est bien d'abord en raison d'une meilleure maîtrise gouvernementale, d'une plus grande cohésion, d'une plus grande cohérence de l'action de l'exécutif.
Et en contrepoint il y a stabilisation aussi en raison des erreurs graves, des nombreuses erreurs commises de son côté par l'opposition.
Mais ces facteurs, il faut se l'avouer, ces facteurs sont à tout le moins fragiles.
Je ne crois donc pas que le gouvernement doive avoir comme souci - c'est un souci légitime, j'en conviens - mais comme souci trop exclusif de gérer au mieux et simplement de se contenter de gérer au mieux la situation comme elle se présente, de faire en sorte que celle-ci ne se dégrade pas trop, par exemple sur le front du chômage, ou ne soit pas vécue comme telle, de compter beaucoup sur les erreurs et la médiocrité, qui est réelle, de la Droite, et de centrer ses flèches à l'encontre de ses fortes paroles, en soulignant le caractère démagogique, le caractère anti-social de leur programme. Tout cela, chers camarades, à bonne dose, est sans doute nécessaire et souhaitable, mais ces arguments ne suffiront pas à inverser la situation, à la modifier sensiblement dans les douze mois à venir, si, dans le même temps, au cours de l'année 1985, des décisions marquantes, susceptibles de mobiliser. En quelque sorte il ne faudrait pas se contenter de gouverner en creux, il faut que le gouvernement prenne les initiatives susceptibles, je le disais il y a un instant, de rassembler notre électorat, et, d'abord, notre électorat traditionnel, car le piège, si l'on se contentait d'une gestion trop passive, serait de tomber dans une bataille politicienne, il serait de se laisser enfermer dans un scénario défensif qui opposerait au bilan de la Gauche, au bilan dont on peut être fier sur beaucoup de points, mais un bilan c'est toujours nuancé, c'est statique avec deux colonnes, et c'est critiquable, donc au bilan de la Gauche par rapport au projet, au soi-disant projet de la Droite.
Il faut au contraire me semble-t-il une confrontation offensive, projet contre projet.
En clair, on ne peut pas donner l'impression d'être en panne d'avenir. Et s'il faut prendre des décisions en 1985, j'avoue que beaucoup de contraintes nous sont imposées et que nous nous en sommes d'ailleurs imposées beaucoup d'autres.

Pourtant, on ne peut pas aller à la bataille en jouant simplement au jeu "Plus libéral que moi, tu meurs". Et au passage je pense qu'il n'est pas bon, pour la clarté du message, que certains d'entre nous s'expriment, ou parfois même prenne des décisions, sous l'égide d'un libéralisme, et répètent dans un certain nombre de déclarations vouloir être plus libéral que ceux d'en face.
Je ne crois pas que cette méthodologie soit appropriée pour mobiliser notre électorat et au-delà elle ne peut apporter que confusion quand, dans le même temps, certains d'entre nous justement essaient de montrer qu'il y a antinomie entre la libéralisme économique et les libertés.
S'il faut prendre des initiatives, certaines peuvent c'est vrai être symboliques et des initiatives symboliques peuvent avoir une certaine portée, mais on s'en doute la plupart, au moins celles qui sont le plus efficaces, auront un coût, car on a bien compris elles tournent principalement autour de l'emploi, autour du pouvoir d'achat de certaines couches sociales et donc du niveau de l'activité économique.
Il va bien falloir, me semble t il, chers camarades, que l'on prenne des décisions, par exemple, en faveur des chômeurs de longue durée, il va bien falloir qu'on prenne dans les mois à venir un certain nombre de décisions positives par rapport aux gros abcès sociaux, et, d'un point de vue plus strictement économique, il va bien falloir, dans un certain nombre de secteurs, comme on l'a fait dernièrement sur le bâtiment, encourager l'investissement de certains secteurs, ne serait ce que par allégements sociaux ou fiscaux, avec des contre parties sociales, notamment pour l'emploi.
Je crois que plus que ne le prétendent certains services techniques du ministère des Finances, il y a des marges de manœuvre financière un petit peu plus consistantes et épaisses. En tout cas et puisque nous sommes ici réunis en Comité directeur, le Parti, dans les semaines, les mois à venir, au-delà d'être une force d'explication, notamment dans le cadre de la campagne des cantonales et une force d'explication de la politique mise en œuvre, se doit d'être exigent sur ces points comme sur d'autres.
Comme parallèlement et dans le même temps, c'est à dire une fois l'échéance des cantonales passée et assumée, le Parti, dans la perspective des élections de 1986, se doit de confectionner un projet législatif ambitieux et sa confection doit mobiliser le Parti dès le printemps. Ce projet doit prendre la mesure de la bataille idéologique que nous allons devoir livrer et elle sera formidable.
Ce projet, dans ce cadre, se doit être une pédagogie, une pédagogie que je vois au moins autour de quelques grandes orientations vertébrer notre discours. D'abord, une dénonciation complète du libéralisme économique, ensuite une explication de ce que je considère comme étant l'enjeu primordial pour l'avenir de notre pays et ensuite, bien évidemment, l'avenir du développement social pour la deuxième partie de cette décennie en France et plus largement en Europe.
La dénonciation complète du libéralisme, parce qu'à l'évidence le libéralisme économique, beaucoup d'autres l'ont dit avant moi, est antinomique des libertés et des droits sociaux parce qu'il modèle surtout une recomposition sociale au

Fondation Jean-Jaurès

dépens des couches sociales les plus modestes, et parce qu'au surplus le libéralisme est dangereux pour la France.
Dans une économie qui n'est pas dominante, comme la nôtre, les mécanismes de marché forcément ne produisent pas naturellement les sommes d'accumulation renouvelées, il y a donc un risque libéral pour la France qui aboutirait finalement à empêtrer plus encore l'économie nationale dans ses contradictions et la France aurait alors à faire le tour de ses incapacités, parce que, je le répète, les mécanismes du marché mondial jouent à plein contre elle et contribuent forcément à la marginaliser.
D'où le deuxième axe de cette pédagogie, l'enjeu véritable pour notre pays et pour l'Europe, c'est à dire la résistance au phénomène de mondialisme ou, en d'autres termes, comment relever le déclin relatif de l'Europe ?
On le sait, nous ne sommes pas très bien partis, mais tous les enjeux ne sont pas réalisés et rien de définitif n'est fait. Il est toujours temps de réunir encore en France et en Europe toutes les capacités pour s'affranchir autant que faire se peut, de la logique du marché international.
Et puis, troisièmement, le libéralisme n'a pas l'axe de cohérence idéologique convenable qui peut nous permettre d'atteindre cet objectif, c'est donc bien dans le dynamisme, comme le rappelait le Président de la République, il y a peu, d'une économie mixte qu'on le trouvera cet axe de cohérence idéologique d'une économie mixte qu'il s'agit de mieux cerner, d'une économie mixte fondée sur un contrat social, mais aussi un contrat de société renouvelé au vu d'une mobilisation active pour la production et d'abord il faudrait faire du 9ème plan et du plan qui suivra une véritable référence d'orientation et de mobilisation, qu'il n'est pas encore, qu'il n'est toujours pas.
Réactualiser les objectifs fondamentaux, dégager des priorités ou renouveler du point de vue industriel ou productif, faire le point sur la réalisation des programmes prioritaires et surtout, comme l'a souligné Jean Poperen, comme le rappelle le rapport d'activité du secteur entreprise, établir dans le temps la répartition des gains de productivité c'est à dire le partage de la valeur ajoutée, tant au niveau national, et ceci comme le suggère le rapport du secteur entreprise, qu'au niveau des groupes des entreprises, pour qu'entre travailleurs, organisations qui les représentent et directions, ce partage des gains de productivité se fasse en prenant en compte l'ensemble des données de recherche, de formation, de rémunération des facteurs.
Bref, il y a donc une logique productive à renouveler, à mieux définir, qui est à développer, car il faut se souvenir que l'objectif central du 9ème plan, en tous cas l'un des objectifs centraux de ce plan, c'était bien d'arriver à faire en sorte que notre pays connaisse une croissance de 1% supérieure environ à la moyenne des pays de l'OCDE, et que, pour le moment, nous ne sommes pas sur ce chemin.
Or, si nous n'atteignons pas ou si nous n'approchons pas cet objectif, nous aurons le plus grand mal à établir un compromis social acceptable, si l'on ne veut pas que la flexibilité soit synonyme d'une remise en cause du droit du travail, d'une remise en cause fondamentale de ce droit, et si on veut mettre en œuvre une réorganisation profonde.

Donc, il y a un contrat nouveau à passer et un contrat qui, en terme social, devra être complété par au moins une remise à plat de l'évolution de l'ensemble des prélèvements, qu'ils soient fiscaux, qu'ils soient sociaux, en ayant le souci parallèle et double, bien sûr, de la réduction des inégalités et du dynamisme des entreprises, et aussi de la remise sur le métier des prestations publiques et sociales, ce qui serait sans doute la meilleure preuve pour montrer que nous sommes attachés à améliorer la productivité de l'Etat, la productivité des administrations, et ainsi empêcher de façon positive toute dérive libérale, de façon également à éviter toute aggravation d'un dualisme social.
En conclusion, je crois qu'il faudra être capable, à partir de l'automne, au cours de cette campagne de préparation de cette échéance décisive, de montrer que nous sommes en mesure de maîtriser encore pour notre pays, pour l'Europe, le devenir social de la France.
Il faudra que le projet pour gagner en 1986, notre projet politique, ait cette qualité et qu'il ait aussi cette vertu.
(Applaudissements)

Le président - Françoise Gaspard. Ensuite, Nattiez.

Françoise Gaspard

Je vais vous parler rapidement des problèmes calédoniens qui ont leurs incidences ici. Il doit y avoir dans un régime démocratique un débat avec la Droite, mais peut-on penser aujourd'hui qu'il doit y avoir débat avec ceux qui, faute d'aiguiser les couteaux de cuisine, chargent les fusils ? Sans oublier qu'avec les mots même quand on s'abrite derrière des citations ou pseudo citations, on peut tuer. Villain, nous disent les manuels d'histoire, était un déséquilibré. On ne peut, malgré tout, oublier que Jaurès a été tué par balles et qu'il a été tué au terme d'une campagne de presse abominable.
Nous ne pouvons non plus accepter en démocratie, quand sur une terre française, le bruit des armes se fait entendre parce que l'injustice a conduit à la violence, qu'une plume soit intouchable parce que les journalistes, par nature, le seraient.
La Gauche, de son côté, tire les leçons de l'histoire. La Droite, elle, répète l'histoire, quelque tragique qu'elle fut. La Gauche, et nous, Socialistes d'abord avons le devoir de dire au gouvernement que la mémoire ne peut pas être sélective. Non seulement un gouvernement de gauche se doit d'entendre, et il le fait, l'aspiration de femmes et d'hommes à la dignité et savoir ce qu'il fait que cette dignité, dans un certain contexte, pour avoir été longtemps bafouée, peut conduire à la revendication d'indépendance, mais il doit aussi, parce qu'il est le gouvernement de la République, refuser le désordre, et il le fait, en faisant voter par la représentation nationale l'état d'urgence. Mais l'état d'urgence ne supporte pas de discrimination et la République française ne sera respectée que pour autant que l'état d'urgence, et l'état d'urgence pour tous, sera respecté, ce qui ne semble pas être le cas, à Nouméa.
L'état d'urgence, en outre, ne supporte pas l'extrémisme du verbe, de la plume et a fortiori de la bombe, d'où qu'ils viennent. Qu'une partie, qu'une faction qui

se dit française puisse agir en Nouvelle-Calédonie en toute impunité au risque de troubler l'ordre, est intolérable au regard de l'ordre républicain, même si cet ordre parait lointain, là-bas aujourd'hui, ici demain, si nous n'y prenons garde. L'histoire ne repasse pas les mêmes plats, elle peut reproduire les mêmes erreurs. Il y a eu 1956, cette date semble présente à toutes nos mémoires, il y a eu 1962, nous en tirons les conclusions. Entre les deux, il y a eu 1958 et 1961, ne l'oublions pas. Le respect des convenances, le souci de la respectabilité, voire des calculs électoraux, s'accommode mal de l'ordre quand il est synonyme et quand il doit être synonyme de la démocratie.
En tant que Socialistes, rappelons au gouvernement l'histoire, toute l'histoire, et que, parfois, la démocratie exige le désarmement de ceux qui sont armés, la dissolution de ceux qui sont rassemblés pour abattre les libertés.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Nattiez ; ensuite Christian Goux.

Jean Nattiez

Chers camarades, mon intervention portera sur le seul point de la réforme électorale. Elle sera axée sur trois thèmes.

- Pourquoi une réforme électorale ?
- Un système électoral est-il neutre politiquement ?
- Quel système électoral ?

La question ne devrait pas se poser. Dans notre Projet Socialiste, comme dans les 110 propositions cette question était programmée. En ce qui concerne les législatives, la réponse était également déterminée : le Parti retenait la représentation proportionnelle. Il faudra donc que l'on s'interroge sur la nécessité de débattre sur un point déjà tranché. Partisan, pour le moment, du scrutin uninominal à deux tours, je m'efforcerai dans un instant de justifier cette attitude au regard de notre position initiale.
L'on doit regretter que cette question soit posée aujourd'hui, à 400 jours de l'échéance. Dès que j'ai occupé ma fonction actuelle au sein du secrétariat, j'ai fourni un pré-rapport persuadé qu'à d'autres niveaux, en dehors du Parti, une réflexion était déjà menée. Aujourd'hui, les choses s'accélèrent et le sujet doit être tranché dans les deux mois. J'ai le sentiment que nous ne sommes pas prêts et je crains toute précipitation dans ce domaine.
Cette réflexion tardive ne nous conforte pas dans la bataille devant l'opinion à laquelle la Droite nous contraindra. Il est possible que nous n'ayons pas les moyens politiques d'aller fort loin et il me semble qu'au moment où quelques fruits de notre politique économique commencent à apparaître, nous prenons le risque de les occulter par une ouverture d'un nouveau front où les tacticiens procéduriers de la Droite pourraient marquer des points.
D'aucuns veulent une réforme électorale qui permettrait de sauver la mise que celle-ci soit individuelle ou collective. Il n'existe aucun système électoral démocratique cela s'entend, qui puisse sauver les acteurs d'une politique dès lors que cette politique n'entraîne pas l'adhésion populaire. La Gauche sera

Fondation Jean-Jaurès

sauvée si elle retrouve cette adhésion. Un mode de scrutin ne peut créer cette adhésion.
D'autres envisagent un mode de scrutin qui puisse permettre au chef de l'Etat de trouver après 1986 une majorité forcément autre que celle d'aujourd'hui. C'est oublier que les effets d'une réforme électorale ne sont pas mécaniques, c'est surtout travailler sur le court terme au risque de compromettre toute notre stratégie à long terme.
Nous ne pouvons pas en effet échapper à une réflexion à long terme dès lors que l'on aborde ce problème, de la réforme électorale.
La première question qui se pose est de savoir s'il est toujours possible en 1985 d'envisager une majorité politique aujourd'hui ou demain autour des partis héritiers du mouvement ouvrier, du réformisme révolutionnaire et inscrivant leur action dans le contexte de la lutte de classe.
Si par malheur on répondait non à cette question ou si par malheur l'attitude du Parti Communiste devait nous contraindre à apporter cette réponse négative, alors il ne resterait que deux perspectives d'avenir : le retour à ce que l'on a appelé la "troisième force" ou la constitution d'un vaste Parti Socialiste social-démocrate ou social libéral, le Parti Communiste s'étant marginalisé.
Nous y verrons plus clair dans quelques semaines après les cantonales qui permettront de juger de l'état de la discipline républicaine et après le Congrès du Parti Communiste.
Retenir la proportionnelle en 1981 dans nos engagements électoraux se justifiait puisque la "dynamique de gouverner ensemble" effaçait les risques entraînés par ce nouveau mode de scrutin.
Aujourd'hui, l'union de la Gauche se dégradant fortement, il me semble qu'il faut conserver le scrutin uninominal à deux tours comme mode principal. Je le dis, parce que je suis convaincu comme vous tous, qu'un système électoral n'est pas neutre sur les stratégies politiques et surtout parce que nous ne pouvons pas nous engager dans un bouleversement profond sans avoir, au préalable, répondu aux questions de stratégie à long terme que je soulevais à l'instant.
En effet, un système électoral n'est jamais neutre. Le scrutin majoritaire à un tour crée le bipartisme.
Le scrutin à la proportionnelle crée l'émergence de petites formations, conforte les partis du centre amenés à jouer un rôle charnière, multiplie les opportunités d'éclatement des grandes formations et la nôtre en particulier pourrait ne pas échapper à cela;
Le scrutin uninominal à deux tours pousse aux unions, aux rassemblements, aux fronts. C'est lui qui a permis par ses effets induits le rassemblement des Socialistes et celui de l'union de la Gauche. Ajoutons que les Français y sont habitués et que les électeurs de Gauche en particulier, ont souvent attendu un second tour pour se mobiliser.
On a beaucoup parlé de modes de scrutin mixtes. Je n'ai pas recensé de systèmes mixtes qui éliminent tous les inconvénients. J'ai la conviction que le plus souvent ils cumulent les divers inconvénients.
Alors, à partir de ce qui vient d'être dit, quelle réforme électorale ? D'abord il

n’est pas possible d’y échapper, trop de voix et non des moindres l’ont annoncée.
Elle doit donc répondre à des exigences.

- Simplicité.
- Justice.
- Non-remise en cause de notre stratégie de rassemblement des forces populaires dont la traduction politique a été peut être l’union de la Gauche. Il serait inacceptable de faire une réforme électorale qui changerait cette stratégie sans que le Parti en ait discuté.

A partir de cela je souhaite un système proche du système actuel.
Il m’est apparu qu’il est aujourd’hui (aujourd’hui parce que trop tard) difficile, voire impossible de mettre un terme aux injustices criantes du système actuel en supprimant des circonscriptions et en créant d’autres.
On peut limiter fortement ces excès en créant de nouvelles circonscriptions à partir du fait démographique et de ce fait seulement.
Dès lors que le Bureau exécutif a fait apparaître une approche dominante vers le système mixte, je propose la création de 44 circonscriptions nouvelles concernant 35 départements.
On pourrait ramener ce chiffre à 33 dès lors qu’on supprimerait 11 circonscriptions dans Paris... mais toucher à Paris a un effet en chaîne sur de nombreux départements et je ne le propose pas.
Si l’on accepte 600 députés, la liste à la proportionnelle comprendrait alors 65 sièges. C’est ce que je propose.
A ces deux dispositions, il faudrait ajouter le remodelage de 6 départements où l’amplitude du nombre d’inscrits par circonscription est supérieure au coefficient 2.
J’ajoute que si on limite à 600 le nombre de députés, le choix d’une liste de 100 ou 120 noms interdirait toute modification des circonscriptions actuelles sauf à se contenter d’un re-découpage de quelques suppressions et de quelques adjonctions.
Pouvons-nous prendre le risque d’une grande bataille perçue comme politicienne, avec des arguments faits du côté de nos adversaires pour finalement bien peu de choses ?
Voilà mes chers camarades, le nouveau système électoral ne nous sauvera pas, seul un projet politique inscrit dans une stratégie de rassemblement peut nous permettre de nouvelles victoires, même s’il fallait d’abord passer par une éventuelle défaite.
Attachons-nous à préparer ensemble et rapidement ce projet politique. Attachons-nous à définir cette stratégie de rassemblement. Attachons-nous à élaborer ensemble, dès maintenant, le programme pour 1986 qui s’inscrit dans ce projet et dans cette stratégie.
Mais ne rendons pas vaine cette perspective en allant trop loin, aujourd’hui, sur le plan de la réforme électorale.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Christian Goux, ensuite Daniel Chollet.

Christian Goux

Chers camarades, comme le Premier secrétaire nous l'indiquait ce matin, je voudrais vous faire part des mêmes réflexions sur la situation économique et naturellement sur la situation sociale tant il est vrai que les deux problèmes sont liés.

Nous avons enregistré ces dernières semaines des résultats positifs sur lesquels je voudrais revenir car les commentaires à mon avis que nous devons faire sur chacun d'entre eux doivent être différents ne serait-ce que parce que la situation évolue. Et il ne faudrait pas se trouver demain en contradiction ave ce que nous avons dit aujourd'hui.

Je voudrais développer mes arguments sur trois points et ensuite faire quelques propositions. La situation s'est améliorée incontestablement sur le plan de l'inflation, effort entrepris je vous le rappelle depuis juin 1982 où une décision courageuse a été prise de mener en France ce qu'on appelait en d'autres temps une politique dite des revenus qui est une politique à la fois des prix et des salires. Elle n'a été appliquée qu'aux prix et salaires et pas aux revenus non-salariaux. Elle a été appliquée avec persévérance, elle a donné des résultats mais ces résultats, il faut le savoir ont été douloureux pour le monde du travail. Ils ont été douloureux: quand une politique des revenus est menée, il faudrait que les deux plateaux de la balance soient bien équilibrés. Qu'à la fois les salaires et les profits subissent une réduction en valeur nominale. Cela n'a pas été le cas. Bien sûr on le sait, les salariés ont plus payé que les entreprises et ceci a été expliqué. Il y avait là peut-être même certainement une nécessité, puisque cela a été dit, le partage de la valeur ajouté entre les salaires et les profits s'était fortement dégradé de 73 à 81. Mais je reviendrai peut-être sur ce point en conclusions.

Le niveau du partage des salaires et des profits n'est pas quelque chose de tout à fait intangible, il faudrait d'ailleurs qu'en tant que Socialistes nous nous penchions sur ce problème. Cette politique dite des revenus a donc porté ses fruits mais elle a entraîné deux inconvénients sur lesquels je voudrais revenir maintenant car ils ont des aspects sociaux très importants. Tout d'abord pour qu'il y ait encore actuellement une croissance ou du moins une stabilisation du revenu disponible des ménages en volume ceci n'a pu être possible que par une diminution des impôts, C'est un premier point. Le deuxième point qui me paraît tout aussi important c'est que les efforts sur les prix ayant réussi les revenus du capital se sont retrouvés revalorisés : nous avons assisté depuis trois ou quatre ans à une croissance des revenus non-salariaux très importante par suite de l'effet des taux d'intérêts réels positifs.

Il y a eu finalement en quelques années une transformation relativement importante à l'intérieur des revenus des français et naturellement pas à l'avantage des salariés petits et moyens. Il faut le savoir, et il faudra par la suite en tirer des conclusions.

Le deuxième point concerne le commerce extérieur. Chers camarades, ce qui s'est passé en ce qui concerne l'inflation était, j'allais dire, vraiment

essentiellement dans notre main. Un effort continu, volontaire du gouvernement a amené le niveau des prix à 6,5%, je pense que l'année prochaine, il est tout à fait raisonnable d'espérer 5,5 ou 5%. En ce qui concerne le commerce extérieur nous avons fait des efforts, des efforts qui ont permis de développer les exportations. Mais pour qu'une balance s'améliore, il faut que l'autre terme de la balance lui aussi s'améliore et naturellement au niveau des importations cela ne dépend pas uniquement de nous. Cela dépend de la tenue du dollar, cela dépend de beaucoup d'autres choses. Et le problème du commerce extérieur est lié au problème de l'industrie.

Or, nous savons que beaucoup reste à faire pour moderniser notre appareil industriel et la structure du commerce extérieur, chers camarades, malgré les résultats appréciables ne s'est pas fondamentalement changée en un an et demi ou deux ans, il y aura donc dans une ligne d'amélioration des hauts et des bas. Pour le moment c'est un haut, réjouissons-nous, mais n'ayons pas dans ce domaine des diagnostiques trop hasardeux et ne croyons pas que l'année prochaine nous allons avoir des résultats qui s'inscriront dans la ligne de l'amélioration même si sur le plan de la structure les efforts que nous avons entrepris donnent des résultats. Donc moderato en ce qui concerne le commerce extérieur, ce n'est que l'autre phase de l'amélioration du problème industriel.

Troisième point, le problème concernant le budget. Le gouvernement a entrepris des efforts très importants en ce qui concerne le problème budgétaire. Il se prépare à tenir les objectifs de la loi de finances de 1985, et naturellement ce n'est pas une mince affaire.

Dans ce domaine, nous sommes devant une situation qui est difficile, car finalement je l'ai déjà dit en d'autres lieux, ce n'est pas tellement le problème de la dette qui est un problème pour notre pays comme pour tous les pays, c'est-à-dire le rapport de la dette à la richesse nationale, finalement la situation aujourd'hui dans tous les pays est plutôt meilleure que ce qu'elle était il y a vingt ou vingt cinq ans, au moment des zones tourmentées c'est par suite des taux d'intérêt positifs, la charge de la dette qui pèse dans tous les budgets, cette charge de la dette doit croître de façon considérable.

D'ailleurs, je fais une parenthèse : ce sont surtout, ici, les collectivités locales qui vont se trouver en grande difficulté.

Mais l'Etat aussi a des problèmes et, moi, je souhaite personnellement qu'en matière budgétaire on adopte pour les années à venir des objectifs peut-être plus ambitieux en matière de réduction ; j'y reviendrai dans les propositions que je vais faire.

Je ne veux pas terminer, néanmoins - après avoir fait cet inventaire des résultats économiques - sans regarder le problème du chômage.

Chers camarades, le problème du chômage, on le sait, est lié au traitement social que nous faisons - c'est une amélioration certaine et réelle - mais on sait très bien aussi qu'avec le problème du chômage, c'est le problème de la croissance qui est posé, et un autre problème sur lequel on n'insiste pas assez, c'est celui de la productivité.

Chers camarades, quand on modernise, on augmente la productivité, donc, d'un

Fondation Jean Jaurès

certain point de vue, on pose de façon encore plus aiguë le problème de l'emploi.
On a beaucoup parlé des résultats des Etats-Unis en matière de création d'emplois. Mais, mises à part les années 83-84, qui ont été des années exceptionnelles de croissance, les Etats-Unis ont créé beaucoup d'emplois parce que la croissance de la productivité est quasiment nulle depuis 1965.
Alors, évidemment, la situation en France est différente. La modernisation de l'appareil productif crée de fortes hausses de productivité, qui sont d'ailleurs, par ailleurs, bonnes pour les comptes d'exploitation, mais posent de façon aiguë le problème du chômage, et tant que nous n'aurons pas abordé le problème à la fois de l'utilisation de la force de travail et des moyens de production, nous ne pourrons pas aller au fond de ce problème fondamental.
Il n'y a pas de solution-miracle, mais il y a des solutions qui doivent être, par notre Parti, lucidement envisagées et lucidement abordées. Si, tout à l'heure, notre ami Nattiez disait que le problème de la réforme électorale pose des questions politiques d'une autre nature, je dirai que la façon dont nous allons aborder le problème de l'utilisation de la force de travail et des moyens de production, comme nous envisageons de le faire dans les années à venir, est tout à fait déterminante pour la réalité économique et, naturellement, pour la réalité sociale.
Voilà comment je vois la situation, et je voudrais, compte tenu de ce qui vient de se passer, faire plusieurs propositions.
Tout d'abord, chers camarades, il faut que nous allions dans la même direction. C'est une direction qui est difficile, qui coûte du sang et des larmes, mais à un an des élections il serait très dommageable qu'on donne l'impression de changer d'une façon ou d'une autre de direction. Certes, je ne dis pas qu'il ne faut pas s'adapter, et je vais y revenir - la situation conjoncturelle va peut-être permettre de donner quelques "plus" - mais surtout, surtout, dans des domaines où nous avons entamé des efforts de structures, qu'on ne change pas de politique.
Par contre, comme on voit bien que ce sont les nôtres qui souffrent et qui peinent - d'ailleurs, il en a toujours été ainsi dans l'histoire - il faut que la solidarité nationale soit renforcée.
Pour cela, chers camarades, après tous les pourcentages qui sont avancés mois par mois - pourcentage de ceci par rapport à cela, etc. - je voudrais vous en citer un auquel je tiens beaucoup : les prestations sociales de la France représentent aujourd'hui 25 et quelques % de la richesse nationale. Ceci a résulté d'une progression et d'une lutte qui remontent à bien longtemps... faisons-les remonter, disons, aux années du Front Populaire. Ce niveau a été atteint. Il faut maintenant qu'il soit respecté, c'est-à-dire que la contrainte, pour des Socialistes, que la richesse nationale donne lieu à un effort de solidarité du quart doit être absolument un impératif. Naturellement - je vois en face de moi le ministre du Budget - cela obligera à des efforts à faire dans d'autres directions, mais je crois qu'il faut que nous fixions cette barrière, parce qu'à mon avis c'est quelque chose de fondamental pour nous.
Le deuxième problème sur lequel je voudrais insister est le problème de

l'efficacité économique.
Chers camarades, au cours de la décennie 70, les gouvernements qui nous ont précédés ont fait, nous le savons, des efforts importants, qu'il faut savoir reconnaître et que nous devons bien avoir devant les yeux, qui se sont traduits par un investissement très fort dans ce qu'on appelle les grandes entreprises nationales.
Qu'est-ce que cela a été ?
Cela a été des efforts d'investissement pour le nucléaire, pour les télécommunications... Je schématise. Ces efforts doivent être maintenant faits par un nouveau relais.
Or, nous avons deux domaines où nous pouvons agir : les entreprises de l'ancien secteur public, pour lesquelles l'effort d'investissement doit être prolongé et soutenu, avec toutes les difficultés que cela pose - nous avons devant nous les chiffres de Renault - mais également et surtout le nouveau secteur public, celui que nous avons nationalisé. La justification, au fond, de la nationalisation, c'est que l'Etat a pris en charge ce secteur public et, donc, doit donner l'exemple en faisant pour ces entreprises nouvellement nationalisées un effort d'investissement.
Quand je regarde les chiffres qui ont été publiés dans le rapport du secteur public, je m'aperçois que le rapport d'investissement à la valeur ajoutée est encore trop faible et qu'il faut absolument le faire "monter en pression".
Le troisième problème - qui va peut-être poser quelques difficultés, j'y suis peut-être plus sensible que d'autres, je m'en suis déjà expliqué - c'est celui du déficit budgétaire.
C'est une question économique, mais c'est aussi une question politique. Il est maintenant à un certain niveau, de l'ordre de 130 à 140 milliards ; je ne connais pas encore le chiffre de 1984. Il serait bon qu'il se réduise.
En disant cela, je vois bien que réduire le déficit, c'est revoir le problème de l'équilibre des dépenses et des recettes - je vais y revenir - mais je crois qu'il serait bon qu'il se réduise car un déficit qui se cumule crée les problèmes que nous connaissons.
Moi, je propose comme réduction une loi très simple : le déficit, l'année prochaine, doit être inférieur au déficit de l'année précédente, d'une quantité que le gouvernement dosera en fonction du niveau des taux d'intérêt réels positifs ; si ces taux d'intérêt réels positifs sont très forts, il faudra le réduire plus fortement que si l'inflation venait reprendre ou si les taux d'intérêt réels baissaient au point que la charge de la dette n'augmente pas.
Donc, il faudrait, au niveau du déficit budgétaire, se fixer une règle qui serait comprise par l'opinion : faire un peu mieux que l'année précédente.
Naturellement, cela pose le problème des recettes et des dépenses en ce qui concerne le budget.
Chers camarades, moi, si je suis d'accord pour qu'on tienne les promesses que nous avons faites en matière de loi de finances, quand on a décidé qu'il y aurait 8% de prélèvement exceptionnel - je l'ai dit l'année dernière au ministre de l'Economie - j'ai été partisan qu'on supprime les prélèvements exceptionnels,

bien que ces prélèvements exceptionnels pèsent sur les gros revenus, parce qu'on ne peut pas dire que quelques chose est exceptionnel quand il n'est pas exceptionnel.
Alors, le problème qui se pose est celui-ci : dans quel domaine devons-nous faire l'effort ?
Je ne crois pas, personnellement, que la réduction d'impôts doive porter essentiellement sur l'impôt sur le revenu. Je crois qu'aujourd'hui il faut faire porter l'effort sur l'impôt qui est le plus injuste et qui est la taxe d'habitation. Je vais répéter cela comme un leitmotiv pendant les mois qui viennent. De mon point de vue, si on doit faire un effort dans le domaine fiscal en 1985, c'est dans le domaine de la taxe d'habitation qu'il faut le faire, car on sait que les petits revenus, ceux qui sont au SMIC ou juste au-dessus du SMIC ne payent plus d'impôts sur le revenu, grâce aux mesures que nous avons prises - c'est très bien - mais payent encore des taxes d'habitation hors de proportion avec leurs revenus... D'ailleurs, quand je dis qu'ils payent... ils ne payent pas ! Les impayés augmentent dans les communes de façon considérable ; quand on impose à quelqu'un un impôt qu'il ne peut pas payer... il ne le paye pas ! C'est comme les charges locatives dans les HLM, etc. A l'impossible, nul n'est tenu ! Donc, je crois que, de ce point de vue, le gouvernement est devant une situation qui est bien moins difficile qu'il ne le croit, car plutôt que d'avoir une masse d'impayés qu'il finance finalement, il n'a qu'à dire qu'il ne prélève pas la taxe d'habitation.
Voilà, mes chers camarades, ce que je voulais dire. Je pense que, sur le plan économique, nous n'aurons pas toujours d'aussi bons moments, mais il faut bien être convaincu que si nous ne faisons pas cette année, compte tenu de la dureté des temps, un effort de solidarité important, significatif et exceptionnel, nous risquons, pour des raisons alors purement sociales, de voir tout l'édifice que nous avons construit patiemment depuis trois ans connaître des difficultés.
(Applaudissements)

Le président - Daniel Chollet, ensuite Emmanuelli.

Daniel Chollet

Chers camarades, je voudrais parler de Renault.
Le vieil adage dit que "quand Billancourt est malade, toute la France a la fièvre", et, une fois de plus, cela est en train de se vérifier.
C'est normal. Renault est aujourd'hui la plus grande entreprise industrielle du pays, c'est un symbole pour le mouvement ouvrier, c'est aussi une pièce essentielle de notre économie et, à ce titre, l'actualité de Renault ne pouvait pas être absente de nos débats.
Est-ce utile de revenir sur les causes profondes des difficultés auxquelles est confrontée cette grande firme automobile ? Elles sont connues.

- Une gamme de modèles insuffisante.
- Une sous-capitalisation qui date des années qui précèdent la prise de pouvoir par la Gauche.

Fondation Jean Jaurès

- Une politique commerciale parfois incertaine.
- Une stratégie internationale souvent mal maîtrisée.

Ces difficultés, qui sont des difficultés structurelles, dans une période conjoncturelle où, il faut le savoir, le marché automobile s'est rétracté de 300 000 véhicules, passant de 2 000 000 à 1 700 000, amènent des conséquences inéluctables en matière de perte de parts de marché, en matière de productivité et en matière, bien sûr, de finances, puisque les pertes s'élèvent à plus de 9 milliards.

C'est pourquoi, mes chers camarades - et je rejoins là ce que disait Jean-Paul Bachy ce matin - la question du volume de sureffectif qui est toujours mise en avant sur Renault - toujours - doit être appréciée d'abord en fonction de l'ensemble de ces critères, et non comme le seul problème qui existe chez Renault.

Il faut ajouter que ces difficultés ne sont pas les nôtres, pour l'essentiel. Vous savez que dans l'automobile les cycles sont longs et que la situation d'aujourd'hui résulte de décisions prises pour la plupart dans les années 79-80 ; nous ne pouvons pas porter des responsabilités qui incombent, pour l'essentiel, à nos adversaires.

Cela, à l'inverse, doit nous faire comprendre que, malgré les atouts potentiels dont dispose Renault, la situation ne se relèvera pas immédiatement et que nous allons avoir une période de transition longue et difficile à vivre.

Peugeot, d'ailleurs, le sait bien, qui pour le moment amorce un redressement timide basé sur quelques modèles, donc fragile, mais qui a vu, dans le même temps, sa part de marché européen passer de 19% au moment de la fusion avec Talbot à 11,7% aujourd'hui. Ce redressement de Peugeot doit être dans notre mémoire au moment où d'aucuns, y compris dans le secret des cabinets, imaginent un possible redressement de Renault au travers d'une rétraction brutale et généralisée de ses activités, ainsi que l'a fait Fiat, mais aussi comme l'a fait British Leyland en Grande-Bretagne, et je rappellerai, en ce qui concerne cette dernière firme, qu'elle ne s'en est jamais relevée et qu'aujourd'hui le volume de véhicules que sort Leyland, en Grande-Bretagne, est inférieur au volume de véhicules que sort l'usine de Flins, ce qui veut dire très clairement que l'Angleterre a perdu là le fleuron de son automobile. Il est bien évident que nous ne voulons pas que Renault subisse le même sort.

Il est vrai que le chemin est périlleux et que le nouveau président de Renault a une lourde tâche devant lui. Nous ne devons certes pas multiplier les contraintes à son égard, mais nous ne devons pas non plus rester à l'écart des choix majeurs à faire pour le redressement de Renault. Il faut notamment répéter que rien ne sera possible sans une mobilisation de cette entreprise autour d'un plan industriel et commercial qui ne sacrifie pas l'avenir à court terme et qui sache faire de Renault un des grands groupes mondiaux de l'automobile à la fin de la décennie. Il faut d'ailleurs, à cet égard, s'interroger sur les possibilités d'améliorer notablement le marché de l'automobile en France, en apportant les solutions nécessaires à cet environnement; cela, bien sûr, pour Renault comme pour d'autres, passe par une approche équilibrée du problème des sureffectifs.

Collection Jean Jaurès

Ainsi que je l'ai dit, ainsi que le disait Jean-Paul Bachy également très bien ce matin, la détermination à redresser l'automobile française ne passe pas d'abord par des attitudes de matamore où le meilleur gestionnaire se mesure à la brutalité et à l'ampleur de son coup de bistouri dans l'emploi. C'est un problème où il s'agit d'hommes et de femmes et cela mérite que l'on y accorde tout l'intérêt nécessaire. Au passage, il faut noter que, là comme ailleurs, on a tendu à régler un problème de compétitivité en ne discutant avec les syndicats que de la seule ampleur des suppressions d'emplois et de leurs modalités.

Il faut en cesser avec cette approche brutale. Nous devons redire avec force, comme cela a été dit à la Convention, que toute négociation sur l'emploi dans une entreprise doit impérativement être précédée d'une discussion sur le plan industriel et sur les choix stratégiques, car comment aborder ce grave problème de licenciements avec les travailleurs sans recueillir leur accord, ou au moins leur avis sur les cheminements proposés au redressement de leurs entreprises ?

Enfin, vous me permettrez une dernière remarque à propos de Renault. Les difficultés de cette firme ne datent pas de la semaine dernière. Depuis longtemps, les militants de l'entreprise, les militants Socialistes de l'entreprise avaient attiré l'attention du Parti sur cette question et notre Parti avait fait un certain nombre de démarches en la matière, en montrant l'urgence d'une intervention en ce domaine. Il est regrettable qu'il n'ait pas été suffisamment entendu, car les mois perdus se rattrapent difficilement.

Ceci étant, les choses ont avancé, mais il faut rappeler qu'il y a des cas certes moins graves, mais quand même qui posent aujourd'hui problème, notamment dans telle entreprise nationale ou tel groupe industriel, et nous pourrions avoir des difficultés dans l'avenir si, une fois de plus, le Parti n'était pas écouté alors que ses militants l'interrogent aujourd'hui et tirent la sonnette d'alarme.

Plus fondamentalement, tout cela doit nous amener à considérer avec attention ce qui est souligné une fois de plus par cette actualité récente, c'est la difficulté pour les entreprises françaises d'être pleinement compétitives dans la concurrence internationale. Trop souvent, encore parfois même dans nos rangs, il n'est question que de l'ampleur des charges qui pèseraient trop lourd sur les entreprises. C'est une approche incomplète partielle et qui montre le chemin qui reste à parcourir pour notre propre réflexion et pour nos propositions. En ce sens, la Convention d'Evry, si elle a commencé à entamer cette problématique, a été loin d'exploiter l'ensemble des débats nécessaires à son aboutissement, et cette situation nous pose problème, car nous restons de ce fait soumis à une approche trop exclusivement patronale, telle qu'elle a pu se formaliser dans la négociation sur la flexibilité.

Faute d'approche spécifique, nous avons été contraints à rester spectateurs dans ce grand débat qui a débouché sur les conclusions que nous connaissons : non-signature et crise interne du mouvement syndicale. Cela mérite que l'on s'arrête un moment et que l'on fasse un certain nombre de commentaires.

Tout d'abord, la négociation sur la flexibilité avait moins pour objet l'emploi que l'amélioration de la flexibilité de la gestion des entreprises. Or, laisser croire ou accepter de croire que le résultat de la négociation allait être une amélioration

Fondation Jaurès

à court terme de l'emploi s'est révélé une erreur profonde au vu des mesures proposées par le relevé de conclusions, car ce document a surtout traduit, pour une large part, le contenu de propositions patronales, je dirai même de revendications patronales imposées par le rapport de force existant aujourd'hui et qui est largement en faveur du CNPF.
Faut-il le rappeler, cette négociation était, pour la première fois depuis longtemps, la tentative de concrétiser un recul de la condition des travailleurs, sans aucune contrepartie réelle et le désaccord des militants syndicaux se comprend mieux à la lumière de cette analyse. Ils ne pouvaient pas accepter de construire le progrès économique sur une régression sociale imposée par un CNPF qui n'a certes pas oublié la lutte de classes. Cela n'était pas et n'est pas acceptable, et cela amène à juger sévèrement cette attitude du patronat.
Elle nous contraint aussi à examiner notre position. Nous ne devons pas rester neutres, car comment les Socialistes pourraient-ils être neutres et arbitres dans une confrontation ou les travailleurs, leur électorat, jouent une large partie de leur avenir ? Et l'attitude du Parti Socialiste à cet égard doit être claire et ne prêter le flanc à aucun doute.
Il est nécessaire de trouver aujourd'hui un compromis social équilibré, c'est vrai, un compromis social qui permette aux entreprises de retrouver la compétitivité qui leur est nécessaire, à elles et à l'ensemble de l'économie française, mais l'existence même d'un rapport de force en faveur du CNPF nécessite que le pouvoir politique sache peser pour obtenir une éventuelle nouvelle négociation, puisse trouver une conclusion qui soit meilleure que celle que nous avons connue. Nous ne pouvons, dans les circonstances actuelles, rester circonspects et nous soustraire à nos obligations, ce qui ne veut pas dire que nous devons prendre des décisions seulement en tant que gouvernement, sans qu'il y ait eu négociation entre les partenaires sociaux.
J'ajouterai quelques points qui méritent peut-être aujourd'hui d'être posés.
Tout d'abord, en ce qui concerne l'attitude du patronat - j'y ai fait allusion - tout au long de cette négociation, elle a été empreinte non de la recherche d'un compromis acceptable, mais d'abord de la volonté de faire plier les travailleurs sur certaines mesures et de procéder à l'élimination de garanties apportées par l'action de la Gauche depuis 1981 Cette volonté de revanche négative est révélatrice de l'attitude d'une majorité au CNPF, elle doit être jugée sévèrement et ne peut recueillir l'approbation du gouvernement. Cependant, il est nécessaire de s'interroger sur les possibilités d'interroger l'émergence de positions réalistes prenant en compte tous les aspects des problèmes de recherche de la compétitivité. Les entreprises publiques ont un rôle à jouer qui est un rôle important, notamment parce que c'est leur intérêt fondamental en tant que grands groupes soumis à la concurrence internationale.
Un second point touche à ce qui s'est passé dans les syndicats. Nous devons être pleinement conscients de la portée de ce qui se passe dans le syndicalisme français. Les péripéties de la négociation sur la flexibilité ont montré la profondeur de la crise qu'il subit, crise, comme vous le savez, qui n'est pas limitée au syndicalisme français, mais qui trouve peut-être dans notre pays une

résonance spécifique, notamment depuis 1981. Nous en portons une part de responsabilité et nous ne devons pas la sous-estimer. Mais il faut bien se rendre compte que nous sommes dans une période où le syndicalisme a atteint un seuil historique dans son existence. Secoué par la crise, confronté à l'absence de perspectives telles qu'il le souhaitait, connaissant des problèmes qui touchent à sa finalité même, telle qu'elle a été forgée dans son histoire, le syndicalisme est aujourd'hui dans une situation préoccupante. C'est grave, car c'est là le cœur du mouvement ouvrier de notre pays qui est atteint, et cette désaffection porte en germe, si elle n'est pas surmontée, des difficultés importantes pour notre action, notre projet, nos perspectives d'avenir.
Notre Parti aurait tort de ne pas suivre avec toute l'attention nécessaire cette question si essentielle que nous devrons examiner avec la volonté de contribuer au redressement du syndicalisme.
Je voudrais terminer sur la nécessité de retrouver un environnement économique plus favorable. Cela est toujours vrai et plusieurs orateurs aujourd'hui y ont fait allusion. Il est nécessaire de retrouver le chemin de la croissance de notre pays. Nous en revenons à l'indispensable priorité à donner à l'élargissement des marges de manœuvre en la matière. Certes, tout ne peut être fait mais pourrons-nous résoudre la difficile et vitale question de la modernisation sans nous donner les moyens de l'opérer ? Nous ne le pensons pas.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Henri Emmanuelli. Ensuite Bernard Roman.

Henri Emmanuelli

Chers camarades, je veux intervenir sur trois points, rapidement.
La Nouvelle-Calédonie, d'abord. C'est un sujet qui est bien connu. J'ai été très heureux d'entendre notre Premier secrétaire dire ce qu'il a dit en fin de matinée. C'est vrai que notre Parti n'a pas de problème de principe sur ce sujet difficile et c'est vrai que la difficulté, c'est de trouver le mode opératoire qui permette de concilier une situation locale complexe avec notre pratique institutionnelle. Je n'en dis pas plus, nous connaissons le sujet.
Je suis d'accord avec ce qu'a dit Françoise Gaspard sur les dangers, sauf que moi je ne dirai pas d'une plume acide, je dirai tout simplement que Monsieur Dominique Jamet en écrivant ce qu'il a écrit est un être pitoyable. Je ne dis pas méprisable, parce que Albert Camus avait dit que le fascisme commençait par le mépris. Alors, je ne méprise personne, mais je n'en pense pas moins. Camus permet de dire certaines choses tout en ne les disant pas.
Ce sur quoi je voudrais attirer votre attention, c'est sur la nécessité d'une riposte très ferme de notre part, par rapport à notre position, et sur le plan du combat politique interne.
Je sais que la situation en Nouvelle-Calédonie et celle qui a pu être celle des anciens départements d'Outremer n'est pas la même. Nous savons tous à quoi nous pensons. C'est vrai que ce n'est pas la même situation, mais ce que je constate, en revanche, c'est qu'ils essaient de réinventer un nouveau forum, et je

Fondation Jean Jaurès

pense que les Socialistes ont le devoir de le dire très clairement. On nous a déjà fait le coup. On a déjà dit : "je vous ai compris". On a déjà monté dans un territoire d'Outremer des antennes pour déstabiliser un régime et je pense que les Socialistes peuvent partir en campagne très ferme, très vigoureuse, pour dire que nous ne laisserons pas abattre la 5ème République avec les mêmes méthodes et par les mêmes hommes qui ont été utilisés pour abattre la 4ème sur un sujet qui n'était peut-être pas identique, mais qui suscite les mêmes réflexes, et si les Socialistes ne le disent pas, qui donc va le dire ?

Je crois que, sur ce sujet-là, il ne faut pas avoir d'état d'âme, il ne faut pas accepter que d'anciens Premiers Ministres qui n'ont rien fait pendant toutes les années où ils étaient au pouvoir en Nouvelle-Calédonie - on sait la situation que nous avons trouvée - s'aperçoivent aujourd'hui que la Nouvelle-Calédonie a un intérêt stratégique, militaire, minier, etc. S'ils en avaient été convaincus, ils auraient peut-être fait quelque chose avant.

J'insiste, et je conclus là-dessus : nous ne pouvons pas laisser réutiliser les mêmes méthodes.

Le deuxième point concerne la réforme électorale.

Je ne suis pas un spécialiste de droit. J'ai entendu Nattiez avec beaucoup d'intérêt nous faire la description des avantages et des mérites du système. C'était un point de vue très politique, exclusivement politique presque au sens du droit constitutionnel et institutionnel, mais je me demande si les Socialistes n'abordent pas ce problème avec un peu trop d'étroitesse. Je crois que le problème est bien plus vaste que cela. La bipolarisation est sans doute induite par le scrutin uninominal à deux tours, mais aussi par le scrutin présidentiel qui oblige à une bipolarisation totale, selon un rythme, mais l'ensemble des forces politiques sont obligées de se positionner pour ou contre. C'est une rigidité, mais je crois que l'élection du Président de la République au suffrage universel étant désormais acquise pour tous, il n'est pas question d'y revenir. Je considère donc que c'est un fait, mais je constate sur un autre plan qui est celui de la gestion des affaires publiques que nous sommes en revanche contraints tous les jours au compromis. Nous sommes contraints au compromis sur le plan social, nous sommes contraints au compromis sur le plan économique, dans la gestion des affaires publiques d'un pays comme le notre, la règle ne peut être que le compromis, et lorsque nous avons voulu l'oublier, les faits nous ont rappelé cette réalité, tout comme d'ailleurs ils l'ont rappelée aux régimes précédents qui, eux aussi, jour après jour, ont dû pratiquer le compromis.

Alors, qu'est-ce qui se passe ? Je discerne une distorsion énorme entre la bipolarisation que crée le régime présidentiel et le mode de scrutin d'élection du Président de la République, et la pratique politique économique et sociale de ce pays, et cette distorsion, à mon avis, est la source de certains débats archaïques, parfois nébuleux, mais elle crée ce décalage que certains dénoncent, que nous découvrons avec plus ou moins d'acuité, les uns et les autres, entre le discours politique et la réalité, et c'est peut-être une des raisons profondes pour lesquelles les Français décrochent avec autant d'amplitude du discours politique.

Je crois qu'il faut instiller de la proportionnelle, parce que instiller, entre

Fondation Jean Jaurès

guillemets, de la proportionnelle, c'est peut-être le moyen de mettre fin à cette distorsion ou en tout cas de la réduire. Je pense profondément que si nous arrivons à réduire cette distorsion, nous réduirons du même coup le fossé qui pourrait se creuser entre les Français et la politique, ou tout simplement disons entre la politique et la réalité. C'est la raison, voyez qu'elle n'est pas institutionnelle ni juridique, je crois qu'elle est beaucoup plus large, qui fait que, moi, je pense qu'il faut de la proportionnelle.
Dernier point : l'économie.
Christian, nous n'allons pas entamer un long débat, nous en avons tout le temps, c'est presque notre période préférée. Je voudrais dire deux ou trois choses. Nous avons obtenu des résultats, nous les obtenons, je pense qu'il ne faut pas crier trop fort non plus, ces résultats sont le produit d'une politique, c'est vrai, Christian Goux l'a rappelé engagée depuis juin 1982, une politique courageuse, encore fragile ; ces résultats ne permettent pas, en tout cas, mon cher Planchou, de dire aujourd'hui qu'il existe des marges de manœuvre plus importantes que ce que percevraient les services de la rue de Rivoli.
Je crois que les marges de manœuvre, il faut encore une loupe pour les discerner, mais elles commencent à apparaître, c'est vrai. Il faut continuer, c'est évident.
Rien ne serait pire que d'intimer brutalement à un homme qui vient de mettre les pieds par terre et qui recommence à marcher normalement l'ordre de descendre dans la cour et de courir un marathon !
Ce serait une faute. Nous sacrifierions tous les sacrifices auxquels il a été fait allusion tout à l'heure, et cela ne nous serait pas pardonné.
Quelle que soit la conjoncture politique du moment, nous sommes gestionnaires du moment présent, nous sommes aussi gestionnaires du pays, et en quelque sorte comptables de l'avenir.
Je n'en dirai pas plus, mais je crois que nous devons être prudents. Mais le signe - et je ne l'ai pas senti dans la tonalité de toutes les interventions - pour moi, le signe aujourd'hui, c'est quand même l'espoir. Je peux vous dire que depuis deux ans que je fréquente ce Palais du Louvre, c'est depuis quelques semaines la première fois que les matinées nous apportent de bonnes nouvelles. J'étais tellement habitué à l'inverse que c'est vraiment l'euphorie ! C'est vraiment le petit oiseau qui chante sur la fenêtre, pour le gars qui se réveille d'une opération au cours de laquelle il a perdu les deux jambes et qui retrouve le sourire !

Le président - Ce n'est pas une bonne comparaison ! Pour le sourire, oui, mais pas pour les jambes.

Henri Emmanuelli - Claude, je ne parlais que des jambes du Secrétaire d'Etat au Budget, je ne parlais pas des jambes du Parti Socialiste ni de celles du gouvernement.
Alors est-ce qu'il faut en tirer des conclusions ?
Je crois, Christian, qu'il faut faire preuve de vertu. Je ne peux pas, tu le comprendras, engager le débat sur des pourcentages et des chiffres, mais je dirai

Fondation Jean Jaurès

simplement que je ne pense pas qu'il faille pousser la vertu jusqu'au vice.
Le déficit budgétaire est important, mais je rappelle aux camarades que nous sommes le pays dont la dette intérieure est la plus faible après celle de l'Allemagne. Nous avons 22% du PIB alors que l'Allemagne est a 20, ce n'est pas beaucoup mieux, et tous les autres pays de l'OCDE sont très largement au dessus avec des 40, des 45%.
Alors c'est vrai que cela pèse, mais peut-être qu'avant de devenir totalement vertueux sur le sujet il faudrait que l'effort qu'on s'applique tant à poursuivre produise davantage ses effets.
J'irai tout de suite à ce qui est pour moi l'essentiel pour conclure : la modernisation. Christian Goux a parlé de la productivité; je suis de son avis. En revanche, sur le plan du chômage, nous ne sommes pas au bout du mauvais chemin parce que la modernisation, comme il l'a dit, c'est la productivité, et nous le voyons tous dans nos départements, dans nos communes, toute usine qui investit supprime des emplois. Cette accélération du progrès technologique n'est pas près de finir, et nous n'avons pas le choix à la limite. Quand on est à l'eau, il faut nager ou on coule ! Moi je ne sais pas faire la planche. Il y en a peut-être qui arrivent à la faire longtemps, moi je n'ai jamais pu. En tous cas en matière économique, on nage ou on coule, on ne fait pas la planche longtemps.
Cela m'amène à dire ceci qui me paraît être l'essentiel du problème - ce n'est d'ailleurs plus notre débat - ce n'est pas de moderniser ou de ne pas moderniser, nous n'avons pas le choix; le problème, c'est comment, en termes sociaux.
Je crois que c'est là que le Parti Socialiste doit se lancer de toutes ses forces. La modernisation, tout le monde la veut aujourd'hui dans ce pays, personne n'en conteste la nécessité. Mais ce sur quoi doit porter le débat, c'est pour qui et comment. Nous savons comment l'a fait la Droite, nous voyons comment elle le fait dans certains pays voisins, et nous devons proposer des solutions qui fassent que cette valeur ajoutée due à la productivité que nous avons gagnée soit partagée, et qu'elle ne laisse personne sur le bord de la route, en tous cas le moins de monde possible.
La différence entre la Gauche et la Droite, ce sera cela, et c'est à mon avis là dessus que doit porter le débat sur les législatives. Je crois que c'est sur ce terrain là que nous devons nous mettre au travail, dans un domaine que nous aimons beaucoup qui est celui de la réflexion.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Bernard Roman, ensuite à Yves Durand.

Bernard Roman

Camarades, cela devient une chose banale au fil de nos Comités directeurs de se féliciter des résultats de la politique économique que nous menons.
Jean Poperen parlait en juin 1984 des premiers fruits de la rigueur, et six mois plus tard un certain nombre d'entre nous ont constaté une amélioration notable, sensible, d'un certain nombre d'indicateurs.

Je ne reviens pas sur l'inflation, sur les chiffres du commerce extérieur.
On a parlé aussi de la stabilisation d'un certain nombre d'autres indicateurs, et on a souligné le problème toujours crucial du chômage, les chiffres du chômage.
Dans ce cadre, le Président de la République l'a réaffirmé récemment avec force, la politique de rigueur doit être poursuivie avec l'objectif dont il nous faut rappeler ici clairement la finalité : aller vers la croissance par la modernisation pour l'emploi.
Mais Henri Emmanuelli vient de le rappeler, la marge de manœuvre est particulièrement étroite. Nous savons bien que toute relance importante, ne serait-ce que sectorielle, nous est interdite aujourd'hui si nous voulons maintenir les grands équilibres et poursuivre leur rétablissement.
Nous ne pouvons non plus fermer les yeux sur les conséquences à court terme de la modernisation de l'appareil industriel, qui conduisent inéluctablement à une amélioration de la productivité, et donc à une perte d'emplois.
La croissance en 1984 à hauteur de 1,8% - nous avons toujours trop tendance à négliger l'importance de cette croissance - traduit manifestement beaucoup plus un accroissement de la productivité qu'une création d'emplois, même dans les secteurs performants.
Il faut donc poursuivre cet effort de modernisation que nous imposent les mutations, mais il faut dégager des moyens d'en limiter les conséquences au niveau de l'emploi et donc de la solidarité.
En juin dernier, je faisais allusion aux fruits de la rigueur évoqués par Jean Poperen. En juin dernier nous évoquions ici, dans cette même salle, les élections européennes, et nous débattions de la baisse de 1% des prélèvements obligatoires annoncée par le Président de la République pour 1985. Unanimement nous avions souhaité que la marge de manœuvre dégagée autorise des allégements d'impôts dont une partie importante devait servir de levier en faveur de l'emploi. Nombreux avaient été ceux qui, au cours du débat, avaient souligné la nécessité d'exiger des contreparties du patronat en termes d'emplois aux allégements fiscaux prévus. Nombreux aussi avaient été ceux qui avaient insisté sur la nécessité de développer, au travers de cette baisse des prélèvements obligatoires, notre politique de solidarité et de lutte contre les inégalités.
Cette baisse finalement s'est traduite essentiellement par une baisse de la TP en 1985, et surtout, ce que l'on en retient, c'est une baisse de l'impôt sur le revenu de 5% qui correspondait à l'époque à un objectif tactique avoué : re-dynamiser ce que nous appelions les cadres, les décideurs de ce pays. Mais j'insiste sur l'aspect tactique que nous avions reconnu à cette mesure à l'époque.
Aujourd'hui l'étude d'une nouvelle baisse de l'impôt sur le revenu pour 1986 a récemment été annoncée par le Premier Ministre, et pour ma part je souhaiterais que notre Comité directeur se saisisse de ce problème, car ce choix ne me semble pas correspondre, au moins sous trois aspects, à la ligne de fond de notre politique.
Premier aspect, toutes les réflexions que nous avons menées avant 1981 sur la fiscalité nous ont toujours conduits à considérer l'impôt sur le revenu - revenu du capital, revenu du travail, en prenant garde de ne pas considérer le revenu du

travail comme uniquement les revenus salariaux - comme l'instrument fiscal prioritaire de la lutte contre les inégalités. A cet égard, nul ne doutait que l'abattement uniforme des 5% décidé pour 1985 ne constituait qu'une parenthèse, car chacun d'entre nous savait que cette réduction uniforme de 5% profitait par définition plus aux hauts revenus qu'aux plus défavorisés.
Je pense qu'au moment où la tentation existe de reconduire, de poursuivre cette baisse de l'IRPP en 1986, ces principes qui sont les nôtres, ceux des Socialistes, ne doivent pas être oubliés.
Deuxième aspect politique de ce choix, intimement lié au premier d'ailleurs - et il a été évoqué par Christian Goux tout à l'heure - toute baisse des prélèvements obligatoires qui se traduit par une action sur l'IRPP laisse par définition de côté le tiers des foyers fiscaux français, 7 millions sur 22 millions de foyers.
Or comment pourrions-nous ignorer que ces 7 millions de foyers, gonflés par un certain nombre de mesures prises par la Gauche dès 1981, notamment en direction des personnes âgées et des smicards, comment pourrait-on ignorer que ces 7 millions constituent en grande majorité notre soutien électoral ? Comment expliquer par exemple aux smicards et à ceux qui disposent de revenus inférieurs au plancher des tranches de l'impôt sur le revenu qui voient passer le train de la baisse des prélèvements obligatoires, que dans nos communes la taxe d'habitation et les taxes diverses ne subissent pas, elles, de baisse des prélèvements ?
Mes camarades, je crois que nous ne devons pas négliger que depuis les dernières élections de 1983, les élections municipales, 4 des 12 plus grandes villes de France seulement sont restées à la Gauche, et l'un de nos camarades absent aujourd'hui a écrit une formule que je trouve particulièrement juste sur notre implantation au niveau du pays, en parlant des beffrois qui étaient les bastions du Socialisme.
Je pense que la difficulté que nous avons à expliquer dans nos villes le maintien à un niveau élevé des impôts locaux alors que ceux qui ont le plus de difficultés à répondre à cette exigence ne profitent pas de la baisse des prélèvements obligatoires sur l'impôt sur le revenu, porte en germe un certain nombre de risques politiques.
Le troisième aspect enfin, plus général, relatif à la poursuite de la baisse des prélèvements obligatoires en 1986 est la conception même de la place de l'intervention de l'Etat dans une gestion de Gauche de notre pays. A cet égard toute politique qui nous amènerait à vouloir banaliser en la renouvelant en 1986 la baisse des prélèvements obligatoires me parait contestable par son essence même. Elle nous amènerait à réduire encore cette marge de manœuvre dont on disait tout à l'heure qu'elle était particulièrement étroite. Elle nous interdirait à terme toute politique volontariste, en termes de soutien au développement, en termes de lutte pour l'emploi, ou encore tout simplement en termes de politique active de solidarité.
Je termine par cette politique de solidarité.
François Mitterrand a rappelé la semaine dernière, lors de son intervention télévisée, son attachement au règlement du problème des chômeurs en fin de

Fondation Jean Jaurès

droit. Notre Parti s'était déjà mobilisé sur ce problème. A la demande du Premier secrétaire, un groupe de travail que présidait Dominique Strauss-Kahn avait réalisé un rapport qui concluait à la nécessité minimale pour assurer l'allocation de solidarité aux 400 à 500 000 chômeurs en fin de droit de dégager 4 à 5 milliards de francs au budget de la nation.
Si dans le cadre de la préparation du budget de 1986 un choix politique se situait à ce niveau, il me semble que notre position devrait aller vers cette action de solidarité en direction des chômeurs en fin de droit plutôt que vers cette banalisation de la baisse des prélèvements.
En tout état de cause, de la même manière que ce problème des prélèvements obligatoires a été au centre de nos débats il y a six mois pour le budget 1985, il me semble aujourd'hui nécessaire que nous nous en saisissions pour 1986.
Le budget de 1986, est-il utile de le rappeler, est celui de l'année décisive. Ce budget ne sera tout naturellement pas un programme. Encore faut-il qu'il soit un budget qui permette la projection d'un projet.
Dans ce cadre, ce problème me parait décisif et je souhaiterais qu'à l'occasion du Comité directeur le Parti puisse s'en saisir pour faire au gouvernement des propositions qui aillent dans ce sens.
(Applaudissements)

Le président - Yves Durand, ensuite Geneviève Domenach-Chich.

Yves Durand

Mes Chers camarades, ce qui apparaît frappant dans ce début d'année c'est que les résultats économiques qui, malgré les difficultés que nous rencontrons, les chiffres du chômage mis à part, sont à l'évidence bon, mais ne débouchent pas pour autant sur des résultats dans l'opinion. Et même si, comme le disait le Premier secrétaire ce matin, et comme on a pu le dire dans la presse, on peut sentir un certain frémissement, un petit peu d'ailleurs rabaissé par les quelques paroles, non pas de Jean Poperen, mais résultant des sondages qu'il a tout à l'heure mis en avant, il apparaît bien qu'il y a un hiatus entre les résultats de l'effort que nous avons fait consentir aux Français et les résultats électoraux qui s'égrènent, dimanche après dimanche, dans les élections partielles. Et même si la Droite ne progresse pas en voix, il apparaît bien que ce sont ces résultats qui réussissent bien à empêcher les leaders de la Droite d'utiliser l'argument de la mauvaise gestion, mais qu'ils réussissent à faire que, après la nouvelle gestion, après la Nouvelle-Calédonie, la Droite n'est plus tentée que de nous accuser de la vague de froid, pour autant l'électorat de gauche qui est le nôtre ne se mobilise pas autour de ces bons résultats économiques.
Et je crois que c'est le problème essentiel, à quelques semaines des élections cantonales, à quelques mois des élections législatives, qui interpellent le Parti. Comment transformer ces bons résultats économiques en résultats électoraux ? Et si les résultats, les bons résultats économiques sont, disons, nécessaires, il apparaît bien qu'ils ne sont pas suffisants.
Qu'attend donc notre électorat de plus que les 7% d'inflation, que le bon résultat

du commerce extérieur, que les bons résultats de la balance des comptes ?
Et je crois que ce qu'a dit Christiane Mora ce matin en donnant les résultats des sondages, nous éclaire sur ce problème à mon avis de fond : c'est que nous avons été élus d'abord d'une manière négative, c'est-à-dire qu'effectivement les Français ont, à n'en pas douter, voté plus contre que pour, mais que d'un autre côté, malgré cela, et ce n'est qu'une apparente contradiction, ils ont quand même porté, par leurs votes, un espoir de projet de société. Et Christiane Mora le redisait à mon avis justement ce matin, en faisant allusion aux résultats des sondages qu'elle avait faits dans le Parti et dans l'électorat Socialiste.
Et, très curieusement d'ailleurs, c'est aujourd'hui la Droite qui, n'ayant plus d'arguments autres que les arguments économiques, nous amène à poser le problème de fond, c'est-à-dire le problème sur le terrain idéologique.
C'est d'abord l'offensive du pseudo-libéralisme. Faudrait-il que nous ayons le courage d'ailleurs de démontrer ce qu'il est, d'expliquer ce qu'il est, et de bien expliquer à tous que derrière le terme de liberté se cache bien souvent celui des privilèges.
Mais, au-delà du terme de libéralisme, il y a, et je crois que nous n'en sommes pas suffisamment conscients et que notre électorat n'en est pas suffisamment conscient, il y a la remise en cause de tous les acquis, pratiquement, du 19ème siècle, non seulement les acquis ouvriers, mais je crois également les acquis républicains.
J'ai été personnellement frappé de voir pas plus tard qu'hier, à l'émission d'Apostrophes remettre en cause, d'une manière franche, tout simplement la loi de 1901 sur les associations, par quelqu'un qui se dit auteur et qui a été d'ailleurs un productif de la télévision française et dont j'ai oublié le nom...

Le président - Bériot !

Yves Durand - Exactement ! Merci, Claude.
Et comme par hasard il a d'ailleurs donné une liste d'associations qui sont "condamnables", et il y avait la Ligue de l'Enseignement et les Comités Léo-Lagrange.
C'est bien là la remise en cause d'un droit profond, non pas parce qu'il y avait ces exemples, mais parce qu'il y a le fond même de tout ce qui a été les acquis des luttes du 19ème et du 20ème siècle.
Alors, c'est bien la Droite qui nous amène à poser ce problème de fond du projet qu'elle veut et du projet que nous avons à défendre.
Ce débat sur le terrain idéologique, sur le terrain du fond, je dirai tout simplement sur le terrain politique brisant un petit peu nos ronronnements habituels de Comité directeur, peut-il être un piège pour nous ? Personnellement, je ne le pense pas, et je ne reviendrai pas sur les résultats des sondages cités par Christiane Mora tout à l'heure. Personnellement je crois que nous entrons dans deux années, 1985 et 1986, nous ne ferons pas l'économie de ce débat de fond. Nous ne ferons pas l'économie pour des raisons de calendrier, et je dirai d'abord par rapport à nous-mêmes. Nous allons rentrer, après les

Fondation Jean Jaurès

élections cantonales, dans une période proche du Congrès, et je crois que malgré la proximité des élections législatives ce Congrès, qui si j'ai bien compris, sera aux environs de l'automne, se passera dans un contexte politique particulier, d'abord parce que, je le répète, la Droite nous interpellera sur le fond, mais d'un autre côté le Parti Communiste également nous interpellera sur le fond.
Il a été question ce matin et cet après-midi, d'une manière plus ou moins allusive, du Congrès du Parti Communiste. Je crois qu'il y a là un fait majeur de la vie politique française. Au fond, à l'intérieur du Parti Communiste, et nous le verrons bien, se pose le réel problème de fond de la marche au Socialisme dans les quinze années qui nous séparent de l'an 2000, et il est vrai qu'au-delà des problèmes de direction, je crois très profondément que le Parti Communiste connaît, lui, le débat de fond qui rappelle à bien des égards le débat que certains ont connu dans les années et particulièrement dans l'année 1920.
Alors, quelles que soient par ailleurs les résultats du Congrès du Parti Communiste, que nous pouvons entrevoir, je pense que ce qui a été fait, ce qui sera dit lors du Congrès du Parti Communiste, et peut-être même ce qui sera non-dit, posera au Parti Socialiste le problème de savoir ce qu'est le mouvement Socialiste face au pouvoir dans un pays industrialisé, hautement industrialisé, face à des problèmes comme celui de la modernisation, justement.
Et puis je voudrais faire remarquer que si certains pourraient croire que le débat est ficelé à l'intérieur du Parti Communiste, je viens personnellement d'une fédération, celle du nord, et on ne me contredira pas si je dis qu'à l'intérieur du Parti Communiste se posent un certain nombre de problèmes, problèmes qui seront probablement à résoudre également par nous.
Alors, reprendre la défense de notre projet de société en le rattachant aux traditions républicaines mises aujourd'hui en cause - et après tout ce sont bien les valeurs dont parlait, si je ne m'abuse, le Président de la République l'autre jour dans son intervention - c'est l'un des points essentiels de notre tâche politique en 1985 et 1986.
Réaffirmer ces valeurs-là, ce n'est pas craindre d'avoir un double langage. Je vois bien l'objection qu'on pourrait faire : d'un certain côté il y aurait le discours idéologique, et il y aurait le discours du gouvernement qui gérerait à court et à moyen terme - et Henri Emmanuelli a répondu à cet objection tout à l'heure - mais je pense qu'il n'y a pas de crainte si nous savons prendre garde au double langage. Il s'agit bien aujourd'hui de relier notre projet aux décisions et à la politique gouvernementale. Si nous ne savons pas montrer que l'effort que nous demandons aux Français c'est en vue d'un projet de société, de transformation Socialiste de la société, je me souviens des statuts du Parti Socialiste qui nous rappellent que notre tâche n'est pas d'aménager le système capitaliste, mais de le transformer, j'espère que nous ne l'avons pas oublié, et que ceci est bien aujourd'hui, plus que jamais, parce que nous sommes en crise, l'objectif, et que la rigueur est un moyen d'arriver à cet objectif, et non pas autre chose - et si nous savons effectivement le faire passer dans l'esprit de notre électorat, alors là, oui, nous aurons gagné. Si effectivement c'est faire de la rigueur pour prouver à la Droite que nous savons gérer mieux qu'elle, je crois

que nous sommes sur la mauvaise route.
Au fond, et pour conclure, je crois que le Parti Socialiste se doit tout bêtement de faire de la politique. Mais faire de la politique ce n'est pas être les comptables frileux des résultats gouvernementaux, c'est rattacher ces résultats gouvernementaux à la nécessité d'un projet pour les quinze ans qui nous séparent de l'an 2000, du projet Socialiste. Et je crois que si nous ne savons pas le mettre en avant et le défendre, nous aurons effectivement bien travaillé, bien assaini, mais nous risquerons certainement de voir la Droite bénéficier très rapidement de nos efforts, et très sincèrement je ne le souhaite pas.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La parole est à Geneviève Domenach-Chich.

Geneviève Domenach-Chich

Chers camarades, je dois dire que j'ai hésité longtemps avant de prendre parti sur les problèmes de la Nouvelle Calédonie. Le parallèle, pour moi, était trop évident entre l'Algérie, que j'ai connue, et la Nouvelle-Calédonie.
Je suis effectivement issue de pieds noirs libéraux Certes, le problème est compliqué en Nouvelle-Calédonie, mais ne l'était-il pas il y a 25 ans déjà ? Et il est notamment compliqué par la présence de Caldoches, petits et grands, et je pense là davantage à tous ceux qui n'ont pas préparé leurs arrières dans la métropole, comme en d'autres temps.
Mais fondamentalement, historiquement, le problème est simple. Ce territoire n'est pas le nôtre, comme celui de l'Algérie n'était pas le nôtre. Nous l'avons colonisé, au point d'affaiblir une ethnie canaque dont la revendication, il faut le savoir, jusqu'à ces dernières années, se concentrait sur l'identité culturelle. Je fais la référence à un article de Jean-Marie Tjibaou, en septembre 1981, qui s'intitulait : "Etre mélanésien aujourd'hui", et dans lequel il n'était nullement question d'indépendance politique, dans lequel il était surtout question d'identité culturelle, de recherche d'une identité canaque. Et le problème était effectivement : "Etre mélanésien aujourd'hui, être mélanésien hier". Le problème, en termes politiques, tel qu'il le posait à l'époque c'était, en septembre 1981, il le présentait en termes de fédération.
Et on voit où on en est. La situation de tout ceci me rappelle trop l'Algérie et le retard que nous avons mis à comprendre le fait national algérien, à comprendre les revendications, par exemple, d'un Ferrat Abbas en 1948.
Or, aujourd'hui, le dilemme existe : se mélanger ou bien se séparer. Si les Caldoches, notamment, n'entrent pas dans la perspective de l'indépendance, ce sera, à terme, la partition ou l'expulsion. Il est encore temps d'organiser une coexistence provisoire et c'est la logique de Pisani, et c'est la logique de Mitterrand, qui permettra aux éléments en présence - et il y en a bien sûr plus que deux - de s'ajuster les uns les autres, d'inventer quelques interférences, de concevoir les solutions intermédiaires, bref, d'inventer, comme dit Pisani, mais il faut faire vite.

Fondation Jean-Jaurès

Mais il faut faire vite, il faut le faire avant qu'il ne soit trop tard, ne ratons pas encore ce coup ci, sachons décoloniser à temps, comme le dit Lionel Jospin, mais, hélas, autre analogie avec l'Algérie, autre cauchemar l'extrême droite mine le terrain au sens strict, elle joue comme à l'époque l'OAS, la politique du pire. La différence cette fois ci, elle est de taille, c'est que cette extrême droite a en face d'elle à Paris un gouvernement plus ferme que le gouvernement SFIO de l'époque, que le voyage de Mitterrand à Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, ne s'est pas passé comme le voyage de Guy Mollet en Algérie qu'elle a en face d'elle, cette droite, sur place, des pouvoirs publics qui sont plus courageux, Pisani n'est pas Soustelle, il n'est pas Lacoste, car en ces circonstances, et je l'ai vécu, le courage civique compte. Il ne suffit pas d'avoir une analyse politique juste, de voir clair en termes politiques, il faut avoir du courage, il fallait avoir du courage en face des pieds noirs, il fallait que les gouverneurs généraux aient du courage, ils n'en ont pas eu. Aujourd'hui, il faut du courage en face des Caldoches mais encore bien Pisani aurait du courage, quand bien même son plan serait le seul possible, notre politique la seule raisonnable, la police, la gendarmerie, la justice en Nouvelle-Calédonie sont infiltrées par l'extrême droite et ceci ne date pas du 18 novembre, et je n'ai pas de parano vis-à-vis de l'extrême droite.

Néanmoins, depuis le 18 novembre, cette situation s'est aggravée, les exemples de collaboration entre la gendarmerie et les extrémistes de droite sont nombreux, j'en donnerai quelques uns, il ne faut pas parler à la légère de ces choses là.

A Bourail, les gendarmes ont prêté aux extrémistes un hélicoptère pour faire des battues.

Il y a trois semaines, au moment de la mort du jeune Dial, 1500 manifestants ont mis à sac Nouméa, sans intervention des forces de police ; ils ont mis à sac des maisons de libéraux, comme on disait en Algérie, des commerces vietnamiens, c'était des juifs en Algérie, le 12 janvier et depuis les violations du cessez le feu par les milices d'extrême droite se multiplient impunément comme disait Françoise Gaspard.

La police en face de tout cela fait preuve d'un extrême laxisme, sur le problème des caches d'armes, par exemple : les caches d'armes, les arsenaux d'extrême droite, on connaît leur emplacement, on sait où elles sont, et pourtant les kanaks sont désarmés, les caldoches le sont moins, bien sûr ils le sont, les choses ne sont pas noires ou blanches, en l'occurrence, mais je crois que c'est un problème qui est grave.

Les pouvoirs publics ont-ils le moyen là-bas de mener cette politique de fermeté qu'ils ont le courage de mener ?

Dernier exemple : l'administration de Nouméa a libéré un certain nombre de prisonniers caldoches. Il est donc temps que l'état d'urgence maintenant confirmé permette aux pouvoirs publics de mener une politique de maintien de l'ordre, ferme, à l'égard des uns et des autres.

Il est grand temps notamment que les pouvoirs publics prennent les moyens de contrôler les forces de police, de gendarmerie, de contrer l'influence d'extrême droite dans ces différents milieux.

Je pense notamment, l'état d'urgence le permet, que le délégué devra intervenir pour interdire à Le Pen le prochain voyage qu'il prévoit en Nouvelle-Calédonie, car ce voyage ne peut que troubler l'ordre public en Nouvelle-Calédonie.
Les choix ont donc été faits, les choix ont été clairs. Ces choix, c'est effectivement le choix d'une logique d'indépendance kanak à terme, sans mettre en cause les intérêts stratégiques de la France, et d'ailleurs, sachez qu'aujourd'hui, le FLNKS ne remet pas en cause les intérêts de la France en Pacifique du sud. Les choix ont été faits d'un dialogue pour rendre la Nouvelle-Calédonie viable pour ceux qui veulent y rester. Les choix sont énoncés selon lesquels une politique de fermeté devra être menée contre ceux qui tentent, comme le disait Emmanuelli, une politique de déstabilisation, mais le problème, ces choix ayant été faits, pour François Mitterrand, pour Pisani, pour nous tous, c'est bien évidemment : comment créer les conditions politiques de concrétisation de ces choix ? Sur quelles bases sociales - car il faudra en trouver - relais pourra t on s'appuyer ?
Il y a un volet de 15 000 à 20 000 voix caldoches qu'il nous faudra faire basculer. Est-ce que ce sont les socioprofessionnels qu'il faudra faire basculer ? Certainement, c'est pourquoi Pisani insiste sur la réouverture des écoles, sur la reprise de l'activité économique, parce que ces gens peuvent avoir intérêt à ce que la situation se rétablisse. Il s'agit donc de trouver les moyens d'une politique juste, moyens qu'on n'a pas toujours trouvés aujourd'hui
(Applaudissements)

Le président - Dernier orateur, Gérard Le Gall.

Gérard Le Gall

Chers camarades, je n'avais pas l'intention d'intervenir, même après l'invitation du Premier secrétaire, sans l'intervention de notre ami Emmanuelli et Nattiez, qui m'obligent à me positionner un peu sur ce sujet délicat.
L'intervention de Jean Nattiez est empreinte d'un souci d'économie, d'une part, puisque c'est la conservation du système actuel, mais aussi de quelques novations, puisqu'il introduit des circonscriptions nouvelles et un re-découpage assez important, et je doute de la faisabilité de la chose, pour des raisons à la fois politiques et aussi peut être d'ordonnancement juridique, mais je ne me lance pas dans la démonstration, nous l'avons faite en groupe de travail, il reste aux experts juridiques de trancher.
Il y a la thèse de Nattiez empreinte de beaucoup d'idéologie pour trouver un mode de scrutin, mais il y a un présupposé à sa démonstration notamment quand il dit qu'un mode de scrutin n'est pas neutre.
Assurément, un mode de scrutin n'est pas neutre, mais cela dépend de quelle neutralité on parle, il n'est pas neutre politiquement, globalement, en termes d'alliances, oui, assurément, il n'est pas neutre sur la vie du Parti, pas sûrement, mais il n'est pas neutre non plus sur l'affectation des voix en sièges le lendemain du premier ou du second tour selon l'hypothèse que nous considérons et moi je voudrais savoir, dans le rapport des forces actuel, même corrigé des variations

Fondation Jean-Jaurès

saisonnières politiques, ce que donne un système modifié démographiquement, et là je prends tous les rendez-vous politiques que vous voulez...
Je crois que politiquement, stratégiquement, les modes de scrutin peuvent être plus neutres qu'on ne le croit, car il y a toujours un usage qu'on peut en faire pendant l'élection ou après, car le mode d'élection n'est que la première phase de l'élection, mais le groupe parlementaire après... et l'histoire de la SFIO, encore qu'il y a eu la scission de Max Lejeune après le Congrès d'Epinay, montre qu'une fois que le groupe parlementaire prend position, il peut y avoir d'autres scissions.
Nous débattrons de tout cela très sérieusement, mais il ne faut pas avancer des formules comme cela d'une façon un peu péremptoire, si je puis dire, sur la ligne politique, le mode de scrutin et le rejet de telle ou telle hypothèse. La neutralité, nous en discuterons sur différentes dimensions.
Au fond, la thèse d'Emmanuelli est éminemment politique, il faut des marges de manœuvre dans le système politique. Là aussi, je dirai : intention louable, compte tenu de la situation politique, mais une fois qu'on a des choses aussi fortes, et c'est valable pour Nattiez et pour Emmanuelli, qu'est ce qu'on en fait ? Instiller de la proportionnelle, cela dépend si on pense à cela avec un système proportionnel, et là l'instillation devient plus complexe, mais si on instille de la proportionnelle sans finalité proportionnelle, je ne comprends pas l'intervention d'Emmanuelli.
Pour que des partis marginaux aient une représentation dans un système politique, tout le monde l'acceptera l'idée qu'il y ait un seuil de passage des voix en sièges. En général, on dit : 5% des exprimés, ou 6%, ou encore 6% des inscrits. La marge en général tourne autour de 5 ou 6%. Pour qu'un parti les ait, il faut qu'il y ait une mini-coalition au niveau unité de décision. Cela joue pour les écologistes ou pour un centre gauche ; d'ailleurs ils ont essayé de se mesurer aux européennes, et ils n'ont pas réussi.
Donc je dirai que cette installation de proportionnelle, ce sont des voix perdues pour la Gauche, en tous cas pour la Gauche profonde, comme dirait Jean Poperen.
Bref, à travers les deux interventions de Nattiez et d'Emmanuelli, on oscille entre des positionnements politiques qui ne voient pas les contraintes juridiques et politiques de la traduction de leur présupposée politique en loi électorale. Or, mes chers camarades, Jean Nattiez s'étonnait que nous n'ayons à ce point de notre processus historique pas tout prêt, clé en mains, tel mode de scrutin.
Je crois qu'il n'y a nulle part, sauf dans la tête de quelques-uns, des modes de scrutin, clé en mains, juridiquement bien ficelés, prêts à passer à la Commission des lois. Cela n'existe pas, et c'est tout l'intérêt de notre travail dans le groupe de travail. Il va falloir désormais que toute proposition politique sur ce sujet soit assortie d'une traduction juridique et d'une estimation en sièges, une estimation en termes de faisabilité, compte tenu de la vie du Parti, compte tenu du scénario 1986 et 1988, parce que, chers camarades, maintenir le système actuel dans le rapport de forces actuel, même amélioré, nous sommes au-dessous de 68 à l'heure actuelle, et je vous dis que dans ces conditions-là c'est le problème

hautement politique qui est posé, après 1986, et je n'en dirai pas plus.
Donc, nos hypothèses politiques doivent tenir compte des variables institutionnelles, y compris la pérennité des plus hautes instances de l'Etat au lieu où elles sont : c'est le principe de raison. Ensuite, il faut décliner les variables.
Je crois qu'un mode de scrutin c'est le domaine de l'imaginaire. On peut imaginer une quantité de modes de scrutin, mais, malheureusement, quand on réfléchit entre camarades sérieux, responsables, on voit qu'il y a des modes souhaitables et des modes possibles, possibles pour des raisons politiques, juridiques, statistiques, etc.
Il faut être très prudents, et moi je ne citerai pas les différents obstacles au découpage électoral, j'en ai fait une esquisse de démonstration, mais soyons prudents. J'aurais aimé une communication sur le sujet, pour les cantonales, parce qu'on a tous parlé de grands équilibres, d'inflation, de commerce extérieur, etc., mais les interpellations aux candidats, pendant les cantonales, bien sûr ce sera sur le chômage, sur le commerce extérieur, sur les déséquilibres budgétaires, sur la comparaison entre le franc, la livre, le dollar, etc., mais il y aura une question lancinante qui nous sera posée dès lors que nous aurons décliné l'esquisse ou la réalité d'un mode de scrutin : ce sera la loi électorale qui sera le fait majeur de la loi politique, et comptez sur l'opposition pour que ce soit sa machine de guerre.
En conséquence, je m'étonne qu'au Comité directeur nous ne posions pas, puisque nous n'aurons pas d'autre réunion avant les prochaines cantonales, la question en terme de communication, avec quelques esquisses.
Je crois qu'il faut être très prudents quand on parle des écarts de circonscriptions, parce que c'est vrai qu'il y a des écarts considérables, de 1 à 11 parfois, entre la plus petite et la plus grande, mais on a intérêt à dire cela en termes de communication que si nous modifions l'ordre démographique des circonscriptions, parce que si nous faisons cette affirmation très puissante, très pénétrante, et si nous sommes conduits à ne pouvoir réaliser, je m'excuse de le dire, nous serons en gros Jean comme avant. Sur ce problème il faut, je le répète une éminente prudence, quand nous avançons un certain nombre de thèmes, puisque nos débats internes sont aussi des débats externes ; il faut dire que nous n'avons pas d'à priori, sur le mode de scrutin, mais il ne s'agit pas déjà - je ne fais pas de jeu de mots - à la cantonade, d'annoncer notre mode de scrutin. Il s'agit de dire que nous mettons les choses à plat, et non pas dans les deux mois, mon cher Nattiez, ce n'est pas comme cela que j'ai compris l'invitation qui nous est faite, mais dans les quinze jours ou les trois semaines... Jean Poperen confirmera ou infirmera mon propos... nous devrions exposer à la population les grandes orientations, non pas simplement sur des mots, mais sur le projet, parce que nous ne devons pas continuer à parler de petites choses ou autres, les mots comptent, pèsent, et les mots peuvent être retournés contre nous.
Enfin, une offensive contre la Droite, et là, çà ne mange pas de pain, pour cela nous avons des arguments qui ont déjà été développés.
Quand on nous dit qu'on ne peut pas changer les règles du jeu à certaines

périodes, je crois qu'il faut rappeler que le général de Gaulle, un mois avant les élections de 1958, a changé, par ordonnance, et pas par la loi, la loi électorale et qu'il a modifié l'ensemble des circonscriptions.
Voilà un argument politique de poids, me semble-t-il, ce n'est pas un an, c'est un mois, octobre 1958 pour les élections du 23 novembre 1958. Voilà un argument...

Un intervenant - Ce n'est pas un argument, quel est le délai le plus court acceptable ?

Gérard Le Gall - Dans la bataille politique on nous accuse de vouloir changer les règles un an avant, moi j'oppose un argument historique. On est dans la bataille frontale là-dessus.
En plus, je ne savais pas que le Comité directeur était un dialogue, j'y suis tout à fait prêt... Mais le sujet c'est comment le général de Gaulle a décidé de faire ce qu'il voulait sur le sujet, il en avait les moyens politiques, pour nous nos marges sont plus étroites. C'est l'autre point de responsabilité sur lequel nous devons jouer, il sera très difficile de modifier l'ordre démographique des circonscriptions. La loi du 12 juillet 1977 j'aimerai qu'on la rappelle, sur le débat politique, sur les votes des Français à l'étranger.
On nous accuse de tricheurs, cette loi nous l'avons dénoncée à l'époque, elle était du 12 juillet 1977, alors que les élections ont eu lieu à peine un an après, mars 1978, elle avait comme intention première de modifier l'ordre électoral dans un certain nombre de circonscriptions et le Conseil Constitutionnel était intervenu gravement en sanctionnant les abus qui ont été faits de cette loi.
Voilà un troisième argument qu'il est bon d'opposer.
Quatrièmement, moins d'un an avant l'échéance de mars 1978, il y a eu un tour de table en Conseil des ministres sur le sujet.
Cinquième argument, nous aurions tort de nous fonder simplement sur des déclarations de M. Giscard d'Estaing, il y a eu des déclarations de Chinaud, du Parti réformateur, du CDS, d'Alain Peyrefitte, qui est l'idéologue du Figaro, qui va nous imposer sa prose dans le Figaro. Nous pouvons lui rappeler toutes les déclarations qu'il a faites sur ce sujet.
C'est la bataille politique et idéologique, bien que ce soit un grand mot, dans la période conservatoire où il ne faut rien dire qui nous engage sur le sujet.
C'était les quelques propos que je voulais dire.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La discussion générale est close. Nous avons maintenant à nous prononcer sur deux textes, L'un qui est un projet de manifeste pour les élections cantonales et l'autre qui est un texte spécifique sur la Nouvelle-Calédonie e.
Sur Le projet de manifeste, je vais donner La parole à Jean Poperen.

Jean Poperen

Il était convenu avec Bertrand qu'il présenterait d'abord l'autre projet. Son texte est relativement court, il va pouvoir vous le lire, l'autre est un peu plus long, on est en train de vous le distribuer, dès que Bertrand aura terminé, vous y jetez une coup d'œil et nous irons plus vite. Je vous demande de ne pas le faire circuler à l'extérieur, par rapport aux journalistes, dans la mesure où vous pouvez être amenés à le modifier.

Le président - Bertrand Delanoë tu as la parole sur le texte concernant la Nouvelle-Calédonie.

Bertrand Delanoë

Chers camardes, le projet de manifeste que l'on va adopter tout à l'heure aura un usage sur les semaines qui viennent. C'est pour cela que l'on a préféré vous proposer que le Comité directeur s'exprime sur la Nouvelle-Calédonie aujourd'hui de manière datée, et donc de sortir du texte de résolution générale du Comité directeur

Le projet de communiqué que je vais vous lire sur la Nouvelle-Calédonie est court. La situation évolue donc il faut se garder de dire des choses qui pourraient être gênantes dans quelques jours. C'est un projet de communiqué qui a été un peu modifié par le Premier secrétaire et qui a été complété sur un point par Georges Sarre, qui se borne aujourd'hui à dire notre position sur ce sujet. Je vous le lis, nous avons essayé de faire court et de rappeler l'essentiel de notre position sur ce sujet.

"Le Comité directeur du Parti Socialiste a examiné la situation en Nouvelle-Calédonie après le rétablissement de l'état d'urgence. Il réaffirme son soutien au gouvernement dans la recherche d'une solution qui permette de prendre en compte l'inspiration à l'indépendance, d'assurer la présence de la France dans cette partie du monde, et de garantir l'avenir de toutes les personnes vivant en Nouvelle-Calédonie.

Les Socialistes dénoncent les provocations de l'extrême Droite, qui visent à engager ce territoire dans un processus de violence irréversible, et les prises de positions irresponsables de membres de l'opposition qui créent un climat de haine.

Le Parti Socialiste souhaite que les auteurs de tous les attentats soient activement recherchés et déférés à la justice.

Le Comité directeur apporte son appui aux efforts du gouvernement pour maintenir la paix et appelle toutes les communautés au dialogue, seule voie raisonnable pour construire un avenir démocratique et juste en Nouvelle-Calédonie."

Le président - Y a-t-il des observations sur ce texte ?

Gérard Fuchs - Quand il a parlé de garantir l'avenir, etc.

Fondation Jean-Jaurès

Bertrand Delanoë - ... de toutes les personnes vivant en Nouvelle-Calédonie".

Gérard Fuchs - Je dirais "l'impossibilité de vivre en Nouvelle-Calédonie " ou quelque chose comme cela.

Bertand Delanoë - "Garantir l'avenir de toutes les personnes vivant en Nouvelle-Calédonie", on le dit mais on n'est pas trop précis, on ne dit pas où.

Gérard Fuchs - L'unique argument est de leur dire, si vous voulez vraiment vivre dans ce pays, il faut que vous acceptiez une évolution.

Lionel Jospin - la, cela ne l'exclut pas.

Bertrand Delanoë - Cela inclut toutes les hypothèses.

Gérard Fuchs - Si le but est d'inclure toutes les hypothèses, je m'incline.
Le nom d'Edgard Pisani n'est pas cité, il serait utile alors qu'un certain nombre de partenaires essayent de court-circuiter les négociations, que son nom soit inclus.

Bertrand Delanoë - Le soutien au travail d'Edgard Pisani n'est pas en cause, tous les dirigeants du Parti qui se sont exprimés là-dessus l'ont fait avec la plus grande netteté.
J'avais chois de ne pas le mêler à un texte du Comité directeur du Parti Socialiste, si cela pouvait être interprété comme un manque de soutien à son travail, il faut le mettre. On va trouver où on peut le mettre. Sur le principe je suis d'accord.

Le président - Vous êtes d'accord avec Gérard Fuchs ? Bertrand Delanoë va trouver la formule.
Y-a-t-il d'autres observations ? S'il n'y en a pas, je mets le texte aux voix.
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter, veuillent bien lever la main.
Merci.
Avis contraires ?
Abstentions ?
Il n'y en a pas. Le texte est adopté à l'unanimité Je donne la parole à Jean Poperen pour le projet de manifeste.

Jean Poperen

Chers camarades, comme vous avez été très attentifs au texte de Bertrand Delanoë, et qu'il est très tôt, sans prolonger exagérément, nous pouvons nous donner quelques minutes pour que vous lisiez ce textes. Je pense inutile que je vous le lise, puisque vous l'avez.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Oui, nous pouvons nous donner cinq minutes et nous verrons le Contnetieux ensuite.

Jean Poperen - Je dis simplement un mot, pour le reste il y aura un débat. Beaucoup de choses, qui se retrouvent condensées dans ce texte, ont pu être dites, d'autres sont naturellement une approche de débat que nous aurons dans des délais qui à mon avis ne sont pas éloignés.
Je voulais indiquer que primitivement, parce que je ne savais pas de façon très précise si un texte était fait sur la Nouvelle-Calédonie, je ne l'ai su que ce matin, j'avais fait tout un développement sur la Nouvelle-Calédonie, là je n'en parle pas, ce serait inutile, sauf comme référence à la politique intérieure. C'est nécessaire, c'est une chose que le Premier secrétaire a souligné ce matin, comme il y a eu une tentative d'utilisation à des fins de politique intérieure des difficultés. Je n'ai rien d'autre à commenter.

Le président - Sur le texte, Françoise Seligmann.
(1-8

Françoise Seligmann

Bien entendu, je suis d'accord avec tout ce qui est dit dans le texte mais entre ce que l'on dit et ce que le Comité directeur peut mettre, il y a peut-être quelques petites nuances. Je voudrais proposer deux ou trois modifications.
Dans le premier paragraphe, je voudrais une modification de forme, Le texte dit "Les citoyens savent les dangers d'une gestion de Droite". On pourrait dire "ont de bonnes raisons de se méfier d'une gestion de Droite".
Dans le deuxième paragraphe, personnellement il me semble quand même que le chant de triomphe sur la réussite de l'assainissement économique pourrait peut-être être présenté autrement.
Je te propose la chose suivante, en gardant le même texte à peu près, mais en inversant les paragraphes, c'est-à-dire de dire "que les élections cantonales soient l'occasion de renforcer le soutien à la politique de la Gauche et d'abord d'en populariser les résultats", puis de mettre "des années ont été difficiles. Des mesures rudes étaient nécessaires, pour surmonter les conséquences d'une crise qui se prolongeait pour reconstruire une puissance industrielle que la Droite avait laissé délabrée", puis "Les Socialistes sont en train de réussir l'assainissement économique" et là je rajouterai"dans des domaines essentiels" pour parler après du chômage, pour ne pas avoir l'air de ne pas avoir réussi, surtout après ce que nous a dit Emmanuelli. Il faut nuancer, écarter certaines phrases et et revenir à ton texte si tu en es d'accord.
Autre observation, mais là je ne crois pas que je serai suivie, sur le paragraphe d'après, sur la liberté. Je pense que le Comité directeur du Parti Socialiste n'a pas à faire des attaques personnelles, autant on peut le faire dans des meetings, autant peut-être je ne sens pas très bien cela ici, et en plus je dois dire que l'ordre moral cela représente quelque chose que j'ai vécu de tellement grave que j'hésite un peu. Cela me choque un peu. Je trouve que c'est un peu fort. Mais enfin, je ne suis pas sure d'être suivie sur ce terrain.

Fondation Jean-Jaurès

Ensuite, dans le paragraphe d'après, tu dis, tout à fait à la fin, à l'avant-dernière ligne : "... ils sont aujourd'hui l'occasion, pour les chefs de la Droite, de chercher - sans succès pour le moment..."
"Pour le moment" ne me paraît pas indispensable. On verra bien... On a l'air de penser que, peut-être...

Jean Poperen - Je vois ce que tu veux dire.

Françoise Seligmann - Maintenant, page 3, personnellement je dirais : avec les garanties dont notre pays lui-même et les habitants d'origine européenne ont besoin... parce qu'il me semble quand même que les habitants du pays passent avant les habitants d'origine européenne.
Et maintenant - c'est vraiment une question de fond pour moi - "... dont rêvent quelques incorruptibles nostalgiques du colonialisme et dont on sait, dans tous les cas, comment elle se termine..." Il me semble que le Comité directeur du Parti Socialiste pourrait être accusé de défaitisme...

Jean Poperen - Mais, ce n'est pas dans le texte. Ce texte, comme tout texte, a une histoire déjà longue…

Françoise Seligmann - Alors, je n'ai rien dit.

Jean Poperen - Tu as une autre époque de ce texte, révolue... J'ai supprimé ces difficultés.

Le président - Terminé, Françoise ?
Pierre Brana ?

Pierre Brana

Deux remarques.
On a déjà, pour les élections cantonales, fait des manifestes, et généralement c'était des manifestes qui faisaient le tour des différents problèmes. Dans un texte comme celui-ci, je ne sais pas si le terme "manifeste" n'est pas un peu trop présomptueux par rapport à ce que cela représente. C'est plutôt une résolution qu'un manifeste. C'est le premier point.
Le deuxième point, qui est un point de détail, mais auquel je tiens un peu quand même, se situe page 2, dans le paragraphe sur les libertés.
Est-ce qu'il ne faudrait pas ajouter, étant donné que ce n'est pas directement lié aux libertés mais que c'est plutôt lié aux droits de l'Homme, notamment dans le domaine pénal, lorsqu'on met, presque à la fin : "... un gouvernement dirigé par les Socialistes qui, lui, au contraire, a déjà tant fait..."..."pour les droits de l'Homme et pour créer de nouveaux espaces de liberté..." ? Ce n'est pas directement dans les espaces de liberté, mais cela couvre un champ plus large.
Voilà les deux remarques que je voulais faire.

Fondation Jean Jaurès

Le président - Merci. Y a-t-il d'autres observations ?
Nattiez ?

Jean Nattiez

Ce sont des points de détail.
Le départ du texte me gêne quelque peu. "Faire vivre la démocratie dans les départements.", surtout si c'est ponctué comme cela, avec un point... Je suppose que c'est une virgule, qui renvoie au "le" de "le permet"... cela me gêne. Ce n'est pas une phrase, d'ailleurs ! "Faire vivre la démocratie dans les départements"... Il y a un problème de compréhension de la part des gens qui vont le lire et qui peuvent donc s'arrêter de lire dès la première phrase.

Jean Poperen - C'est une audace de rédaction!...

Jean Nattiez - Oui, mais enfin...
Plus sérieux comme audace de rédaction, toujours dans la première page, l'avant-dernier paragraphe...
Je ne pense pas qu'il faille conserver ce paragraphe dans cette rédaction-là, avec : "Des années ont été difficiles..." Puis ensuite : "Des mesures rudes étaient nécessaires pour surmonter les conséquences d'une crise qui se prolongeait... "
Pour le moins, l'imparfait pourrait faire l'objet d'un très long débat ici et j'aurais préféré que l'on mette le présent pour éviter toute contestation, parce que donner l'impression que, d'une part, les années difficiles sont derrière nous et, d'autre part, que la crise est finie par l'usage de l'imparfait, c'est quelque peu gênant.
Je préférerais voir, d'une part, disparaître la référence aux années difficiles et, d'autre part, le texte de ce paragraphe commencer par : "Pour surmonter les conséquences d'une crise qui se prolonge et pour reconstruire une puissance industrielle que la Droite avait laissé délibérée, des mesures difficiles ont été nécessaires..."
Je ne suis pas opposé à ce que, dans la logique du texte, on puisse faire ce que Françoise Seligmann a proposé, c'est-à-dire de placer cela avant le bilan. Ce serait plus logique.

Le président - Merci.
Y a-t-il d'autres observations ?
Non. Alors, Jean Poperen.

Jean Poperen

D'abord, les choses les plus simples, ou qui me paraissent poser le moins de problèmes.
Pour le titre, on m'a dit de faire un manifeste d'une page... Moi, très discipliné... j'ai fait encore plus court. J'ai tiré un peu, cela fait un peu plus de deux... mais je veux bien que cela s'appelle autrement.
Un appel ?... Oui, c'est plutôt un appel, il me semble.

Copie Fondation Jean-Jaurès

Donc, on dit appel.
Deuxièmement, d'accord avec la proposition d'adjonction de Brana sur les droits de l'Homme.
Pour la première phrase, j'ai dit à Nattiez pourquoi je m'étais laissé aller à cette facilité de plume, mais honnêtement, en la relisant... j'en suis plutôt content !
(Rires)

Jean Nattiez - Un point d'exclamation, alors ?...

Jean Poperen - Les autres choses sont peut-être plus délicates.
D'abord, je voudrais rappeler à Françoise qu'en effet il ne s'agit pas d'une résolution mais d'un texte public ; il faudra peut-être un peu le retravailler d'ailleurs, parce que cela a été fait dans la journée et revu par un certain nombre de camarades qui l'ont déjà modifié... on peut imaginer que, du point de vue polissage, sans changer les choses au fond, il soit amélioré. Mais ce texte doit être diffusé, il n'est pas seulement destiné à la presse, ce soir, et puis après on n'en parle plus. Donc, de ce point de vue, il doit être, à mon avis, assez concret.
Franchement, mettre en cause nommément les quatre personnes... Chirac, d'abord, c'est un dirigeant de parti...

Françoise Seligmann - Je ne parle pas de Chirac.

Jean Poperen - ... les trois autres, vraiment, cela ne heurte pas ma sensibilité... Mais enfin, moi, je ne suis que le rapporteur, je veux dire par là que je ne demande pas qu'on approuve ma proposition ou celle de Françoise, je laisse le Comité directeur juge de cette affaire. Je n'ai pas d'avis de rapporteur. Cela ne me gêne pas de l'avoir mis, mais si vous pensez qu'il faut l'enlever, on l'enlève... Franchement, Peyrefitte, Bonnet et Marcellin... vous savez, ils ont le cuir épais !

Le président - On peut se permettre cela.

Jean Poperen - Oui, je crois qu'on peut se permettre cela.
Ensuite, l'ordre moral.
Cela a été dur, mais enfin, c'était essentiellement çà. Ce n'était pas Versailles en 71, l'ordre moral, c'était la liberté d'expression mise en cause, la liberté de la presse muselée, la tentative de retour à un régime impérial... Bon, c'est un peu forcé, j'en conviens... Mais d'ailleurs, là, je suis un peu étonné que ce soit Françoise qui dise cela, Moi, j'ai pu observer qu'en trois mois il y a eu deux interventions chez Polac qui ont modifié les choses, l'intervention sur Collaro, qui était quand même grave dans son principe, maintenant on en est aux interdictions de films... laissons aller les choses, et vous verrez où on en sera dans un mois ou deux ! Moi, je dis qu'on est déjà très engagé sur la pente et, donc, je défends assez l'expression.
Sur la Nouvelle-Calédonie, je suis d'accord que ce n'est sûrement pas, en effet,

Fondation Jean Jaurès

dans un appel qu'il faut laisser une formule du genre "sans succès pour le moment". Mais, entre nous, c'est, si vous voulez, un appel à suivre cette affaire de très près, à être très vigilant, car pour le moment, c'est vrai, c'est un peu le sentiment qu'ont les camarades que nous avons entendus dans les fédérations : sur le terrain, cela ne prend pas. L'opération "refaire le coup de 1958", jusqu'ici, cela ne prend pas... Mais on n'est pas au bout de cette affaire, malheureusement. Donc, il faut faire très attention. C'était cela, le sens de la phrase. Je l'explique, mais je suis d'accord avec toi pour ne pas la mettre dans ce texte. Donc, on l'enlève.

Revenons sur la première page.

"... savent les dangers d'une gestion de Droite..." Je suis assez pour garder cette expression.

Par contre, d'accord pour inverser l'ordre des paragraphes - je crois que tu as raison - et mettre le passé composé au lieu de l'imparfait : des années ont été difficiles, des mesures rudes ont été nécessaires, etc.

Est-ce qu'il faut enlever "les années difficiles" ? Oui, peut-être... celle qui commence ne sera pas forcément très facile, donc je suis assez d'accord avec la proposition de modification qu'a faite Nattiez, si le Comité directeur n'y voit pas d'objection.

Dernier point. Là, franchement, j'hésite beaucoup. Je reconnais que l'intervention d'Emmanuelli - il est parti - a soulevé des problèmes, mais je dois dire que j'ai cru comprendre qu'à un certain nombre elle posait des problèmes...

Moi, je dirai très franchement qu'il me semble que nous avons des résultats vraiment importants sur toute une série de choses et qu'à partir de ces résultats nous sommes en droit de penser que nous pourrons tirer un effet bénéfique dans l'année qui vient sur les plans de l'emploi et du chômage. Je ne voudrais pas du tout mettre un discriminant en contradiction avec le Président de la République, mais je cite une phrase du Président de la République à Grenoble, que je n'ai pas inventée et qui me paraît parfaitement claire.

Alors là, c'est une question de choix du Parti Socialiste. Nous avons entendu la position d'un camarade qui a un rôle important au gouvernement et qui, je crois, le tient très bien, mais, cela étant, est-ce que le Comité directeur pense qu'il faut dire qu'à partir des résultats obtenus la question est posée ? Je crois d'ailleurs que le gouvernement le pense, puisqu'il a déjà pris des mesures, limitées encore, dans un domaine précis qui n'est pas négligeable, celui du bâtiment et des travaux publics ; c'est donc bien qu'il pense - ce qu'il n'aurait pas fait il y a six mois - qu'on peut, dans ce domaine au moins, donner un petit peu d'oxygène. Je réponds là à l'intervention de Françoise Seligmann qui, en fonction des propos qu'a tenus tout à l'heure Emmanuelli, dit : il faut mettre simplement "dans des domaines essentiels", ce qui signifierait au fond - je crois ne pas trahir ta pensée - pour le moment continuer sur cette lancée sans rien bouger.

La question est posée, si j'y réponds c'est parce qu'elle m'a été posée.

Voilà le problème. C'est pourquoi, autant je suis d'accord avec les autres modifications, autant celle-là, j'avoue que j'hésite à y souscrire.

Collection Jean Jaurès

Martine Lignières - ... pour surmonter les conséquences de la crise... pour reprendre ce que disait Nattiez...

Jean Poperen - Martine, moi, j'étais dans le même passage, mais sur une autre question.
A Nattiez, j'ai répondu : non, je ne suis pas pour enlever "d'une crise qui se prolongeait", parce que c'est un des éléments de notre explication ; c'est dans la mesure où nous avons constaté, au cours de l'année 1982, que les promesses de relance sur lesquelles nous avions bâti un certain nombre de choses sur le plan international ne se sont pas développées que nous avons dû prendre ces mesures. Donc, la notion de prolongation de la crise au-delà de ce qu'étaient nos estimations de l'automne 1981 a été un facteur déterminant dans les mesures de juin 1982, puis de mars 1983.
C'est pourquoi, Martine Lignières, moi, je suis pour maintenir cette idée. Ce n'est pas seulement la crise, c'est le fait que la crise s'est prolongée. Ce n'est pas du "pinaillage", c'est un élément de notre appréciation et de notre explication.

Le président - Y a-t-il d'autres observations ? Non ?
D'après ce qui a été repris par le rapporteur sur les propositions faites, je note que nous garderions la première phrase dans sa rédaction telle qu'elle est.
Nous inverserions les deux paragraphes dont il a été question, en supprimant "'des années ont été difficiles", c'est-à-dire que cela deviendrait : "des mesures rudes ont été nécessaires pour surmonter les conséquences d'une crise qui se prolongeait et pour reconstruire une puissance industrielle que la Droite avait laissé délabrée. Les Socialistes sont en train de réussir l'assainissement économique..." et après ce paragraphe on retombe sur le paragraphe suivant : "et maintenant... etc."
Je ferai simplement remarquer que si on fait cette inversion, on a deux fois de façon rapprochée le mot "assainissement".

Jean Poperen - On va arranger cela.

Le président - Ensuite, le rapporteur est plutôt pour qu'on maintienne les noms de Peyrefitte, Bonnet et de Marcellin.
Par ailleurs, on supprimerait en haut de la troisième page l'expression "sans succès pour le moment".

Jean Poperen - On ajoute les mots "de l'homme", avant "de créer de nouveaux espaces de liberté".

Le président - Avec ces modifications, quels sont ceux qui sont d'avis d'adopter ce texte qui porterait le nom d'appel et non de manifeste ? Levez la main ?
Avis contraires ?
Abstentions ?

Fondation Jean Jaurès

Il n’y en a pas.
Le texte est adopté.
Nous passons maintenant aux problèmes du contentieux, Daniel Vaillant.

Daniel Vaillant

Chers camarades, il est évident qu’intervenir une fois de plus sur la fédération du Gard pourrait prêter à sourire ; hélas, je pense que c’est un sujet qui ne mérite sans doute pas que nous nous y attardions. Néanmoins, je dis que c’est un sujet préoccupant et qu’en aucun cas, on ne peut se réjouir de faire les propositions que je vais faire, notamment concernant une mesure individuelle, mais c’est un problème politique posé au Parti et qu’il ne faut pas non plus sous-estimer.
La fédération du Gard : il y aura à son sujet trois points évoqués et étudiés par la Commission contentieux, rapportant unanimement, ce dont il faut se réjouir, de même sur les trois autres points qui seront évoqués ici qui ne concernent heureusement pas la fédération du Gard.
Sur le Gard, premier point.
Je ne reviens pas sur l’historique de Sommières, sur les décisions qui ont été prises à la Convention nationale d’Evry, qui ont fait que les candidats Socialistes ont été investis par le vote des militants et que la Convention nationale d’Evry a ratifiée à l’unanimité. Il se trouve que, malgré cette unanimité et cette ratification, le camarade Charles Bouet a néanmoins décidé de se présenter aux suffrages dans le canton de Sommières et qu’il est déjà en campagne, affiches, déclarations dans la presse, lettres aux élus. Il nous est demandé d’appliquer à son encontre l’article 80, que je ne rappelle pas ici, de nos statuts nationaux. C’est toujours triste qu’un camarade soit exclu de notre Parti, mais je crois qu’il y va de la santé du Parti. Il est donc proposé au Comité directeur, sur proposition unanime de la Commission contentieux de procéder à l’exclusion de Charles Bouet. Je ne sais pas si on procède au fur et à mesure ou globalement...

Le président - Au fur et à mesure.
Y a t il sur cette proposition des observations ?
Il n’y en a pas.
Je mets aux voix. Que ceux qui sont d’avis de suivre la Commission contentieux pour l’exclusion de Charles Bouet veuillent bien lever la main ?
…
Avis contraires ?
Abstentions ?
A l’unanimité, la décision est ratifiée.

Daniel Vaillant - Le deuxième point concernant la fédération du Gard, toujours canton de Sommières, est relatif au fait que cinq maires Socialistes du canton de Sommières ont cru devoir - en tout cas, c’est à travers un article de presse que nous en avons été informés - participer à un comité de soutien à Charles Bouet. Compte tenu de cette position, cela concerne les villes d’Aigues-Vives, Aubois, Fontanès, Congénies et Junas, des petites communes du canton de Sommières.

Dans un premier temps, Bertrand Delanoë, Secrétaire national aux fédérations et au contentieux, a écrit aux cinq maires, pour leur demander d'infirmer ce soutien public à Charles Bouet et la Commission contentieux propose que le Bureau exécutif soit mandaté pour prendre toute décision utile, étant entendu que, dans la lettre aux cinq camarades en question, Bertrand Delanoë précisait qu'ils devaient infirmer cette position avant le Bureau exécutif du 30 janvier. C'est donc théoriquement le Bureau exécutif du 30 janvier, mercredi prochain, qui devrait être amené à prendre une décision conforme aux statuts du Parti, concernant ces cinq maires qui soutiendraient un camarade, enfin un candidat qui d'ailleurs vient d'être exclu à l'unanimité de notre Comité directeur.
Si vous étiez d'accord pour suivre cette procédure, nous mandaterions le Bureau exécutif pour apprécier, suite à la décision que ces cinq maires prendront de nous répondre ou de ne pas nous répondre.

Le président - Le Comité directeur est-il d'accord sur cette procédure ? Voulez vous le manifester en levant la main ?
Avis contraires ?
Il n'y en a pas.
Le Bureau exécutif de mercredi prochain est mandaté.
Point suivant.

Daniel Vaillant - La fédération du Gard, troisième point, et là, le sujet est différent, il est ancien. Il s'agit de la section d'Alès. Vous savez que, dans le Gard, il y a un collectif fédéral qui doit gérer et animer politiquement la fédération, en relation avec la direction du Parti. Il se trouve qu'à Alès, un contentieux, un conflit est né depuis déjà plusieurs mois, que nous avions d'ailleurs été saisis à l'époque. Nous avons demandé au collectif fédéral d'essayer de le résoudre. Il n'y est pas parvenu. Je ne ferai pas l'historique de la situation, mais en gros, il y a une section, une centaine de membres, peut-être un peu moins, avec un groupe relativement majoritaire, mais je le dis bien relativement, un autre groupe, les deux groupes ne peuvent manifestement pas se supporter politiquement, étant entendu qu'on est dans une mairie Communiste, avec un groupe Socialiste de neuf élus, et il est évident que la ligne de partage au sein de la section l'est aussi au sein du groupe des élus, mais de façon inversement proportionnelle au dernier rapport de force que je vous ai indiqué.
Jérôme Lambert, assistant du secteur contentieux fédérations, a passé une journée sur place pour essayer de résoudre cette question. Une solution avait été envisagée et la proposition unanime qui est faite par la Commission serait que, très rapidement, dans la mesure du possible, une délégation nationale représentative descende à Alès, pour y consacrer une journée de consultation, de travail, avec les deux groupes, avec les élus, avec les responsables de la Commission administrative actuelle, et des représentants de la fédération nationale des élus Socialistes républicains pour essayer de faire en sorte que les camarades puissent trouver les conditions de vivre ensemble et dans l'intérêt du

Fondation Jean Jaurès

Parti de re-militer dans un même groupe, étant entendu que l'idée qui a été soumise par l'un des deux groupes avec force de créer deux sections n'a pas été retenue par notre Commission, estimant que ce serait une fuite en avant, qui ne donnerait pas au Parti les chances de repartir du bon pied à Alès.
Si vous en étiez d'accord, nous mandaterions le Bureau exécutif pour désigner une délégation qui se rendra le moment venu à Alès pour essayer de trouver des solutions au problème politiques qui s'y posent.
Sous point : il se trouve qu'à Alès nord il y a un canton renouvelable pour lequel le Parti n'a pas encore désigné de candidat. La Commission unanime propose de demander qu'une assemblée générale de section se tienne, convoquée par le collectif fédéral avec l'appui de la Direction nationale pour désigner un candidat Socialiste. Le Bureau exécutif pourrait ratifier cette candidature si vous étiez d'accord avec ces deux propositions, je pense que c'est de nature à faire avancer la situation à Alès.

Le président - Je soumets à votre approbation...

Jean Poperen - Je vais faire une mauvaise plaisanterie, la direction du Parti pourrait peut-être louer un pied à terre à Alès !

Bertrand Delanoë - Dans le Gard en général !

Jean Poperen - Cela nous faciliterait les choses et nous ferions des économies.

Le président - En attendant je soumets à votre approbation les deux propositions : l'envoi d'une délégation à Alès et la réunion d'une assemblée générale pour désigner un candidat à Alès nord.
Que ceux qui sont d'accord veuillent bien lever la main.
Avis contraires ?
Adopté.

Daniel Vaillant - Avant le point suivant, une remarque. La Convention nationale d'Evry avait demandé à chaque candidat investi par le Parti Socialiste dans le Gard de s'engager à la solidarité avec les autres candidats Socialistes. Je pense qu'il serait souhaitable que les candidats Socialistes s'engagent au niveau de la solidarité et que le maximum soit fait dans la direction de ceux qui ne l'ont pas encore formellement fait, pour qu'à la fois le collectif fédéral et la direction du Parti soient aidés dans leur démarche afin que ce dossier soit clos et que les cantonales dans le Gard se passent le mieux possible.
Je lance donc un appel personnel au nom de la Commission unanime pour que toutes démarches utiles puissent être faites par chacun des camarades du Comité directeur qui a quelqu'attache amicale dans cette fédération.
Quatrième point que la Commission a évoqué, c'est encore un cas douloureux, il s'agit de l'exclusion de quelqu'un.
Il s'agit, dans la fédération de l'Ain, d'un camarade qui ne le sera sans doute

Fondation Jean-Jaurès

plus dans quelques instants, Palama, qui se présente contre le candidat investi par le Parti à Meribel.
Il est donc demandé l'application de l'article 80 visant à l'exclusion.
Je précise que ce même Palama avait cru devoir être mandataire de la liste des Verts au mois de juin, et donc d'une certaine façon c'est avec six mois de retard que nous appliquons l'article 80. Mais à l'époque la fédération ne nous avait pas saisis formellement.
Je pense que le Comité directeur pourrait suivre cette conclusion unanime de la Commission contentieux.

Le président - Vous êtes d'accord pour l'exclusion de Palama de la fédération de l'Ain ?
Que ceux qui sont d'accord veuillent bien lever la main.
...
Avis contraires ?
…
Palama est exclus du Parti.

Daniel Vaillant - Cinquième point : dans le Val d'Oise à Beauchamp, s'est posé un problème et nous avons été saisis d'un recours tardif mais d'un recours formel de notre camarade Yves Le Gall, candidat qui n'a pas été retenu par la Convention fédérale, en dernier recours, qui a désigné un autre camarade pour ce canton, Szaleniec.
La Commission contentieux a examiné les différents points qui ont marqué cette désignation, je ne les évoquerai pas ici largement. Il y a eu deux votes controversés en section. La Convention fédérale dans un premier temps n'a pas su se départager : 12 pour la candidature de Le Gall, 12 contre, 12 abstentions.
Finalement la Convention fédérale a cru - c'était son droit - devoir procéder à un vote par mandat qui a désigné Szaleniec comme candidat du Parti Socialiste pour le canton de Beauchamp.
Nous n'avons pas voulu ne pas informer le Comité directeur, mais la conclusion unanime de la Commission contentieux serait de donner acte à la fédération de la décision qu'elle a cru devoir prendre, ce qui était son droit puisqu'en termes de cantonales, la souveraineté revient à la Convention fédérale qui applique les statuts nationaux du Parti, sauf quand il s'agit, comme pour la fédération du Gard, de la dissolution d'une instance fédérale.
Si vous étiez d'accord, nous donnerions acte à la fédération du choix qu'elle a exprimé en faveur du candidat Szaleniec à Beauchamp, Val d'Oise.

Le président - D'accord ?
...
Pas d'objection ?
...
C'est entendu.

Fondation Jean-Jaurès

Daniel Vaillant - Dernier point, il se trouve qu'à Bellerive sur Allier nous avons été saisis de difficultés avant la Convention d'Evry par rapport à la désignation d'un candidat. La situation est compliquée. Le Conseiller général sortant à Bellerive sur Allier est un Radical de Gauche. Il se trouve que le groupe Socialiste est Radical de Gauche et la fédération de l'Allier avait souhaité, ce qui paraissait de bonne règle, que les sortants soient reconduits, ceux-là n'ayant pas démérité.
La Convention fédérale, malgré le désaccord de la section, a fait ratifier le choix visant à soutenir le candidat Radical de Gauche sortant.
Il se trouve qu'un élément nouveau est intervenu, à savoir que dans un canton nouvellement créé il y a un candidat Communiste, un candidat Socialiste qui n'est autre que le Premier secrétaire fédéral de la fédération Socialiste, Jean Fradin. Or un candidat Radical de Gauche se présente, et le risque existe finalement que ce soit le candidat Communiste avec qui nous sommes en compétition sur le terrain qui soit en tête de la Gauche.
Il y a donc un préjudice pour notre Parti.
Compte tenu de cette situation particulière, nous avons convoqué ici un camarade représentant la section de Bellerive et le Premier secrétaire fédéral pour examiner la situation.
Il n'y a pas un contentieux formel entre la section et la fédération, simplement une appréciation dans le temps différente par rapport à l'intérêt du Parti, la section estimant qu'il conviendrait peut-être de faire pression en ne soutenant pas automatiquement le Conseiller général sortant.
Le problème est donc politique finalement, et il a été souhaité que Marcel Debarge, au nom de la direction du Parti, examine la situation, notamment avec l'organisation nationale du Mouvement des Radicaux de Gauche, et que le Bureau exécutif soit mandaté pour examiner la situation ainsi créée. Encore une fois l'intérêt du Parti doit être préservé.
Donc la proposition qui est faite, c'est que Marcel Debarge se saisisse de la question et que le Bureau exécutif sur la base de son rapport prenne toutes décisions utiles conformes à l'intérêt du Parti.

Le président - Vous êtes d'accord avec cette proposition ?
Pas d'avis contraire ?
…
Adopté.
Merci.

Daniel Vaillant - J'en ai terminé.

Le président - Je remercie Daniel Vaillant. Je n'ai pas été saisi de questions diverses. Donc notre Comité directeur est terminé.
La séance est levée. Merci !

Fondation Jean-Jaurès